

EXAMEN IMPARTIAL DES IMMUNITES ECCLESIASTIQUE ES, ...

Henri Philippe Chauvelin,
Valenti Gonzaga





V. 4. 32.



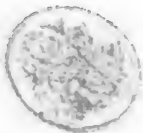
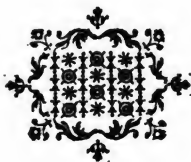
13-19. 6. 33.



EX 10
207
EX 10

EXAMEN
IMPARTIAL
DES
IMMUNITÉS
ECCLESIASTIQUES,

*Contenant les Maximes du Droit Public,
& les faits Historiques qui y ont
rapport.*



A L O N D R E S.

2 M. DCC. LI.



THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY



THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

AVERTISSEMENT.

LE titre de cet Ouvrage annonce les sentimens & les intentions de l'Auteur ; l'Ouvrage entier fera voir qu'il ne s'en est pas écarté ; s'il a négligé les ornemens propres à accréditer un Ecrit moins sérieux , du moins a-t'il évité avec soin les questions inutiles ou étrangères : loin de se permettre aucun de ces traits qui caractérisent la malignité ou l'esprit de parti , l'amour seul de la vérité a guidé ses recherches & animé ses réflexions.

On a pensé qu'elles pourroient être utiles au Public , & ajouter aux connoissances qu'on acquiert de jour en jour sur la question des prétentions & des Privileges du Clergé : cette matiere des plus intéressantes ne peut être trop approfondie , & il n'est point de Citoyen ni d'homme sensé

qui ne doit chercher à prendre des idées justes, & à former un jugement solide & certain sur un objet de si grande importance.

Mais ce jugement pour être impartial & désintéressé doit être puisé dans les meilleures sources, & fondé sur les motifs les plus épurés. L'Auteur s'est donc uniquement attaché à exposer les maximes du Droit public, qui lui ont paru les plus incontestables, à vérifier les faits historiques avec exactitude, & à les exposer avec simplicité : des faits ainsi liés avec les principes, il résulte des conséquences qui conduisent à la démonstration.

Plein de respect pour la Religion & pour ses Ministres, l'Auteur ne veut ni critiquer, ni combattre les prérogatives & les Privilèges qui élèvent si justement le Clergé de France au-dessus des autres Ordres de l'Etat ; il reconnoît au contraire

qu'il mérite toutes les distinctions qu'il a obtenues , & qu'il est décent de lui conserver.

Mais en cherchant à découvrir la source , le progrès & l'étendue de ces distinctions & de ces prérogatives , on reconnoît facilement que le Clergé est redevable à la pitié de nos Rois des Privileges dont il jouit , & loin que ce fait incontestable doive exciter les allarmes du Clergé , il doit les faire cesser au contraire , puisqu'il est indubitable , qu'un Corps si utile , si révéré & si recommandable dans l'Etat , trouvera toujours dans le cœur du Souverain les mêmes ressources & la même protection pour le maintien de ses droits & de sa dignité.

Le Clergé n'a donc pas besoin de recourir au Droit divin pour obtenir ou pour conserver ce que l'autorité temporelle ne lui refuse pas. Si quelques libelles hardis & indécens

ont pu servir de prétexte à ceux qui , par la corruption de leur cœur , voudroient anéantir l'autorité de l'Eglise , & le respect dû à ses Ministres , le Clergé ne doit-il pas craindre également d'effrayer les gens sages & de bonne foi , en défendant des droits purement temporels par des motifs de Religion & de conscience. C'est cette réflexion , sans doute , qui a engagé l'Auteur à examiner les dernières Remontrances du Clergé ; cet examen forme la dernière partie de son Ouvrage.

On espere que cette espece d'essai de Droit Public & d'Histoire sur la matiere dont il s'agit , pourra satisfaire les Lecteurs non prévenus & qui cherchent à s'instruire.

EXAMEN

EXAMEN

Impartial.

ON a souvent agité la question de l'Immunité des biens du Clergé, on ne l'a jamais approfondie ; cependant elle est intéressante pour l'Eglise & pour l'Etat, elle est digne de toutes nos recherches ; il est important même pour le bien public qu'on puisse la décider irrévocablement, & la décider par les seuls principes de la justice & de la vérité.

Il faut en l'examinant écarter les préjugés & les passions : les Laïcs auroient à rougir de se déterminer par des motifs

A

de jalousie , ou par le vain projet d'une égalité qui ne peut jamais subsister entre les différens Ordres d'un grand Royaume. Les Ministres des Autels méritent les plus grandes distinctions ; on les doit au caractère auguste dont ils sont revêtus , & aux fonctions saintes qu'ils exercent , c'est rendre hommage à la Religion même que d'avoir des égards pour ses Ministres , & des ménagemens pour ses biens temporels.

Les Ecclésiastiques sont par rapport à leurs Immunités , dans une situation où les hommes les plus éclairés & les plus vertueux doivent se défier de leurs lumières & de leur vertu : de grands objets peuvent les animer & les engager à fou-

tenir que leurs biens doivent être exempts de toutes les impositions : objet d'intérêt , pour diminuer leurs charges & pour ne pas affoiblir leurs revenus : objet d'amour propre dans la liberté des grands biens que le Clergé possède , & dans une prérogative qui l'éleveroit bien plus au-dessus de la Noblesse & du Peuple , que le titre stérile de premier Ordre de l'Etat : il les sacrifiera , sans doute , ces objets d'intérêt & d'amour propre , au respect qu'il doit à son Souverain , & au bien de la Patrie , & il n'aura point à opposer des motifs de conscience , si l'on prouve que la Religion n'est point intéressée à l'Immunité des biens temporels de l'Eglise , ou plutôt que la Re-

A ij

ligion ; l'équité & la reconnaissance soumettent ces mêmes biens à toutes les charges de l'Etat ; c'est-là tout le nœud de cette question ; c'est-là ce qu'il faut examiner sans prévention & sans aigreur.

Je ne puis prendre de meilleurs guides que les maximes du Droit public, & les monumens de l'Histoire. Le Droit public peut seul nous éclairer sur l'étendue que doit avoir le Tribut, & l'Histoire nous instruira de ce que l'on doit faire à cet égard, par ce qui a été fait dans les plus beaux siècles de l'Eglise. Le Droit public découvre ces bornes respectables que la main de Dieu a établies entre les deux Puissances, & qu'elle a affermiées contre tous les efforts de l'am-

5
bition & de l'intérêt. Si l'Histoire nous retrace des tems où l'on a abandonné les anciennes maximes par ignorance & par foiblesse , elle nous fait voir , même dans ces tems malheureux , des témoins irréprochables de la vérité ; elle prouve que l'on est revenu à ce qui est juste , lorsque les ténèbres se sont dissipées , & que le feu des dissensions s'est éteint ; elle nous éclaire autant par les fautes de nos prédécesseurs , que par les lumieres qu'ils nous ont transmises , & par les bons exemples qu'ils nous ont laissés.

Je partagerai donc cet ouvrage en deux parties. La première de Droit , où j'examinerai les principes qui doivent décider de l'Immunité dont il

A iij

s'agit. La seconde historique, où je rapporterai ce qui s'est fait en matière d'impositions sur les biens d'Eglise, depuis la naissance du Christianisme jusqu'à nos tems ; mais c'est un préliminaire indispensable de fixer nettement l'état de la question, que le commun des hommes paroît même ignorer.

Etat de la question.

Les Ecclésiastiques aspirent à deux sortes d'Immunités ; l'Immunité personnelle, & l'Immunité réelle. La première pour les personnes qui sont consacrées à Dieu dans le Clergé Séculier & Régulier ; la seconde pour les biens que l'Eglise possède.

L'Immunité personnelle consiste dans quelques privilèges

que les Princes Chrétiens ont accordés aux Ecclésiastiques en différens tems , par respect pour la Religion , & pour ne pas distraire les Ministres des Autels de leurs fonctions saintes , qui doivent les occuper entierement. Le plus important de tous ces privileges est celui que nous appellons par excellence le privilege Clérical. L'Eglise a reçu de Jesus-Christ une autorité respectable ; mais une autorité purement spirituelle , qui ne s'étend que sur les consciences , & qui n'agit que dans l'ordre du mérite & de la liberté. Elle n'a par son institution , ni Tribunal extérieur , ni Officiers de Justice , ni droit de coaction pour faire exécuter ses lois & ses jugemens. Nos Rois

A iij

lui ont permis d'avoir des Tribunaux , de nommer des Officiaux , de prononcer des Jugemens avec tout l'appareil judiciaire , & avec l'assurance qu'ils seront soutenus de toute la force du bras séculier. La matière de ces jugemens est tout ce qui est du ressort de l'autorité spirituelle , toute action personnelle intentée contre les Ecclésiastiques , même en matière civile , toute accusation formée contre eux pour des délits communs , c'est à-dire , pour cette sorte de délits qui n'attaquent pas directement la société civile , & pour lesquels l'Eglise a des peines suffisantes.

Les Ecclésiastiques ont encore d'autres Immunités personnelles ; telle est depuis quel-

que rems l'exemption du service militaire , celle de logement des gens de guerre , des Tutelles & Curatelles, des corvées & des travaux publics que l'on impose au menu Peuple ; telle est encore la prérogative de ne pouvoir être emprisonnés pour dettes civiles. A tous ces privilèges nos Rois ont joint le plus grand honneur qu'ils pussent accorder au Clergé, celui de former le premier Ordre de l'Etat, & d'être plus distingué que la Noblesse & la Magistrature , même dans les Etats Provinciaux , qui n'ont aucune relation avec la Religion , & qui n'intéressent que la société civile.

Il est certain que les Ecclésiastiques sont redevables de ces Immunités personnelles

A v

aux Souverains : *Il est important*, dit un sçavant & pieux Ecclésiastique, *de bien connoître la juridiction propre & essentielle à l'Eglise, & de la distinguer soigneusement des accessoires qu'elle a reçus de tems en tems, soit par les concessions des Princes, soit par des coutumes introduites insensiblement.* * Cet Auteur réduit l'autorité essentielle à l'Eglise au pouvoir d'instruire les Chrétiens sur la foi & sur les mœurs, d'administrer les Sacremens, de lier & de délier les consciences; c'est toute la puissance que Jesus-Christ avoit reçue de son Pere, & qu'il a transmise à son Eglise, tout ce qu'elle possède au-delà, elle en est redevable aux Souverains.

* Fleury. Septième disc. sur l'Hist. Eccles.

Aussi dans les premiers siècles , même sous le regne des Empereurs devenus Chrétiens, les Ecclésiastiques n'ont pas joui des privilèges personnels qu'ils ont de nos jours. La primitive Eglise ne respiroit que l'humilité & la soumission ; alors le Clergé étoit bien éloigné de prétendre à l'honneur temporel d'être le premier Corps de l'Etat ; nous n'avons pas même de trace dans l'Histoire , qu'il ait jamais demandé cette distinction : les Souverains la lui ont accordée de leur propre mouvement , pour rendre la Religion plus respectable aux yeux des peuples , pour donner à ses Ministres plus d'autorité & de considération.

Quant aux Immunités per-

A. vj.

sonnelles , l'Eglise n'a eu des Tribunaux que très-long-tems après son établissement. Sous le regne de Justinien , qui est du sixième siècle , le privilege Clérical étoit extrêmement borné ; les procès des Clercs étoient portés devant les Evêques en qualité d'arbitres ; mais on n'étoit pas obligé de se soumettre à leurs décisions ; on pouvoit encore se pourvoir pardevant les Juges ordinaires, sur-tout pour les affaires importantes & difficiles ; * l'on distinguoit alors les crimes civils , qui étoient des infractions aux loix des Souverains , & les crimes ecclésiastiques , qui étoient des désobéissances aux loix dogmatiques & morales de l'Eglise. Les Juges séculiers

* Novell. 83,

connoissoient seuls des crimes civils ; les Evêques punissoient les crimes ecclésiastiques.

L'exemption des Tutelles & Curatelles est encore du regne de Justinien. Sous la premiere & la seconde race de nos Rois, & au commencement de la troisieme, les Evêques & les Abbés n'étoient pas encore exempts de faire en personnes le service militaire : l'exemption de logement des gens de guerre & le privilege de ne pouvoir être emprisonnés pour dettes civiles sont très modernes ; on connoît l'époque & la naissance de tous ces privileges, & l'on nomme leurs auteurs ; l'Eglise n'aura jamais l'ingratitude de méconnoître ces bienfaits, & de ne pas avouer qu'elle les a reçus des

Souverains : mais que ces Immunités personnelles soient anciennes , ou récentes , on ne les conteste pas au Clergé ; il étoit décent , il étoit même juste de les lui accorder : le tems les a affermies , & la protection du Roi les rendra toujours inébranlables.

Il ne s'agit donc que de l'Immunité réelle prétendue par le Clergé , & de sçavoir , si les biens qu'il possède sont exempts de toute imposition. Dans tous les tems il a donné de grands secours à nos Rois , & des preuves réitérées de son zèle pour la Patrie ; il ne les refuse pas même pour l'avenir , mais il prétend qu'il n'a jamais donné de subsides que gratuitement , & parce qu'il a bien voulu en donner. Il

voudroit *s'assurer la liberté de ses dons, & l'administration intérieure de ses subsides* : C'est ainsi qu'il s'est expliqué dans ses Remontrances, & c'est ce que j'ai à examiner, premièrement suivant les maximes du Droit public ; en second lieu suivant les monumens que l'Histoire nous a conservés.



I. PARTIE.

Maximes du Droit public.

PREMIERE MAXIME.

LE Tribut est dû au Souverain à différens titres , & par des motifs indispensables. On lui paye le Tribut pour rendre hommage à l'autorité suprême dont il est revêtu , pour lui donner les moyens de porter les charges de l'Etat , pour mériter sa protection contre les violences & les injustices. Le Sujet paye le Tribut à son Maître , le Citoyen le paye pour l'Etat , & l'on ne peut le refuser, sans déposer la personne du Sujet ou

du Citoyen. Aussi la Loi Romaine * a décidé que tous ceux qui vivoient dans l'Empire Romain devoient payer le Tribut, qu'il appartenoit à l'Empereur & qu'il n'appartenoit qu'à lui, qu'il n'est jamais permis à ceux qui sont préposés pour le lever, ou de l'augmenter, ou d'en affranchir, ou d'en remettre une partie ; il n'est en effet aucun Sujet qui ne doive reconnoître la Majesté Souveraine : il n'est aucun Citoyen qui ne doive contribuer de ses biens au bon ordre intérieur de l'Etat, & à sa défense contre les ennemis du dehors. Il n'est aucun particulier qui ne

* " Omnes pensitare debebunt, quæ manus nostræ delegationibus adscribuntur, nihil amplius exigendi, vel remittendi potestatem esse, L. 4. Cod. de annonc. & tribut.

soit trop foible pour se garantir de toute usurpation. Nous ne jouissons de la vie civile qu'à l'ombre de la Puissance publique , elle seule peut nous assurer les biens , l'honneur , la vie même ; cette sûreté demande des précautions de sa part ; & de la nôtre , des secours , de la coopération , de la reconnoissance.

Tous ces devoirs sont expliqués dans l'Ouvrage que M. Bossuet a fait pour l'instruction de M. le Dauphin. « La
 » raison fait voir , dit-il , que
 » tout l'Etat doit contribuer
 » aux nécessités publiques ;
 » auxquelles le Prince doit
 » pourvoir ; sans cela il ne
 » peut ni soutenir , ni défendre les particuliers , ni l'Etat même , le Royaume sera

» en proye , les particuliers
 » périront dans la ruine de
 » l'Etat ; de sorte qu'à vrai
 » dire , le Tribut n'est autre
 » chose qu'une petite partie
 » de son bien qu'on paye au
 » Prince , pour lui donner
 » moyen de sauver le tout*.
 Il dit encore , « si Cesar est
 » votre Souverain reconnois-
 » sez sa souveraineté , en lui
 » payant le Tribut qu'il im-
 » pose : les Tributs qu'on paye
 » au Prince sont une recon-
 » noissance de l'autorité su-
 » prême , & on ne les peut
 » refuser sans rebellion. **

Ce n'est donc point par un
 serment de fidélité stérile que
 nous pouvons rendre un hom-

* Polit. tir. de l'Ecriture Sainte , page
 261.

** Page 261.

mage légitime à l'autorité dont Dieu même a revêtu les Souverains. Ce n'est point par des protestations vagues de respect & de soumission que nous les aiderons à porter le fardeau de l'Etat. Le serment de fidélité est un acte indispensable lorsque le Souverain l'exige ; mais seul , il est insuffisant pour faciliter au Souverain l'accomplissement de ses devoirs , & pour remplir de notre part les obligations que nous impose la qualité de Sujets : *vous payez le Tribut* , dit S. Augustin , *parce qu'il est la preuve de votre dépendance ; ideo enim Tributa præstatis , quia hæc est probatio subjectionis*. D'ailleurs dans le Clergé , il n'y a que les Evêques qui prêtent le serment de fidélité ; l'usage de la France

est de ne l'exiger que de ceux qui occupent des places distinguées , & qui ont quelque administration importante. Si le Clergé ne paye point de Tribut au Roi , tout le second Ordre ne donnera pas la preuve la plus légère de sa soumission à l'autorité Royale. Les Evêques mêmes & les Prêtres en se dispensant de payer les impositions, effaceront de leur propre autorité cette marque qui est destinée par l'usage de toutes les Nations à caractériser le Sujet ; dans l'ordre de la société civile , & pour l'administration temporelle du Royaume , ils ne feront d'aucune utilité à leur Maître , à l'Etat , à leurs Concitoyens.

Or l'Eglise est dans l'Etat , elle fait partie de l'Etat , elle



est intéressée à sa gloire , à sa prospérité , à l'administration de la justice , à la sûreté des frontieres. Elle n'a point contracté avec l'Etat une société léonine , pour me servir de l'expression d'un Magistrat qui étoit chargé de demander un subside au Clergé , une société dont elle recueillit tous les avantages , sans partager son fardeau. La Religion n'est pas venue dans l'Etat , pour renverser l'ancien ordre public , & pour usurper les droits du Souverain ; cependant si l'Eglise est exempte de toutes les impositions , l'ordre naturel , l'ordre général de toutes les Monarchies & de toutes les Républiques est détruit , il y aura dans l'Etat une multitude de personnes qui ne devront

au Roi qu'un respect extérieur, souvent fort équivoque ; il y aura des biens immenses soustraits aux besoins publics : si le Clergé a la liberté d'accorder , ou de refuser des subsides , s'il en a toute l'administration , s'il n'en est comptable à personne , il jouit d'une partie de l'autorité Royale , qui peut seule imposer le Tribut & contraindre à le payer : son temporel est dans une indépendance absolue, & le Clergé forme une République au milieu d'une Monarchie : ainsi la Religion aura été reçue dans l'Etat pour diminuer considérablement l'autorité Royale , pour intercepter une grande partie de ses finances , pour lui enlever des sujets , qui , non contents de décider de tout ce

qui appartient à la Religion , refusent d'obéir dans une occasion extrêmement importante pour l'Etat , & dans une affaire purement temporelle.

L'on ne peut reconnoître à ces traits la morale de Jesus-Christ , les préceptes que ses Apôtres nous ont donnés , & les exemples de la primitive Eglise. La Religion est venue dans l'Etat avec un esprit de désintéressement , de soumission à la Puissance souveraine , de zèle pour le bien public , même temporel : elle étoit pauvre , mais elle souffroit avec patience , avec joye les rigueurs de sa pauvreté , ne respirant que pour le salut des ames , pour la propagation de la foi , pour l'établissement d'une morale pure & sans tâche.

Tel

Teleft l'ouvrage de Dieu ; mais l'ouvrage de l'homme en a terni toute la beauté : l'Eglise devenue riche , après avoir payé pendant plusieurs siècles les impositions ordinaires , comme les Laïcs , a parlé avec empire sur son temporel : elle avoit été admise dans un Royaume florissant ; ses Ministres jouissoient déjà de la préférence sur la Noblesse , sur les Magistrats , sur les Peuples. Comblée de biens , de dignités , de fiefs , de revenus de toute espece , elle avoit l'avantage de les posséder sans craindre de les perdre. Nos Rois avoient rendu ses biens inaliénables , lors même qu'ils aliénoient une partie de leurs Domaines pour l'enrichir. Les Evêques étoient aussi grands dans l'Etat que dans la Religion ; quelques Ordres Religieux étoient

B

dans la plus grande abondance ; l'autorité spirituelle étoit respectée , les Laïcs n'en connoissoient pas les bornes , & les Ecclésiastiques ne lui en prescrivoient aucunes.

Ils ont commencé par l'étendre sur les matieres temporelles sous différens prétextes : tous les actes qui étoient confirmés par sermens étoient soumis à leur juridiction , pour veiller , disoit-on , à l'observation de ces sermens , & l'on ne manquoit pas de les insérer dans les contrats : tout ce qui pouvoit être susceptible de péché , étoit du ressort des Ecclésiastiques ; c'étoit le prétexte spécieux dont les Papes se servoient pour se mêler des guerres qui s'élevoient entre les Princes Chrétiens , & les Juges d'Eglise , pour connoître de tous les

actes de la société civile : le mariage est en même tems un Sacrement & un contrat : le Sacrement donnoit aux Officiaux un motif apparent pour connoître de toutes les conventions matrimoniales , & même de l'état des enfans. C'étoit un scandale de faire des testamens sans legs pieux & ces legs soumettoient aux Ecclésiastiques le testament tout entier , le scellé & l'inventaire. Les Empereurs Chrétiens avoient mis sous la protection des Evêques ceux que les Loix Romaines appellent MISERABLES PERSONNES, les veuves , les orphelins , les prisonniers , les pauvres ; toutes les affaires où ils étoient intéressés passaient du Tribunal Laïc à celui de l'Eglise ; & M. Fleury remarque à cette occasion , que même les Reines veuves & les

Bij

Rois mineurs n'osoient décliner cette Jurisdiction.

L'ignorance des Laïcs avoit déjà adopté tous ces abus , lorsque les Ecclésiastiques du douzième siècle formerent le projet de s'affranchir de tout Tribut ; ils décidèrent dans quelques Conciles qu'ils en étoient exempts ; si les Empereurs Romains & tous les autres Princes de la Chrétienté en avoient exigé jusques-là , à en croire le Clergé , c'étoit une injustice , si les Souverains avoient accordé des exemptions particulières à quelques Eglises , leurs concessions étoient insuffisantes , l'exemption devoit être générale & absolue ; si les Etats Chrétiens avoient besoin de secours , les Ecclésiastiques devoient être Juges de leur nécessité , ou de leur utilité , & par une conséquence né-

cessaire , ils pouvoient seuls fixer l'étendue & la durée de ces secours. Ils essayèrent de faire de cette Immunité une loi perpétuelle & irrévocable , ils voulurent même lui imprimer le caractère auguste de Droit divin , & obliger les Souverains & les Peuples à s'y soumettre , sous peine d'être retranchés de l'Eglise , & d'être privés des biens spirituels dont Jesus-Christ lui a confié le dépôt.

C'est ainsi que l'on a agi dans des tems de troubles & d'ignorance. Je prouverai dans la suite que la primitive Eglise , que les Conciles les plus anciens ont eu une conduite toute opposée , & qu'ils ont tenu un langage bien différent ; quant à présent je me borne à examiner quel a été le contrat tacite entre la Religion

B iij

& l'Etat , lorsque les Souverains & les Peuples ont renoncé au Paganisme ; quelles devoient être les conditions de leur alliance , pour être dignes d'une Religion divine , & pour devenir des Loix immuables de l'Etat.

Clovis étoit encore idolâtre lors de la bataille de Tolbiac ; la victoire célèbre dont il fut redevable au Dieu des Chrétiens le déterminâ à recevoir le Baptême : à son exemple plusieurs de ses Francs se convertirent , ils formèrent avec les Chrétiens déjà répandus dans toutes les Gaules, une Eglise que Clovis admit dans le nouvel Etat qu'il fondeoit , & dont il étendit bientôt les limites par sa bravoure. Il y trouva deux sortes d'impositions établies par les Empereurs Romains , & dont aucun sujet de l'Empire n'avoit

été exempt ; la taxe par arpens , *jageratio* , & la taxe par têtes , *capitatio* : quelle fut la conduite du Vainqueur des Gaules à l'égard des Ecclésiastiques & des Biens d'Eglise ? Les taxes personnelles & réelles étoient générales & sans aucune exception , il falloit un privilege particulier pour s'en exempter , & l'Histoire ne dit point que Clovis en ait exempté les Ecclésiastiques & tous les Biens d'Eglise. Nous voyons clairement que la taxe par arpens & la taxe par tête étoient établies dans les Gaules dès les tems de l'Empire Romain , & nous ne voyons pas que ces taxes aient été remises aux Ecclésiastiques pour leurs personnes & pour leurs biens ; c'est cependant ce qu'il faudroit prouver , pour établir que l'Immunité générale des Biens d'Eglise est

B iiij

entrée dans le contrat primitive
de l'Eglise & de l'Etat.

L'on ne doit pas même présumer que Clovis ait pû remettre ces impositions à tous les Romains qui composoient le Clergé dans les Gaules. Clovis formoit un nouvel établissement , il avoit à nourrir & à soudoyer cette multitude de Francs qui étoit à sa suite , & qui n'avoit d'autres biens que ses armes & son courage. Il avoit des guerres continuelles à soutenir , contre les Allemands qui vouloient partager ses conquêtes , contre les Romains qui tâchoient de défendre la domination de leur Empire , & contre les Gaulois qui combattoient pour leur liberté ; il lui restoit encore à faire de grands efforts pour affermir ses anciennes conquêtes , & pour y en ajouter de nouvel-

les. Les impositions étoient le seul moyen qu'il eût pour entretenir son armée, & dans la résolution qu'il avoit prise de ne pas dépeupler le pays, & de ne pas appauvrir les anciens habitans, son armée étoit son unique ressource. Croira-t-on que dans cette extrémité il ait pû retrancher une partie considérable des anciennes impositions du pays !

Si ce n'est là qu'une simple présomption, pour établir que l'Eglise n'a pas été reçue dans l'état fondé par Clovis, sous la condition d'une immunité générale, c'est une présomption très-forte, que l'on ne pourroit détruire que par un privilège spécial; mais on peut ajouter des preuves à cette présomption. Clovis permit aux Evêques des pays de sa domina-

B v

tion de s'assembler à Orléans
en cinq cent onze; les Peres
de ce Concile s'expliquent ainsi
dans le cinquième Canon. * »

» L'immunité nous ayant été
» accordée par le Roi notre
» Seigneur pour les Clercs ,
» pour les Offrandes, & pour
» les champs qu'il a daigné
» donner aux Eglises, ou qu'il
» donnera par l'inspiration de
» de Dieu aux Eglises qui n'en
» ont pas encore, nous jugeons
» qu'il est très-juste, que tous
» les fruits que nous en re-
» ceuillerons par la bonté di-
» vine, foyent employés aux ré-

* “ De oblationibus vel agris quos Domi-
» nus noster Rex Ecclesiis suo munere conferre
» dignatus est, vel adhuc non habentibus Deo
» inspirante contulerit; ipsorum agrorum im-
» munitate concessâ id esse justissimum defini-
» mus, ut in reparationibus Ecclesiarum, ali-
» moniis Sacerdotum & Pauperum, vel redem-
» tionibus Captivorum, quidquid Deus in fruc-
» tibus dare dignatus fuerit expendatur.

» parations des Eglises , à l'en-
 » tretien des Prêtres & des pau-
 » vres, & à la redemption des
 » captifs.

Clovis acorde l'immunité ; ce n'est pas le Concile d'Orléans qui l'ordonne , & qui décide qu'elle est dûe à l'Eglise. L'immunité est personnelle pour les Clercs , & réelle seulement pour les offrandes que Clovis a faites , pour les champs qu'il a donnés , pour ceux qu'il donnera par inspiration divine ; le Concile juge que les dons du Roi étant affranchis des impositions , tous les fruits qu'ils en recueilleront , doivent être employés à réparer les temples , à nourrir les Prêtres , & les pauvres , & à racheter les Captifs. L'Eglise reconnoissoit donc alors , qu'elle ne pouvoit avoir des Immunités personnel-

B vj

les & réelles , que par la concession des Souverains; *Immunitate concessâ*. Elle recevoit avec reconnoissance une exemption très-bornée , elle se soumettoit à ne pas l'étendre au-delà des biens qu'elle avoit reçus de la libéralité de Clovis. Ce décret du Concile d'Orléans prouve , que l'Eglise n'avoit été reçue dans l'Etat que sous la condition , qu'elle seroit soumise aux impositions que Clovis & ses successeurs prescriront ; ce decret condamne les prétentions modernes du Clergé , on ne peut le concilier avec une Immunité qui seroit acquise de droit à l'Eglise , & avec une Immunité générale , pour tous les biens qu'elle possède.

Le Tribut est dû au Souverain , en sa qualité de Souverain. Il est dû par le sujet , par la raison même

ine qu'il est fujet. Je ne dirai point d'après quelques Jurisconsultes , que les Princes idolâtres qui ont embrassé le Christianisme n'ont pu perdre aucun droit de leurs Couronnes ; la proposition est trop générale. Il faut distinguer les droits qui étoient compatibles avec la Religion Chrétienne , & ceux qui pouvoient blesser , ou la pureté de la foi , ou la sainteté de la morale Chrétienne. Les premiers Empereurs romains étoient grands Prêtres , & en cette qualité ils avoient une autorité absolue sur tout ce qui appartenoit à la religion. Ce droit , cette dignité étoient incompatibles avec le christianisme , un Empereur romain l'auroit perdu nécessairement en recevant le baptême. Si les deux puissances ont été quelquefois réunies dans l'ancien-

ne loi, elles sont séparées dans la loi nouvelle, & les Princes Chrétiens n'ont aucune autorité sur ce qui est purement spirituel, ils ne pourroient se l'attribuer sans injustice & sans usurpation. Pour le droit de lever des Tributs sur tous les sujets, & sur tous les biens qui sont dans l'Etat, c'est un droit qui est dans l'ordre de la providence. C'est un droit en faveur duquel Jesus-Christ même a prononcé, & auquel il s'est soumis; c'est un droit auquel nous devons acquiescer, non seulement, dit Saint Paul, pour éviter la colère du Souverain; mais encore par principe de conscience; *non solum propter iram, sed & propter conscientiam*. Saint Paul dit encore, que le Souverain est le Ministre de Dieu, & que c'est en cette qualité qu'on

lui paye le Tribut; *ideò enim & Tributa præstatis; ministri enim Dei sunt in hoc ipsum servientes.* *

Bien loin qu'un Prince idolâtre ait pu craindre de perdre, ou de voir diminuer le Tribut par sa soumission à l'Evangile, son droit acqueroit une nouvelle force par les maximes de notre Religion.

Si le Tribut est dû au Souverain, si c'est un hommage indispensable que tout Sujet doit à son autorité, c'est une conséquence nécessaire de ce principe, qu'un Souverain ne peut jamais aliéner le droit du Tribut, & qu'il ne peut pas en exempter une partie de ses Sujets à perpétuité; je le prouve par deux raisons qui paroissent sans réplique.

La première est que le Souverain n'est qu'usufruitier de sa

* Rom. 13. 5. 6.

Couronne; il ne peut en aliéner les droits; la substitution qui lui lie les mains sur cette aliénation est la plus forte & la plus étendue que l'on puisse imaginer; il ne peut disposer que des revenus qui échoient pendant son règne; tout ce qui est au-delà dépend de la volonté de ses Successeurs. En France le domaine de la Couronne est sacré & inaliénable; le Roi ne peut le donner ou le vendre que pour un tems limité, & s'il vouloit en faire une aliénation irrévocable, elle seroit essentiellement nulle. Le Tribut n'est pas moins important que le domaine; c'est un droit honorifique & utile; on peut même dire, que par son utilité, il l'emporte sur le domaine, & il n'est pas plus permis d'aliéner une partie du Tribut, qu'une partie du

domaine ; il n'est pas plus possible d'exempter à perpétuité du Tribut une Communauté, une Ville, un ordre entier de l'Etat, que de donner à perpétuité une terre du domaine ; on en a toujours été persuadé, & dans l'histoire du tribut ecclésiastique, nous verrons que des Eglises qui avoient obtenu des exemptions particulières, en ont demandé la confirmation aux Successeurs des Rois qui les avoient accordées.

La seconde raison qui prouve que les Rois ne peuvent pas exempter du Tribut une grande partie de leurs sujets, & pour toujours, est autorisée par l'équité même. Le Tribut est destiné aux besoins de l'Etat, ces besoins sont réels, ils sont très étendus, ils renaissent à chaque instant. Si en accordant une exemption à un or-

dre entier de l'Etat, on diminueoit à proportion les charges publiques, personne ne pourroit s'en plaindre; mais les charges restent dans leur entier, elles s'accroissent même avec les besoins & l'on propose de diminuer considérablement le nombre des contribuables ! Le poids du Tribut est commun aux trois ordres de l'Etat, on en soulageroit le plus riche, pour le rejeter tout entier sur la Noblesse & sur le Tiers-Etat ! On affranchiroit les Ecclésiastiques de ce qu'ils doivent, pour exiger de leurs concitoyens plus qu'ils ne doivent ! & cela par esprit de religion & par piété ! La Noblesse & le Tiers-état pourroient alors représenter très humblement au Roi ce que le Clergé représenta lui-même à François Premier. Ce Prince exigea des

Ecclésiastiques un Subside considérable, & après l'avoir demandé, il en exempta les Chevaliers de Saint Jean de Jerusalem. L'année suivante il demanda un nouveau Subside, le Clergé s'y soumit; mais il pria le Roi ou de n'en exempter aucun du Clergé, *ou de diminuer d'autant le subside qu'il demandoit.* François Premier ne désapprouva pas cette remontrance; il en reconnut toute la justice, & il supprima ces sortes d'exemptions.

Il est certain dans le fait qu'aucun Empereur Romain, aucun Roi de France n'a exempté des impositions tous les Clercs, tous les Biens Ecclésiastiques, & pour toujours. Il n'est pas moins certain dans le Droit que si quelqu'un de ces Souverains avoit entrepris de donner cette exem-

ption, elle auroit été nulle & injuste, parce qu'un Souverain ne peut renoncer pour ses successeurs à l'hommage du Tribut, parce qu'il ne peut renoncer pour l'Etat aux secours qu'il a droit d'attendre de ceux qui le composent. Je passe à une seconde Maxime qui n'est pas moins incontestable dans le Droit public.

Seconde Maxime.

Le Tribut est un droit purement temporel, il appartient aux Souverains seuls, & l'Eglise n'a aucune autorité pour en décider. En effet c'est un droit pécuniaire que l'on perçoit sur les fruits de la terre, sur les revenus des immeubles, sur le produit du commerce, des arts, & de l'industrie; c'est un droit uniquement affecté

à tout ce qui peut rendre la société civile plus sûre , plus florissante & plus heureuse ; c'est le patrimoine de l'Etat , le nerf de la guerre , & le soutien de tous les établissemens publics : sa nature & sa destination en font un objet purement temporel , sur lequel l'autorité spirituelle ne doit jamais s'étendre.

La distinction des deux Puissances est l'ouvrage de Dieu même : tout le spirituel appartient à l'Eglise , tout le temporel est soumis aux seuls Souverains. L'Eglise a toute l'autorité nécessaire pour conduire les hommes dans la voie du salut , pour décider de la foi , pour régler nos mœurs sur les préceptes de l'Evangile , pour administrer les Sacremens , pour lier & délier les consciences. Dieu a confié aux Souverains la Puissance

temporelle , pour établir l'ordre public dans la société civile , & pour le conserver ; pour l'établir par des loix justes & utiles , pour le conserver par des récompenses honorables , ou par des peines salutaires , pour rendre la justice dans l'intérieur de l'Etat , & pour le défendre à l'extérieur contre ceux qui voudroient l'opprimer. Si les Ecclésiastiques sont les Ministres du Dieu vivant dans l'exercice de son culte & dans l'administration de son regne spirituel sur la terre , « les Rois sont » aussi ses Ministres armés d'une » autorité redoutable pour ven- » ger le mépris & la transgres- » sion des Loix. *

Les deux Puissances sont dé-

* « Non sine causâ gladium portat ; Dei enim » Minister est , vindex in iram ei qui malum » agit. Rom 13. 4.

posées en des mains différentes, & les bornes qui les séparent sont visibles, elles sont évidentes pour ceux qui cherchent de bonne foi la vérité & la justice. Ces Puissances doivent se respecter mutuellement ; le bonheur de l'Eglise & de l'Etat dépend de leur union & de leur fidélité à ne pas usurper les droits qui leur sont étrangers. Dans un sens, les deux Puissances sont indépendantes l'une de l'autre ; le pouvoir des clefs n'est donné qu'à l'Eglise ; l'autorité temporelle, le pouvoir du glaive n'est donné qu'aux Souverains. Dans un autre sens, les deux Puissances sont dans une soumission réciproque : les Souverains obéissent à l'Eglise pour la foi & pour les mœurs Chrétiennes : l'Eglise obéit aux Souverains pour tout ce qui est tem-

porel , pour tout ce qui intéresse l'Etat qui l'a adoptée. Lorsqu'on a suivi ces maximes , tout a été dans l'ordre , chaque Puissance a possédé ses droits avec tranquillité ; mais cet ordre admirable a été souvent interverti.

Pour ne pas sortir de la question présente , je rappellerai deux temps qui sont bien marqués dans l'histoire , où les Ecclésiastiques se sont trouvés en contradiction avec eux mêmes au sujet du Tribut. Depuis la conversion de Constantin & celle de Clovis jusqu'au douzieme siecle , les Conciles , les Papes , les Evêques ne se sont jamais arrogé l'exemption des impositions; ils ont reçu avec reconnaissance les exemptions particulières que les Souverains ont bien voulu accorder à quelques Eglises , ils ne se sont jamais plaints de

de ce qu'on ne leur donnoit pas une exemption générale & absolue , ils ont payé , je ne dirai pas toutes les impositions dont le peuple étoit chargé , car ils étoient exempts de ce que l'on appelloit alors les charges fordidés , mais ils ont été soumis aux mêmes charges que la Noblesse , aux impositions ordinaires que l'on nommoit *Collatio ordinaria* , au service militaire pour les fiefs , au droit de gîte pour les Souverains , pour les Ambassadeurs , pour ceux que les Princes chargeoient de quelques commissions dans les Provinces , aux rolles que l'on faisoit pour l'entretien des ponts & des chemins.

Tel étoit l'état du Clergé , surtout en France ; lorsqu'un Concile provincial assëmlé à Melphes sous le pontificat d'Urbain

C

II. entreprit de juger des droits temporels, & de décider expressement que les Laïcs ne pouvoient avoir aucun droit sur les Clercs, que l'on ne devoit rien exiger des Clercs, non seulement pour leurs bénéfices, mais encore pour leur patrimoine, pour leurs biens paternels & maternels; & cela, dit le Concile, afin que la sainte Eglise ne souffre aucun préjudice.

» *Ne gravamen aliquod sanctæ*
 » *patiarur Ecclesia, nullum jus*
 » *Laïcis in Clericos esse volumus....*
 » *neque liceat Laïcis exactionem*
 » *aliquam pro Ecclesiæ beneficiis,*
 » *aut paternis, maternisve facul-*
 » *tatibus quærere.*

Il est évident que ce décret ne pouvoit concerner l'Eglise universelle, puisqu'il étoit émané d'un Concile Provincial d'Italie. Je ne le cite que pour fixer l'époque de la première entreprise des Ec-

clésiastiques en matière de Tribut. Ce décret est étonnant. L'Eglise n'a aucune autorité sur le temporel, elle a respecté pendant plus de onze siècles les droits des Souverains, les droits mêmes des Seigneurs particuliers, & un Concile Provincial les attaque tous, il entreprend de les détruire en un instant! si ce décret n'avoit pas été essentiellement nul, par défaut de pouvoir, s'il n'avoit pas été également injuste, il abbatroit d'un seul coup le Tribut dû aux Souverains, & les droits des Seigneurs de fiefs; tous les biens Ecclésiastiques, tous les biens mêmes patrimoniaux des Clercs devenoient libres des impositions les plus nécessaires, des droits les plus anciens & les plus justes, ils le devenoient sans aucune concession des Princes, sans le con-

sentement des Seigneurs de fiefs ; sans acquiescement de la part des particuliers qui avoient des droits certains sur les biens des Clercs ; ils le devenoient en vertu de la seule autorité spirituelle.

J'expliquerai dans la partie historique de cet Ouvrage quelles ont été les suites de ce décret , quand à présent il me suffit de l'examiner relativement aux droits dont il dispense les Ecclésiastiques. Le Tribut est un droit purement temporel ; quelques Evêques assemblés dans un Concile Provincial , l'Eglise même assemblée dans un Concile œcuménique ne peuvent en décider. Elle n'a jamais eu le pouvoir de prononcer sur les droits temporels des Souverains , & sur le gouvernement politique des Etats Chrétiens . Elle n'a jamais pu se donner à elle même la dispense d'un

droit temporel universellement établi ; & s'il étoit possible qu'elle eût cette autorité temporelle , elle auroit dû par des motifs d'équité & de charité porter sa part du fardeau public , & ne pas la rejeter sur la Noblesse & sur le peuple.

Dans le projet du Concile de Melphes , il n'y auroit plus de balance entre les deux puissances. Tout le Spirituel seroit du côté de l'Eglise , avec un temporel immense , pour lequel elle auroit l'indépendance même des Rois ; les Souverains soumis comme tous les autres Chrétiens , à l'autorité spirituelle n'auroient d'Empire que sur une partie de leur temporel , & cet empire diminueroit encore tous les jours , à mesure que l'Eglise acquerreroit & qu'elle s'enrichiroit.

Le Tribut est la partie la plus essentielle de l'hommage que les sujets doivent à leur Souverain ; il n'est pas plus permis à l'Eglise d'en affranchir les Ecclésiastiques, que de les délier du serment de fidélité. Or nous reconnoissons tous en France que les Papes & les Conciles généraux mêmes ne peuvent rompre les liens qui tiennent un Sujet soumis à son Prince ; par quelle loi, par quelle règle d'équité pourront-ils le dispenser du Tribut inséparable de l'hommage & de la fidélité ! Il n'est point d'Ecclésiastique en France qui n'avoue que le Concile de Lyon, qui a déposé l'Empereur Frederic, entre autres raisons, pour avoir exigé le Tribut des Eglises qui étoient sous sa domination, a excédé son pouvoir en déposant un Empereur ; il faut ajouter, qu'il a excédé son pou-

voir autant dans le motif de la déposition de l'Empereur , que dans la déposition même , qu'il ne pouvoit connoître du Tribut, lui prescrire des bornes , & en enlever une grande partie aux Souverains.

Il est vrai que les Biens d'Eglise sont consacrés à Dieu ; ils ont été donnés à l'Eglise dans des vues de Religion , pour l'entretien de ceux qui servent à l'Autel , pour la décoration des Temples , pour la décence du service divin , & pour le soulagement des Pauvres ; destination sainte que les Rois mêmes doivent respecter ; destination qui seroit très-utile à l'Eglise ; qui seroit avantageuse à l'Etat , si elle étoit remplie avec exactitude ; mais elle n'efface pas une destination plus ancienne , qui est en faveur du

Souverain & de l'Etat , elle ne détruit pas une charge réelle & inhérente aux fonds qui ont passé entre les mains de l'Eglise ; *onus tributici est reale* , dit Bartole ; * elle ne peut anéantir cette hypothèque tacite que les Jurisconsultes attribuent au Souverain sur tous les fonds de son Etat , pour la sûreté du paiement des impositions. Le Clergé reconnoît qu'un fond chargé de cens , d'une servitude urbaine ou rustique , ou de quelque autre droit que ce puisse être avant que d'appartenir à l'Eglise , demeure soumis aux mêmes droits , pour ne pas porter préjudice à un tiers ; mais est-il plus permis de porter préjudice au Souverain & à l'Etat qu'à un particulier ? la charge du Tribut est-elle moins réelle que celle d'un

* In L. 1. cod. de annonc. & Tribut.

cens ? pourquoi reconnoître la loi générale & l'équité qui soumettent les Biens d'Eglise à leurs charges primitives en faveur des particuliers, & établir une exception odieuse au préjudice des droits de la société civile ? le P. Thomassin s'est fait cette objection : on jugera par sa réponse de la prétention du Clergé ; c'est, dit-il, que l'on n'a pas donné à l'Eglise les droits des particuliers, & que l'on a été libéral du bien de l'Etat. C'est cependant le bien de l'Etat qui demande d'être administré avec plus d'économie, c'est un bien inaliénable, c'est un bien que l'Etat même n'a jamais donné, témoins les réclamations anciennes & constantes des Souverains, des Etats Généraux & des Parlemens contre la prétendue Immunité réelle de l'Eglise.

C v

Le Tribut est de Droit public :

j'ai prouvé que les Rois mêmes ne pouvoient l'aliéner & en affranchir à perpétuité quelques-uns de leurs sujets ; à plus forte raison les Donateurs de l'Eglise n'ont pû soustraire aux impositions les biens qu'ils donnoient. La loi dit , que les particuliers ne peuvent par leurs conventions déroger au Droit public. *Juri publico non potest derogari privatorum conventionibus.* Les conventions faites entre l'Eglise & ses donateurs ne seroient d'aucun poids pour le Tribut ; les clauses les plus expresses & les plus fortes seroient inutiles. Les Donateurs n'ont pû se dispenser eux-mêmes des impositions , ils n'ont pas eu plus d'autorité pour en dispenser l'Eglise : ils ont consacré leurs biens à Dieu , ils ont pourvu à

la majesté du service divin , ils ont préparé des secours aux pauvres , en donnant tout ce qu'ils possédoient eux mêmes , la propriété de leurs biens , & les revenus chargés des impositions , de leurs hypothèques envers leurs créanciers , du service féodal envers les Seigneurs suzerains , des droits réels envers les particuliers. Ils ne pouvoient donner plus qu'ils ne possédoient ; en se dépouillant de tout ce qu'ils avoient , ils ont eu devant Dieu , & ils doivent avoir aux yeux de l'Eglise tout le mérite de leur libéralité.

La Puissance temporelle est dans l'ordre de la Providence , autant que la Puissance spirituelle. Les nécessités de l'Etat doivent nous toucher encore plus que celles des pauvres ; ses besoins pressans ont eu même en plusieurs

Cvj

occasions la préférence sur la décoration des Temples , & sur les dépenses nécessaires au culte extérieur ; cependant l'on tâche de les rendre odieux , on dit que c'est un usage prophane , & par le parallèle que l'on en fait avec le service divin , & avec les œuvres de miséricorde , une piété peu éclairée les proscriit & les condamne ; les actes de justice doivent précéder les œuvres de charité ; il n'y a rien de plus juste que d'aider l'Etat , je ne dis pas seulement lorsque l'ennemi est dans son sein , & qu'il est prêt à succomber , mais il est juste de l'aider dans ses besoins journaliers , dans son administration ordinaire. Notre Religion sainte auroit-elle donc le funeste pouvoir d'éteindre dans nos cœurs cet amour du bien public , ce zèle

pour la Patrie , qui a rendu la République Romaine si florissante ! Après la conservation de la foi & des mœurs , nous n'avons rien de plus cher que le salut de l'Etat , sa gloire , sa félicité , qui ne peut subsister sans le Tribut , & qui exige que chaque Citoyen le porte suivant ses forces.

Les Biens Ecclésiastiques sont consacrés à Dieu ; la donation qui en a été faite à l'Eglise est irrévocable ; tout son temporel est inaliénable , & l'on ne peut , sans renoncer à la raison , à l'équité , à la Religion , dire que le Souverain peut se les approprier & en disposer à son gré ; mais les Biens d'Eglise subissent le même sort que les personnes qui se consacrent à Dieu dans le Clergé Séculier ou Régulier. Ils n'en sont pas moins sujets du Souverain :

ils ne font pas moins obligés de rendre à l'Etat tous les services qui font compatibles avec leurs nouveaux engagements. Le Régulier dont la consécration au service de Dieu est plus particuliere & plus forte , le Régulier porte même après sa mort civile le caractère de sujet que sa naissance lui a imprimé , il reste dans tous les liens de son serment de fidélité , il doit toujours l'obéissance à son maître , & la soumission aux Loix qu'il lui impose. Les biens d'Eglise sont-ils donc plus privilégiés que les personnes Ecclésiastiques ? sont-ils affranchis de l'autorité temporelle , lors même que les Clercs & les Réguliers lui demeurent soumis ?

La temporalité , si j'ose m'exprimer ainsi , des Biens Ecclésiastiques & du Tribut , a toujours

embarrassé le Clergé , & ses variations prouvent son embarras. Lorsque les Papes lui ont demandé des décimes pour eux-mêmes , le Clergé de France a répondu , avec raison , que le Pape n'a point d'autorité sur le temporel de l'Eglise Gallicane. Lorsque nos Rois lui ont demandé des décimes pour l'Etat , ces biens , qui n'étoient que temporels relativement à la Cour de Rome , sont devenus tout-à-coup des Biens spirituels , des Biens qui avoient changé de nature par leur destination , des Biens placés au rang des choses saintes , par leur consécration à Dieu. C'est Dieu , dit-on , qui en est le vrai propriétaire , les Ecclésiastiques n'en ont que l'usufruit , ou même un simple usage ; ils ne peuvent sans blesser leurs consciences , en céder une partie

au Roi pour l'Etat, & d'autres pieuses exagérations, où l'on a déployé toutes les forces de l'éloquence.

Cette prétendue métamorphose est une subtilité de l'école, qui ne suffit pas pour enlever au Souverain & à l'Etat le gage de ce qui lui est dû. Les Biens d'Eglise sont aussi temporels par rapport au Roi, que par rapport à la Cour de Rome, & la même qualité qui les affranchit de l'autorité spirituelle du Vicaire de Jesus-Christ, les soumet à l'autorité temporelle du Souverain, qui a reçu sa Puissance de Dieu même. Pour renverser le partage que la Providence a fait entre les deux Puissances, il faudroit une Loi divine & une Loi expresse. Si Jesus-Christ avoit ordonné que les Biens de son Eglise, quoique tem-

temporels , fussent indépendans des Souverains , il faudroit respecter cette Loi & s'y soumettre. Le Roi des Rois peut confier l'autorité spirituelle & temporelle à qui il lui plaît ; mais cette loi divine n'existe pas ; nous n'avons que celle qui soumet tout ce qui est spirituel à l'Eglise , & tout ce qui est temporel aux Souverains.

Le Mariage a été , & il est encore pour les Payens , un contrat purement civil , soumis uniquement à la Puissance temporelle. Jesus-Christ l'a élevé à la dignité de Sacrement pour les Chrétiens : en lui communiquant cette dignité par une volonté expresse & bien marquée dans l'Evangile , il l'a soumis en qualité de Sacrement à la Puissance spirituelle ; cependant l'autorité Royale n'a pas perdu ses droits sur le contrat

civil , sur toutes les conventions matrimoniales , sur l'état des enfans qui lui doivent le jour , en sorte que chaque Puissance exerce les droits qui lui sont personnels sur le Sacrement , ou sur le contrat de mariage. Pour les Biens temporels de l'Eglise , Jesus-Christ n'auroit pû en parler que pour annoncer un avenir même assez éloigné ; il n'a légué à son Eglise que sa pauvreté , il ne lui a recommandé que le désintéressement , il a laissé les Biens temporels dans l'ordre commun ; & quand même ces Biens auroient pu être SPIRITUALISE'S , selon l'expression de quelques Canonistes , ils seroient , comme le contrat de mariage , soumis également aux deux Puissances , à la Puissance temporelle , pour contribuer aux besoins de l'Etat , à

la Puissance spirituelle , pour remplir les obligations que les saints Décrets imposent aux Bénéficiers. Dans le vrai , les Biens d'Eglise ont conservé leur qualité de Biens temporels soumis à l'autorité Royale , & pour les besoins de l'Etat , & pour l'accomplissement des conditions que les Donateurs leur ont imposées. Ces conditions sont des charges auxquelles il est juste d'avoir égard dans les impositions : c'est ce que le Clergé doit attendre de la Religion & de l'équité du Roi.

On est réduit à dire qu'il y a eu une convention tacite entre le Souverain qui a permis de donner , le Donateur , & l'Eglise donataire pour l'Immunité des Biens qui lui ont été transmis. Cette prétendue convention tacite est une chimere ; on ne peut faire

par une convention tacite ce qu'il est défendu de faire par une convention expresse ; & j'ai prouvé que ni les Souverains , ni ceux qui ont donné à l'Eglise , ni l'Eglise elle-même , ne peuvent exempter les Biens Ecclésiastiques de toutes les impositions , & pour toujours ; j'établis encore cette proposition sur une troisième Maxime du Droit public.

TROISIÈME MAXIME.

On ne présume jamais un privilège , il faut le prouver. Si ce privilège est extraordinaire , s'il tend à la diminution des droits du Souverain , s'il est onéreux à l'Etat , on doit l'appuyer sur des preuves plus claires que le jour , & sur des motifs qui puissent compenser le dommage que le Souve-

rain & l'Etat en reçoivent.

Le Clergé ne peut contester ; que le privilège auquel il aspire , porte tous les caractères que je viens de marquer. Il est le seul Ordre de l'Etat qui prétende une exemption du Tribut. Cette exemption affoiblirait considérablement l'autorité & les revenus du Souverain. Les Laïcs auroient appauvri leurs familles de tous les bienfaits qu'ils ont répandus sur le Clergé , & après avoir enlevé à leur postérité la propriété & les revenus de biens immenses , ils ne lui auroient laissé que le Tribut dont ces biens étoient chargés avant leur aliénation. Il n'est pas possible d'imaginer un privilège plus singulier , plus contraire à l'esprit de modestie , de désintéressement , de charité , qui a toujours été le caractère de l'E-

glise, & qui ne doit jamais cesser d'être celui de ses Ministres.

Le Clergé prétend appuyer ce privilège sur le Droit naturel, sur le Droit divin, sur les Loix positives, sur une ancienne possession; ce sont des Titres qu'il faut examiner.

On peut faire dire au Droit naturel ce que l'on veut, il n'est écrit nulle part, & il n'est gravé que dans nos cœurs; mais lorsqu'on le consulte sans prévention, on le reconnoit à ces Loix immuables que la justice, la vérité, l'humanité nous inspirent, & que l'avantage de la Société justifie. Toutes les Nations ont reconnu l'existence d'un Dieu; toutes lui ont rendu un culte & un hommage extérieur; mais dans la Loi naturelle, il n'y avoit point de Ministres particuliers de ce

culte , les peres de famille offroient les Sacrifices pour eux & pour leurs enfans ; & il seroit absurde de penser que les peres de famille eussent été exempts de contribuer aux besoins de la Société civile : la Loi naturelle ne peut donc nous donner aucun exemple de l'Immunité dont il s'agit.

L'équité naturelle suggère encore moins de raisons pour l'approuver. Elle ne permet pas qu'il y ait dans une Société des associés qui jouissent de tous ses avantages , sans en supporter les charges , qui partagent les profits , sans partager les dépenses nécessaires , qui reçoivent & qui ne contribuent point , ou qui ne contribuent qu'à leur volonté , qui soient défendus par les troupes , sans se présenter au com-

bat, & fans donner la folde militaire, qui founis au Chef de la Société par leur naiffance, ou par des engagements volontaires, prétendent ne lui devoir qu'une proteftation verbale de founiffion & de refpect. Le Droit naturel ne respire que l'égalité entre tous les Citoyens, il ne demande que leur unanimité à porter les charges publiques, chacun fuivant fes forces : & c'est ce Droit naturel que l'on cite pour établir une diftinction odieufe, une difproportion totale dans les biens, & dans les charges qu'on leur impofe.

L'on s'eft flatté de donner quelque vraifemblance à ce prétendu Droit naturel, par l'exemple de plufieurs Nations, des anciens Prêtres d'Egypte, des Lérites, & des Druïdes ; cependant

il

il s'en faut beaucoup que ces exemples autorisent une exemption absolue des impositions en faveur des Prêtres de la Loi nouvelle.

Les Canonistes, qui ont cité l'exemple des Prêtres d'Egypte, se sont trompés & dans le fait, & dans la conséquence qu'ils en ont tirée. Je vais suivre dans le récit du fait le texte de la Genèse *. L'Egypte étant affligée d'une famine cruelle, & Joseph Ministre de Pharaon, ayant fait de grandes provisions de grains pendant les années d'abondance, le peuple eut recours à lui ; il lui vendit du bled, & par cette vente il fit passer dans les coffres du Roi tout l'argent qui étoit en Egypte. Lorsque le peuple eut consommé son bled, & épuisé

* Cap. 47.

son argent , il revint à Jofeph , & il lui dit : Donnez-nous du pain , faut-il que nous mourrions en votre préſence , parce que nous n'avons plus d'argent ? Jofeph répondit : amenez-moi vos troupeaux , & je vous donnerai du pain. Les Egyptiens lui livrerent tout leur bétail , & il leur donna affez de bled pour cette premiere année de diſette. La ſeconde année ils s'adreſſerent encore au Miniſtre de Pharaon , & ils lui dirent : Nous n'avons plus ni argent , ni troupeaux , vous ſçavez que nous ne poſſédons plus que nos corps & nos champs , nous laifferez-vous mourir de faim ? nous & nos terres ſerons à vous , rendez-nous eſclaves du Roi , & donnez-nous de quoi ſemer , ou l'Egypte ſera bientôt réduite en folitude. Alors

Joseph acquit toutes les terres d'Egypte , pour prix du bled qu'il donna , & il les fournit à Pharaon , EXCEPTÉ LES TERRES DES PRESTRES , QUE LE ROI LEUR AVOIT DONNÉES. Joseph nourrit même ces Prêtres , des greniers publics ; ainsi ils ne furent pas obligés de céder leurs terres au Roi , comme les autres Egyptiens. Alors Joseph dit au peuple , vous & vos champs appartiennent à Pharaon ; voilà des grains , allez & semez vos terres , afin que vous puissiez en recueillir les fruits , mais vous en payerez au Roi la cinquième partie , les quatre autres parts seront destinées à semer , & à vous nourrir. Le peuple répondit , notre salut est entre vos mains ; qu'il plaise au Roi notre Maître de jeter sur nous des regards favo-

D ij

rables , & nous le servirons avec
joie. » Dès lors dans toute l'E-
» gypte on a payé au Roi la cin-
» quième partie des fruits de la
» terre ; cette obligation est de-
» venue une Loi , excepté la ter-
» re sacerdotale qui a été exem-
» pte de cette condition. *

Le récit du fait prouve que
dans cet endroit de la Genèse ,
il ne s'agit pas de sçavoir , si les
terres des Prêtres d'Egypte é-
toient exemptes des impositions
ordinaires ; l'Ecriture sainte n'en
parle pas ; elle parle d'une disette
générale , pendant laquelle le
Roi seul avoit des grains. Il don-
na alors des secours gratuits aux
Prêtres de ses Idoles ; ces Prêtres,

* Ex eo tempore usque in præsentem diem ;
in universâ terrâ. Egypti Regibus quinta pars
solvitur , & factum est quasi in legem , absque
terrâ sacerdotali quæ libera ab hac conditione
fuit.

nourris des greniers publics , ne furent pas réduits à l'extrémité d'abandonner leurs terres au Roi , pour avoir du pain : & parce qu'ils n'avoient pas abandonné leurs terres au Roi d'Egypte , ils ne furent pas chargé de l'imposition extraordinaire du cinquième de leurs revenus , comme tout le peuple , qui n'avoit eu d'autre moyen pour ne pas périr par la disette , que de céder ses terres , & de les reprendre sous une condition si onéreuse.

Il est étonnant que le Concile de Latran , & après ce Concile , le Clergé de France , propose Pharaon comme un modèle digne d'être imité par les Princes Chrétiens pour les privilèges que l'on peut accorder à l'Eglise à l'égard de son temporel : quel a donc été le bienfait que ce Prin-

ce Idolâtre a accordé aux Prêtres d'Egypte ? il ne les a pas réduits en servitude , quoiqu'il en eût un prétexte plausible. Il leur a donné des alimens dans une stérilité totale. Il n'a pas repris les biens qu'il leur avoit donnés. Il ne les a pas soumis à payer à perpétuité le cinquième de leurs revenus. Ce bienfait est-il si flatteur & si grand , qu'il puisse exciter l'envie du Clergé ! lui qui jouit de la préseance sur tous les Ordres de l'Etat , qui est comblé des Bienfaits de nos Rois , qui bien loin d'être dans une indigence à avoir besoin de secours , telle qu'étoit l'indigence des Prêtres d'Egypte , a été obligé en mille occasions de reconnoître qu'il doit aider l'Etat de ses richesses ; lui à qui l'on ne demande que des secours proportionnés à ses fa-

cultés, & de qui l'on n'exige la déclaration de ses biens que pour rendre ses subsides plus équitables.

C'est un principe immuable en cette matiere , que l'Etat doit être chargé des frais du Service Divin , & qu'il doit donner une subsistance convenable aux Ministres des Autels , à ceux qui remplissent leurs devoirs , & qui sont utiles à la Religion : car il est évident que l'Etat ne doit rien aux Ecclésiastiques oisifs ; mais si le Clergé a beaucoup au-delà de ce qui est nécessaire à son entretien & au culte Divin , il doit à son tour aider l'Etat de son opulence ; & s'il le doit , il peut y être contraint par celui qui est son Supérieur & son Souverain en matiere temporelle. Cette maxime peut nous conduire plus sû-

D iv

rement que l'exemple prétendu des Prêtres d'Egypte & des Druides. Nous ignorons quels étoient les biens de ces Prêtres Idolâtres. Pour appliquer cet exemple au Clergé, il faudroit pouvoir dire, les Prêtres d'Egypte & les Druides possédoient le quart ou le tiers des biens de l'Egypte ou des Gaules ; cependant ils étoient exempts même des impositions ordinaires ; & encore l'on pourroit répondre avec justice, qu'une exemption extorquée par l'avidité des Prêtres des Idoles, qu'un privilège introduit par la superstition ne doit pas être le modèle & la règle de l'Eglise de Jésus-Christ. L'esprit de justice & de charité anime le Clergé ; mais l'Etat doit être le premier objet de notre justice. La Patrie, dit l'Orateur Romain, renferme

tous les motifs qui peuvent exciter & allumer notre charité ,
omnes omnium charitates patria una complexa est.

L'objet du Tribut est extrêmement intéressant pour l'Etat. Il est réglé parmi nous par des loix immuables , & par des loix arbitraires. Ce qu'il y a d'immuable , C'est que tout Sujet doit rendre hommage à son Souverain en payant les impositions ; c'est que tous les fonds qui sont dans l'Etat doivent porter proportionnellement les charges publiques ; ce qu'il y a d'arbitraire consiste dans la fixation du Tribut , & dans la maniere de le lever ; je prouverai qu'à cet égard le Clergé a des prérogatives honorables & utiles.

Pour les Lévites , il est surprenant que les défenseurs du Clergé aient cru pouvoir appliquer

D v

leur exemple au Sacerdocé de la
 loi nouvelle; je n'en parlerai que
 d'après le livre des Nombres. » Le
 » Seigneur dit à Aaron, je vous
 » ai donné & à vos enfans à per-
 » pétuité les prémices du Sanc-
 » tuaire que les enfans d'Israël
 » m'offrent..... vous & les Lévites
 » n'aurez aucune part dans les
 » terres que les enfans d'Israël
 » posséderont. Je serai votre part
 » & votre héritage au milieu
 » d'eux. J'ai donné aux enfans
 » de Lévi toutes les Dixmes des
 » possessions d'Israël, pour le
 » ministère qu'ils exercent &
 » pour le service qu'ils me ren-
 » dent dans le Tabernacle.....
 » Le Seigneur dit à Moïse, or-
 » donnez aux enfans d'Israël de
 » donner aux Lévites de ce qui
 » leur appartient, des Villes avec
 » leurs Banlieues, afin qu'ils de-

„ meurent dans ces Villes , & que
 „ les Banlieuës servent à nourrir
 „ leurs troupeaux. „ *

Le nombre des Villes où les Lévites devoient habiter fut fixé à quarante huit , & l'étendue de chaque Banlieüe fut borné à un mille. Les Lévites devoient offrir au Seigneur les prémices de ce qu'on leur payoit ; ces prémices devoient former la 10^e partie de la dixme générale , & cette 10^e par-

* “ Omnes primitias Sanctuarii quas offerunt
 „ filii Israël Domino , tibi dedi , & filiis ac fi-
 „ liabus tuis jure perpetuo..... in terrâ eorum ni-
 „ hil possidebitis , nec habebitis partem inter
 „ eos , ego pars & hæreditas tua in medio filio-
 „ rum Israël. Filiis autem Levi dedi omnes deci-
 „ mas Israël in possessionem pro Ministerio
 „ quo serviunt mihi in tabernaculo fœderis
 „ locutus est Dominus ad Moysem . . . præcipe
 „ filiis Israël ut dent Levitis de possessionibus
 „ suis urbes ad habitandum , & suburbana ear-
 „ um per circuitum , ut ipsi in oppidis ma-
 „ neant , & suburbana sint pecoribus ac jumen-
 „ tis , quæ à muris civitatum forinsecus per
 „ circuitum mille passuum spatio tendentur.
 „ Num. cap. 18. vers. 19. & seq. cap. 35. vers.
 „ 2. & seq.

D vj

tie appartenoit au grand Prêtre, à l'exclusion de tous les autres Lévites. Tel fut le partage des Prêtres de l'ancienne loi. Ils n'avoient aucune propriété, mais ils avoient la Dixme de tous les fruits, les prémices offertes dans le Sanctuaire, leur habitation dans quarante huit Villes, & des pâturages pour leurs troupeaux.

Il n'est pas étonnant, qu'avec un partage aussi médiocre, ils aient été exemts des charges publiques. Mais quelle comparaison des Lévites au Clergé ! les Lévites n'avoient pour tout partage qu'une Dixme, encore étoit-elle diminuée par la Dixme qu'ils payoient eux-mêmes au grand Prêtres : le Clergé s'est affranchi avec raison des décimes qu'il payoit autrefois aux Papes. Les Lévites n'avoient qu'un usufruit

pour leur entretien , pour celui de leurs femmes, & de leurs enfans ; le Clergé n'a pas la même charge. Les Lévites avoient la Dixme & l'exemption à titre onéreux , sans aucune propriété , sans espérance même d'en acquérir ; le Clergé possède des terres , des Fiefs , des immeubles , des droits utiles. La Tribu de Levi formoit la treizième partie du peuple de Dieu ; le Clergé de France ne fait pas la cinquantième partie des habitans du Royaume. Enfin pour appliquer au Clergé la loi des Lévites ,
 » il faudroit prouver , dit Mon-
 » sieur Fleury , que Jesus-Christ
 » a établi son Eglise sur le même
 » plan que le gouvernement tem-
 » porel des Israélites ; or on ne le
 » prouvera jamais. *

L'équité ne permet pas que le

* Disc. septième sur l'Hist. Eccl.

Clergé se compare aux Lévites pour son temporel , & qu'il aspire à la même exemption des charges publiques. Le Souverain Législateur, le Maître du monde , a dit aux Lévites. » Vous n'aurez » aucune part dans les Terres » que les Enfans d'Israël posséderont ; je serai votre part & » votre héritage au milieu d'eux. » Mais en même tems pour donner aux Lévites une subsistance convenable, il leur a donné » les » prémices du Sanctuaire, les » dixmes des possessions d'Israël ; » des habitations, des pâturages » pour leurs troupeaux , & tous ces biens étoient exemts des charges publiques. Pendant plusieurs siècles le Clergé n'a pas même pensé à demander la même exemption que les Lévites ; il s'est contenté du partage abondant que la

piété des Souverains & des autres fideles lui avoient donné dans les biens temporels, & il a porté sans se plaindre les charges publiques à proportion des revenus dont il jouissoit. Deux Conciles il est vrai, (les deux Conciles de Latran) ont réclamé le privilege acordé aux Lévites; mais on pouvoit leur répondre, ne divisez pas la loi de Dieu; il a été le seul partage des Lévites, & ces Prêtres de l'ancienne loi ont joui de l'exemption des charges publiques, parcequ'ils ne possédoient aucuns immeubles, & qu'ils étoient réduits à ce qui leur étoit nécessaire pour leur subsistance. Pour vous Prêtres de la loi nouvelle, si vous aspirez à ce que la loi de Dieu acordoit de favorable aux Lévites, soumettez-vous à ce

qu'elle avoit de rigoureux ; si vous voulez vous affranchir des charges publiques , renoncez à vos biens , bornez-vous à un entretien décent , à l'exemple des Lévites ; observez toute la loi qui leur étoit prescrite ; mais si le Seigneur n'est pas votre seul partage au milieu des Enfans d'Israël , si vous avez de grands biens au delà du nécessaire , portez les charges publiques à proportion de vos facultés , & de votre abondance.

Si l'on demande , lesquels des Lévites , ou des Ecclésiastiques ont dû être traités plus favorablement pour le temporel , la raison dicte , que les Lévites , qui avoient des familles à élever & à entretenir , devoient avoir une portion plus abondante des biens de ce monde , que les Prêtres de la nouvelle Loi , qui vivent dans le

célibat ; cependant l'on a vu les Lévites se borner à des revenus médiocres sans aucune propriété ; les Souverains & les Peuples Chrétiens n'ont jamais prétendu que cette loi severe eût passé dans le Christianisme , on n'a point imposé ce joug aux Ecclésiastiques , la loi ancienne est abrogée à cet égard , & le Clergé veut la faire revivre pour ce qui flatte l'intérêt , pour l'exemption des charges publiques , pour obtenir une prérogative incompatible avec la qualité de sujets , & plus incompatible encore avec les sentimens de citoyens. Il suffit d'exposer ce projet , pour en faire sentir toute l'injustice ; il faut que toute la loi du temporel des Lévites soit abrogée , ou qu'elle subsiste dans toute son étendue & dans toute sa force.

Ces réflexions me conduisent naturellement à ce qui est de droit divin. Les anciens Canonistes prétendoient que l'immunité réelle est fondée sur ce droit divin. Les Canonistes modernes l'ont abandonné, persuadés qu'ils ne pourroient le soutenir.

Nous ne connoissons en effet que trois sources du droit divin positif; la loi de Moyse, l'Evangile, & la Tradition. Or il est certain que la loi de Moyse n'a donné l'exemption aux Lévites, que sous des conditions rigoureuses, que le Clergé ne voudroit pas subir; il est également certain que la police des Hébreux n'a point passé dans l'Eglise, & que les Empires modernes ne sont pas obligés d'adopter les loix cérémoniales & les loix d'administration, qui n'ont été faites que pour les Juifs.

Les Ecclesiastiques ont cru voir dans l'Evangile le principe de leur prétendue immunité réelle; mais à en juger sans intérêt & sans prévention, on y voit des principes entièrement opposés. Les Phari-siens prétendoient que la nation Juive ne devoit point payer de Tribut à l'Empereur Romain. Leur prétexte étoit aussi plausible; il étoit le même que celui du Clergé. Les Juifs étoient la nation sainte, le peuple élu, les enfans de Dieu. Ils avoient même un avantage sur le Clergé, tout ce qu'ils possédoient de biens temporels, ils n'en étoient redevables à aucune puissance sur la terre, ils le devoient à Dieu seul, qui avoit opéré les plus grands prodiges pour le mettre en possession de la Terre promise, & le Clergé doit tous ses biens temporels, ou à la

libéralité , ou à la concession de nos Rois. Les Juifs cherchoient dans la Religion des motifs pour s'exempter du Tribut , & d'un intérêt purement temporel , d'une prétention même injuste , ils vouloient s'en faire une obligation de conscience. Jesus-Christ les détrompa ; il leur apprit à ne pas confondre ce que l'on doit à Dieu avec ce que l'on doit à César ; l'empreinte que porte la monoye désigne celui qui peut légitimement exiger le Tribut , même de la Nation Sainte , du Peuple élu , & des Enfans de Dieu.

— Du moins le Grand Prêtre & les Lévites ne devoient-ils pas jouir de l'exemption que la loi de Moyse leur avoit donnée. Jesus-Christ ne les excepte pas de la loi générale qu'il établit , & qui abroge la loi de Moyse. Jesus-

Christ lui-même le Pontife de la loi nouvelle , s'est soumis au Tribut , il l'a payé pour lui & pour le Chef de ses Apôtres , il a fait un miracle plutôt que de s'en dispenser , à raison de sa pauvreté , il a joint l'exemple au précepte , tout est décidé ; cependant on a donné à ce précepte & à cet exemple si forts & si évidens , différentes interprétations.

Les Publicains , chargés du recouvrement du Tribut , rencontrèrent Pierre , & ils lui demandèrent ; » Votre Maître paye-t'il
 » la double drachme ? Pierre répondit , qu'il l'a payoit ; il entra dans la maison, Jesus-Christ le prévint & lui dit , qu'en pensez-vous Simon ? de qui les
 » Rois de la terre reçoivent-ils
 » le Tribut ou le cens ? est-ce

„ de leurs enfans ou des étran-
 „ gers ? Pierre répondit qu'ils le
 „ recevoient des étrangers. Jesus-
 „ Christ dit, les enfans sont donc
 „ libres ! mais de crainte de les
 „ scandaliser , allez à la mer ,
 „ jetez l'hameçon , prenez le
 „ premier poisson qui se présen-
 „ tera , vous trouverez dans sa
 „ bouche un statere , donnez-le
 „ pour moi & pour vous *. Il ne
 faut être ni Théologien ni Ca-
 noniste pour interpréter ce pas-

* “ Accesserunt qui didrachma accipiebant
 „ ad Petrum , & dixerunt ei : Magister vester
 „ non solvit didrachma ? ait etiam , & cum
 „ intrasset domum , prævenit eum Jesus , di-
 „ cens : quid tibi videtur , Simon ? Reges ter-
 „ ræ a quibus accipiunt Tributum vel Cen-
 „ sum ? a filiis suis , an ab alienis ? & ille
 „ dixit , ab alienis. Dixit illi Jesus , ergo li-
 „ beri sunt filii ! ut autem non scandalizemus
 „ eos , vade ad mare & mitte hamum , & eum
 „ piscem qui primus ascenderit , tolle , & aper-
 „ to ore ejus , invenies staterem ; illum su-
 „ mens , da eis pro me & te. Matth. cap. 17.
 „ vers. 23. & seq.

sage ; le sens naturel est , que
 Jesus-Christ étant Fils de Dieu ,
 ne devoit rien aux Rois de la
 terre ; cependant pour ne pas
 scandaliser les Juifs , pour ne pas
 les autoriser dans l'erreur de leur
 prétendue exemption , pour ne
 pas détruire par l'exemple le pré-
 cepte universel & équitable de
 rendre à Cefar ce qui est dû à
 Cefar , Jesus-Christ paya le Tri-
 but pour lui-même & pour le pre-
 mier des Apôtres.

Quelques Théologiens ont don-
 né un autre sens à cet endroit de
 l'Evangile ; ils prétendent que les
 Ecclésiastiques sont ces enfans
 privilégiés & exempts du Tribut
 dont parle Jesus-Christ. Pour les
 Laïcs , ils sont les étrangers qui
 doivent payer le Tribut aux Rois
 de la terre. Interprétation forcée
 & injurieuse au plus grand nom-

bre des Chrétiens, qui sont tous également enfans de Dieu par adoption. Si l'adoption est un titre pour se dispenser du Tribut, tous les Chrétiens en sont exempts ; mais si le Fils de Dieu a payé le Tribut, quoiqu'il n'y fût pas obligé, comment les enfans adoptifs pourront-ils s'en dispenser, eux qui sont vraiment sujets des Souverains, & qui professent une Religion jalouse des droits de Dieu, mais soumise aux droits de César ?

Il faut rapporter le sentiment de deux Interprètes que le Clergé ne puisse recuser. Un Successeur de Saint Pierre, le Pape Urbain, s'est expliqué en ces termes, *

* “ *Tributum in ore piscis piscante Petro*
 „ *inventum est, quia de exterioribus suis quæ*
 „ *palam cunctis apparent, Ecclesia Tributum*
 „ *reddit ; non autem totum piscem jussus est*
 „ *dare, sed tantum staterem qui in ore ejus*
 „ *inventus est, quia non Ecclesia dari Impera-*
 lorsque

„ lorsque Pierre pêcha , il trouva
 „ dans la bouche d'un poisson le
 „ Tribut qu'on lui demandoit ;
 „ l'Eglise en effet paye le Tribut
 „ de ses biens extérieurs. Il ne
 „ fut pas ordonné à Pierre de
 „ donner le poisson aux collec-
 „ teurs du Tribut , mais seule-
 „ ment le statere qui étoit dans
 „ la bouche du poisson. L'Eglise
 „ ne doit pas être donnée à l'Em-
 „ pereur : l'autorité supérieure
 „ qui réside dans le Chef de l'E-
 „ glise ne peut être soumise à
 „ l'autorité Royale ; mais , com-
 „ me nous l'avons dit , la mon-
 „ noye qui a été trouvée dans
 „ la bouche du poisson a été

„ tori , non Pontificalis apex qui in ore capi-
 „ tis Ecclesiæ præminet , subjici potest Regi-
 „ bus : sed sane , ut diximus , quod in ore pis-
 „ cis invenitur , pro Petro & Domino dari ju-
 „ betur , quia de exterioribus Ecclesiæ , quod
 „ constitutum antiquitus est , pro pace & quie-
 „ te , quâ nos tueri & deffensare debent , Im-
 „ peratoribus persolvendum est. cap. Tributum
 „ XXIII. quæst. VIII.

E

„ payée pour le Seigneur & pour
 „ Pierre , parce que l'Eglise doit
 „ payer aux Empereurs ce qu'il
 „ est ordonné anciennement de
 „ leur payer , afin qu'ils procu-
 „ rent à l'Eglise la paix & la tran-
 „ quillité , qu'ils la protègent ,
 „ qu'ils la défendent. » Le Pape
 Urbain reconnoît que l'Eglise
 doit payer le Tribut de ses biens
 temporels , qu'elle le doit de toute
 ancienneté , qu'elle le doit à l'e-
 xemple de Jesus-Christ ; les Sou-
 verains doivent à leur tour pro-
 téger l'Eglise , sans usurper ses
 droits spirituels. Toute contesta-
 tion sur l'Immunité seroit finie ,
 si l'on adoptoit des principes si
 équitables,

M. de Meaux * a donné au
 passage de S. Matthieu le même
 sens que j'ai proposé. » Jesus-
 „ Christ , dit-il , fait payer un

* Polit. tir. de l'Ecrit. sainte , page 49.

„ Tribut qu'il ne devoit pas com-
 „ me Fils de Dieu, de peur d'ap-
 „ porter le trouble à l'or-
 „ dre public ; & ensuite. ^{Car il}
 explique cet endroit de l'Évan-
 gile, „ rendez à César, &c. *
 „ c'est comme si Jesus-Christ eût
 „ dit, ne vous servez plus de pré-
 „ texte de Religion pour ne point
 „ payer le Tribut. Dieu a ses
 „ droits séparés de ceux du Prin-
 „ ce : vous obéissez à César, la
 „ monnoye dont vous vous ser-
 „ vez dans le commerce, c'est
 „ César qui la fait battre. S'il
 „ est votre Souverain, reconnois-
 „ sez sa souveraineté en lui payant
 „ le Tribut qu'il impose. Ainsi
 „ les Tributs qu'on paye au Prin-
 „ ce sont une reconnoissance
 „ de l'autorité suprême, & on
 „ ne les peut refuser sans re-
 „ bellion. Saint Paul l'enseigne

* Page 261.

„ expressément : le Prince est Mi-
 „ nistre de Dieu , vengeur des
 „ mauvaises actions . Payez-lui
 „ donc ~~car~~ par nécessité , non-
 „ seulement par la crainte de la
 „ colere du Prince , mais encore
 „ par l'obligation de la conscien-
 „ ce ; c'est pourquoi vous lui
 „ payez le Tribut , car ils sont
 „ Ministres de Dieu servans pour
 „ cela. Rendez donc à chacun
 „ ce que vous lui devez , le Tri-
 „ but à qui est dû le Tribut , la
 „ taille à qui elle est dûe , la crain-
 „ te à qui elle est dûe , & l'hon-
 „ neur à qui est dû l'honneur. »

Dans tout ce discours de M. de
 Meaux , il n'y a pas un seul mot
 qui ne convienne au Clergé au-
 tant qu'aux Laïcs , il n'y a au-
 cune exception en faveur des Ec-
 clésiastiques.

Ce grand Prélat réduit les obli-
 gations des Princes à l'égard du

temporel de l'Eglise à deux points
essentiels ; à pourvoir à la subsis-
tance des Ministres des Autels , &
à conserver à l'Eglise les fonds que
la piété des Fidèles lui a donnés.
» Prenez garde de n'abandonner
» jamais le Lévite , tant que vous
» ferez sur la terre : la terre vous
» avertit en vous nourrissant que
» vous pourvoyiez à la subsistance
» des Ministres de Dieu qui la
» rend féconde. * Pour la conser-
vation des fonds de l'Eglise , &
pour proscrire l'opinion de ceux
qui disent aux Princes qu'ils peu-
vent disposer des Biens Ecclésiast-
tiques , M. Bossuet dit au Prince
qu'il instruit : » Souvenez-vous
» d'Héliodore & de la main de
» Dieu qui fut sur lui , pour avoir
» voulu envahir les biens mis en
» dépôt dans le Temple ; combien
» plus faut-il conserver les biens ,

* Deut. xii. 9.

„ expressément : le Prince est Mi-
 „ nistre de Dieu , vengeur des
 „ mauvaises actions . Payez-lui
 „ donc ~~ce~~ par nécessité, non-
 „ seulement par la crainte de la
 „ colere du Prince , mais encore
 „ par l'obligation de la conscien-
 „ ce ; c'est pourquoi vous lui
 „ payez le Tribut , car ils sont
 „ Ministres de Dieu servans pour
 „ cela. Rendez donc à chacun
 „ ce que vous lui devez, le Tri-
 „ but à qui est dû le Tribut , la
 „ taille à qui elle est dûe , la crain-
 „ te à qui elle est dûe , & l'hon-
 „ neur à qui est dû l'honneur. »
 Dans tout ce discours de M. de
 Meaux , il n'y a pas un seul mot
 qui ne convienne au Clergé au-
 tant qu'aux Laïcs , il n'y a au-
 cune exception en faveur des Ec-
 clésiastiques.

Ce grand Prélat réduit les obli-
 gations des Princes à l'égard du

temporel de l'Eglise à deux points
essentiels ; à pourvoir à la subsis-
tance des Ministres des Autels , &
à conserver à l'Eglise les fonds que
la piété des Fidèles lui a donnés.

» Prenez garde de n'abandonner
» jamais le Lévite , tant que vous
» serez sur la terre : la terre vous
» avertit en vous nourrissant que
» vous pourvoyiez à la subsistance
» des Ministres de Dieu qui la
» rend féconde. * Pour la conser-
vation des fonds de l'Eglise , &
pour proscrire l'opinion de ceux
qui disent aux Princes qu'ils peu-
vent disposer des Biens Ecclésiast-
tiques , M. Bossuet dit au Prince
qu'il instruit : » Souvenez-vous
» d'Héliodore & de la main de
» Dieu qui fut sur lui , pour avoir
» voulu envahir les biens mis en
» dépôt dans le Temple ; combien
» plus faut-il conserver les biens ,

* Deut. xii. 9.

» non-seulement déposés dans le
 » Temple , mais donnés en fonds
 » à l'Eglise. Ces grands biens vien-
 » nent des Rois , je l'avoue , ils
 » ont enrichi les Eglises de leurs
 » libéralités , & les Peuples n'en
 » ont point fait , sans que leur au-
 » torité y ait concouru ; mais tout
 » ce qu'ils ont donné, ils l'avoient
 » premierement reçu de Dieu.....
 » Quel attentat de ravir à Dieu ce
 » qui vient de lui , ce qui est à
 » lui , & ce qu'on lui a donné ! »
 Il est remarquable que M. de
 Meaux ne dit rien sur les sub-
 sides que les ancêtres de M. le
 Dauphin , à qui ces instructions
 sont adressées , ont exigé du Cler-
 gé ; il ne parle point de la préten-
 due exemption des Biens d'Eglise ;
 c'étoit cependant l'endroit d'en
 instruire son Eleve. Il n'a pas at-
 taqué l'Immunité réelle, il a don-
 né des armes très-fortes pour la
 détruire.

Dans la fameuse dispute de l'Evêque d'Autun , & de Pierre de Cugnieres , sur la Jurisdiction Ecclésiastique , on dit au Clergé : si Jesus-Christ a payé le Tribut à Tibere , pour éviter le scandale , payez le Tribut au Roi par le même motif , & pour ne pas donner aux peuples , auxquels vous devez l'instruction , le mauvais exemple d'une indépendance que l'on ne connoît point dans les Monarchies , & d'un trop grand attachement aux biens de la terre. L'argument étoit pressant , il étoit décent dans la bouche d'un Magistrat qui étoit chargé de veiller à la conservation des droits de la Couronne ; il étoit embarrassant pour le Clergé , à qui l'on ne peut proposer un plus grand exemple que celui de Jesus-Christ , & un motif plus digne de notre sainte Religion , que celui d'évi-

ter le scandale. Mais quel est le raisonnement qui peut être à l'épreuve des distinctions de la Scholastique ! L'Evêque d'Autun répondit que Jesus-Christ avoit voulu éviter le scandale des esprits foibles, dont on doit ménager la foiblesse; mais que si les peuples se scandalisent de l'Immunité du Clergé, c'est le scandale des Pharisiens qui n'est fondé que sur la malice & sur l'injustice de ceux qui se scandalisent; ainsi en distinguant *scandalum pusillorum*, & *scandalum Phariseorum*, on tâchoit d'appaîser des consciences justement allarmées par le précepte, & par l'exemple de J. C.

Ils subsistent dans l'Evangile ce précepte & cet exemple, pour instruire les Rois de ce qu'ils peuvent exiger, & pour apprendre au Clergé ce qu'il doit faire. Ce sera toujours une sorte de

scandale, lorsque ceux qui doivent donner aux Laïcs l'exemple de la soumission & du désintéressement, affecteront l'indépendance, & qu'ils combattront pour la conservation de leurs revenus temporels avec autant de force que s'ils combattoient pour les mœurs & pour la foi.

Il résulte des textes de l'ancien & du nouveau Testament que j'ai rapportés, que la Loi de Moïse & l'Evangile n'autorisent pas l'Immunité dont il s'agit; la tradition ne lui est pas plus favorable. Lorsque j'expliquerai la naissance, les progrès, & l'état actuel de cette Immunité, je prouverai que le Clergé n'a jamais eu un moment de liberté, pour le paiement du subside, pour sa quotité, pour sa durée; en sorte que la tradition lui est absolument opposée.

Il y a plus, l'Immunité réelle

ne peut pas être de droit Divin. Si Jesus-Christ en établissant son Eglise lui avoit donné cet avantage temporel , si c'eût été une obligation indispensable pour les Souverains de ne point imposer de Tributs sur les biens Ecclésiastiques , le Concile de Nicée n'auroit il pas instruit Constantin nouvellement converti de cette obligation ? N'auroit-il pas établi l'Immunité générale & absolue , que l'on dit être inséparable de l'Eglise , & qui seroit le plus beau droit temporel qu'elle pût prétendre ? Le Concile de Nicée n'en a pas même parlé , pour la demander à un Empereur qui protégeoit l'Eglise de toute son autorité , bien moins encore pour l'ordonner , comme ont fait d'autres Conciles , & pour l'ordonner sous les peines spirituelles les plus redoutables à ceux qui respectent

la Religion. Onze Conciles Ecuméniques ont été assemblés, sans décider, sans proposer même l'Immunité générale & absolue; leur silence est bien éloquent & bien fort; j'ignore ce que l'on y peut répondre.

A cet argument négatif, l'on peut ajouter des raisons qui démontrent, que l'Immunité des biens Ecclésiastiques ne peut-être de droit divin. Tout ce qui est de droit divin positif est né avec la loi de Moïse, ou avec l'Evangile; par quelle fatalité l'Immunité réelle n'auroit elle paru qu'au douzième siècle, dans un temps où les Laïcs ignoroient tout, & où les Ecclésiastiques osoient tout entreprendre!

Dans les premiers siècles de l'Eglise, les Empereurs & les Rois Chrétiens ont accordé quelques exemptions aux Eglises les

plus illustres, à celles qu'ils affectionnoient davantage, à celles dont la pauvreté demandoit des secours. Théodose le Jeune accorda l'exemption de la Capitation à l'Eglise de Theſſalonique; mais il prit des précautions, pour que ce privilège ne s'étendît pas sur les autres Eglises. Justinien n'accorda l'exemption à l'Eglise Patriarchale de Constantinople que pour une partie de son temporel. Clovis ne la donna que pour les bienfaits qu'il avoit répandus sur quelques Eglises des Gaules. Childebert exempta les seules Eglises d'Auvergne. Si l'Immunité avoit été de droit divin, tant de Conciles & de saints Evêques auroient ils soufferts que les Empereurs & les Rois l'accordassent comme une grace! Les églises particulieres l'auroient elle demandée avec humilité, l'au-

roient elle reçue avec reconnoissance ! Si l'Immunité devoit être générale & absolue , n'auroit-on pas représenté aux Empereurs & aux Rois avec une sainte liberté que les exemptions particulieres étoient injurieuses à l'Eglise universelle , & que c'étoit une injustice de ne pas permettre que l'Eglise jouît de ses droits dans toute leur étendue ! Un Ambroise qui eut le courage de résister à Théodose , après le massacre de Theffalonique , auroit il souffert que les biens de l'Eglise de Milan payassent le Tribut ! Tous les historiens Moines auroient ils comblé d'éloges les Princes qui avoient accordé des exemptions très-bornées à leurs Monasteres !

Ce qui est de droit divin est invariable ; il a été de tous les tems qui ont suivis, ou la loi écrite , ou l'établissement de l'Evangile. Il

doit être le même dans toutes les nations, dans tous les Royaumes Catholiques. La Primauté de S. Pierre est de droit divin; tous les siècles de l'Eglise, toutes les Eglises Catholiques l'ont reconnue, elles la reconnoissent encore. L'unité & l'indissolubilité du mariage est de droit divin; jamais l'Eglise Catholique ne s'est écartée de cette maxime, aussi digne de la sainteté de la morale Chrétienne, que conforme au bon ordre du monde; pour l'Immunité prétendue par les Ecclésiastiques, elle a été long-tems ignorée, & même depuis que quelques Conciles ont voulu l'établir, depuis qu'ils ont essayé de ne lui prescrire aucunes bornes, elle a été plus ou moins étendue, elle a souffert de grandes révolutions, elle est encore différente en Italie, en France, en Allemagne & en Espagne. Nous

donner cette Immunité pour une Loi émanée de Dieu même, c'est renverser toutes les notions que nous avons du droit divin, universel pour tous les hommes & immuable dans tous les tems.

Je pourrois citer plusieurs Auteurs qui pensent que l'Immunité prétendue des biens d'Eglise ne peut prendre sa source dans le droit divin, & que c'est une invention moderne des Ecclésiastiques. Je me borne à l'autorité de Vanespen, dont les lumières sont connues. Après avoir parlé de la Bulle de Boniface VIII. & du Decret du Concile de Trente, il dit :
 „ Que l'on ne doit pas prendre ce
 „ que Boniface VIII. & le Con-
 „ cile ont dit dans le sens que
 „ l'Immunité des Eglises & des
 „ Clercs, sur tout l'exemption
 „ des Impositions, a été établie
 „ & ordonnée par le droit divin ;

„ mais qu'elle est conforme à ce
 „ qui est rapporté dans l'Ecriture
 „ Sainte.* Vanespen veut parler
 de l'exemption des Prêtres d'E-
 gypte & des Lévites, dont l'exem-
 ple ne peut avoir aucune applica-
 tion pour le Clergé.

Les lois humaines & la posses-
 sion que le Clergé réclame, ap-
 partient à l'histoire de l'Immu-
 nité réelle. Je vais tâcher de
 l'expliquer suivant la regle de
 l'histoire, sans oser rien dire de
 faux, & sans rien dissimuler de
 vrai; *ne quid falsi audeat, ne quid
 veri non audeat.*

* “ Verum hæc tum Pontificis, tum Synodi
 „ Tridentina dicta non ita accipienda sunt,
 „ quasi ipsa Ecclesiarum & Clericorum Immu-
 „ nitas, præsertim ab oneribus temporalibus
 „ esset jure divino præscripta & stabilita, sed
 „ quòd sit consona iis quæ in sacrâ scripturâ
 „ & verbo Dei consignata sunt. Vanespen de
 „ Immunit. Bonor. Eccles. part. II. tit. XXXV.
 „ num. XXVIII.

DEUXIEME

II. PARTIE.

Histoire de la prétendue Immunité des Biens d'Eglise.

TOUS les faits qui concernent l'Immunité des Biens d'Eglise peuvent être rangés sous quatre époques différentes. La première époque est celle de l'état de l'Eglise sous les Empereurs & sous les Rois Payens, depuis l'établissement du Christianisme, jusqu'à la conversion de Constantin ; alors l'Eglise a payé tous les Tributs avec les Laïcs, & comme les Laïcs.

La seconde époque s'étend

A 2

depuis la conversion de Constantin au quatrième siècle jusqu'au douzième ; dans cet intervalle il n'y a eu que des exemptions particulières.

La troisième époque est depuis le douzième siècle , jusqu'au seizième. Quelques Conciles ont cru pouvoir alors attribuer aux Biens Temporels de l'Eglise une Immunité générale & absolue ; mais leurs décrets ont été nuls par défaut de pouvoir , & dans tous les tems on a réclamé contre cette entreprise.

La quatrième époque est pour le Clergé de France en particulier, depuis le Regne de François I. qui a commencé à rétablir le Droit commun , jusqu'à nos tems , où il s'agit de le fixer irrévocablement,

PREMIERE EPOQUE.

La premiere époque ne demande qu'une réflexion fort courte. Sous les Empereurs & sous les Rois Payens, l'Eglise ne possédoit point d'immeubles ; ou si elle en avoit, comme M. Fleury le prétend dans son Histoire Ecclésiastique , elle ne pouvoit les posséder que sous les noms empruntés de quelques Chrétiens. Elle n'étoit pas autorisée dans l'Empire Romain. & dans les Royaumes Idolâtres, les Souverains ne la connoissoient que pour la persécuter ; ils étoient bien éloignés de lui permettre de faire des acquisitions , & de former un établissement solide. Dans cette situation l'Eglise ne pouvoit échapper au moindre

A 2 ij

impôt ; le fait est évident. Je ne dirai pas ; que les Princes Chrétiens peuvent exiger des impositions des biens d'Eglise , parce que les Princes Payens en ont exigé ; mais je dirai au Clergé avec Saint Bernard , si vous avez payé le Tribut aux Princes qui vous persécutoient , vous devez encore plus le payer aux Souverains qui vous ont comblé de bienfaits & qui vous protègent.

SECONDE EPOQUE.

Loix des Empereurs Romains sur les Immunités de l'Eglise.

La seconde époque commence à la conversion de Constantin , dans les premières années du quatrième siècle ; elle est fertile en Loix & en exemples qui con-

5

cernent le Tribut Ecclésiastique. Nous avons deux Loix de cet Empereur , l'une pour l'Immunité personnelle des Ecclésiastiques , l'autre pour l'Immunité réelle des Biens que l'on avoit donnés à l'Eglise.

Dans la premiere Loi Constantin ordonne , que » ceux qui » sont employés au Culte Divin » & au Ministère de la Religion , » & que l'on appelle Clercs , » soient exempts de toutes fonctions , de crainte que par une » jalousie sacrilège , ils ne soient » distraits de ce qu'ils doivent à » Dieu. * Et par les ordres que ce Prince donna à Amulinus Préfet d'Afrique ; il confirma la même

* „ Qui divino Cultu ministeria Religio-
„ nis impendunt, id est hi qui Clerici appel-
„ lantur ab omnibus omnino muneribus excu-
„ sentur, ne sacrilego livore quorundam à
„ divinis obsequiis avocentur. l. 2. Cod. Theod.
„ de Episc. & Cleric.

A 2 iij

exemption personnelle par le même motif. » Nous voulons, dit-il,
 » que ceux qu'on appelle Clercs
 » & qui sont Ministres de la
 » Sainte Religion dans l'Eglise
 » Catholique, à laquelle Cécilien
 » préside, & qui est dans la Pro-
 » vince confiée à vos soins, soient
 » entièrement exempts de toutes
 » fonctions publiques, de crainte
 » que par erreur, ou par un atten-
 » tat sacrilège, on ne les détourne
 » du Culte qui est dû à la Divini-
 » té, & afin qu'il puissent s'ap-
 » pliquer sans aucun empêche-
 » ment aux devoirs de leur état.
 » Ils sont très-utiles à la Religion,
 » eux qui rendent à Dieu la pro-
 » fonde vénération qui lui est
 » due. *

*, Eos homines qui intra Provinciam tibi
 ,, Creditam, in Ecclesiâ Catholicâ cui Cæci-
 ,, lianus præest huic Sanctissimæ Religioni Mi-
 ,, nistrant, quos Clericos vocare consueverunt,

La Loi qui a pour objet l'Immunité réelle , est conçue en ces termes. » Tous doivent payer » le Tribut, excepté notre patri- » moine particulier , & les Eglises » Catholiques.*

Il n'y avoit que trois ans que Constantin avoit reçu le Baptême , lorsqu'il fit cette Loi. L'Eglise respiroit à peine des persécutions qu'elle avoit souffertes depuis sa naissance ; elle étoit très-pauvre , Constantin lui avoit

„ ab omnibus omnino publicis functionibus
 „ immunes volumus conservari , ne errore ali-
 „ quo , aut casu sacrilego a cultu summâ Divi-
 „ nitati debito abstrahantur ; sed ut potius
 „ absque ullâ inquietudine propriæ legi deser-
 „ viant. Quippe his summam venerationem Di-
 „ vino numini exhibentibus , maximum inde
 „ emolumentum Reipublicæ videtur accedere.
 „ Ap. Euseb. lib. 10. histo. cap. 7.

* „ Præter privatas res nostras & Ecclesias
 „ Catholicas , nemo ex nostrâ jussione præcipuis
 „ emolumentis familiaris juvetur substantiæ . . .
 „ omnes pensare debebunt. l. 1. Cod. Theod.
 „ de annon. & Tribut.

A 2 iiij

Donné tout récemment la permission de recevoir par testament, & ce que les fidèles avoient pû lui donner en si peu de tems ne pouvoit encore suffire pour l'entretien des Ecclésiastiques ; pour élever des Temples au vrai Dieu, & pour les dépenses que le Service Divin exige nécessairement. Il étoit donc juste, il étoit même indispensable de ne point imposer alors de Tributs sur les Eglises Catholiques ; leur pauvreté étoit un motif pressant pour leur accorder l'exemption ; c'est le plus petit secours que l'on puisse donner à une Colonie nouvelle, que de l'exempter des impositions pendant quelque tems ; la pitié, l'humanité même l'exigeoient de Constantin.

Mais la Loi n'embrasse pas tous les tems à venir, & toutes

les richesses que l'Eglise pouvoit
acquérir dans la suite. Ce Prince ,
dit Godefroi dans son Commen-
taire sur cette Loi , » Ce Prince
» accorda l'exemption aux Egli-
» ses Catholiques par des motifs
» de Religion, & lorsque les Sou-
» verains furent persuadés que les
» Eglises avoient assez de richesses,
» ils les soumirent au Tribut,
» témoins la Loi de Constant , &
» celle d'Honorius. *

Si l'Eglise étoit encore aujourd'hui dans la pauvreté qui l'accabloit au tems de Constantin ; je ne crains pas de dire , que les Princes Chrétiens devroient lui accorder une Immunité générale

* » Quod quidem Religiosum hujus Principis institutum fuit ; postea enim quum satis divitiarum in Ecclesiam congestum sequi Principes credere , Ecclesiae quoque Tributis obnoxiae factae sunt Constantii est eam in rem. lex 15. inf. de Episcopis , & Honorii lex 40. d. tit.

& absolue ; non-seulement cette Immunité ne seroit pas à charge à l'Etat ; mais elle ne rempliroit pas encore les obligations de l'Etat pour l'entretien des Ministres des Autels , & pour les autres frais du Culte Divin ; il faudroit que l'Etat suppléât à la médiocrité des revenus des Ecclésiastiques. Sous le regne de Constantin , l'Eglise pauvre a été exempte de Tributs. Sous le regne de ses successeurs, l'Eglise devenue aisée par ses acquisitions a payé, les impositions ordinaires ; à plus forte raison l'Eglise devenue opulente de nos jours doit les payer, dans la proportion de ce qu'elle possède.

Les Loix que je viens de citer sont les sources primitives des Immunités que le Clergé prétend ; l'on doit reconnoître leur différence dans la diversité des motifs

qui les ont fait accorder. Les Clercs ont obtenu l'Immunité personnelle, afin qu'il ne fussent pas distraits du Service Divin, *ne à Divinis obsequiis avocentur*; ce motif subsiste toujours, & l'Immunité personnelle demeure dans toute sa force. L'Immunité réelle a été accordée à raison de la pauvreté de l'Eglise; cette raison a cessé peu de tems après le regne de Constantin; c'est ce qui a déterminé ses successeurs à anéantir une exemption contraire à leur autorité, & onereuse à leurs autres sujets; les Loix suivantes prouveront ce fait important.

Sous le regne des fils de Constantin, la pauvreté des Ecclesiastiques étoit encore si grande, que les Loix Civiles leur permettoient de faire quelque petite

A z vj

commerce, ou de s'appliquer à quelque métier qui pût leur donner le nécessaire, afin qu'ils ne fussent point à charge aux fidèles. Constant leur dit dans une de ses Loix ; » suivant le décret » que vous avez mérité, que l'on » vous accorde depuis long-tems, » personne ne pourra soumettre, vous & ceux qui cultivent » vos terres aux contributions » nouvelles ; mais vous jouirez de » l'exemption de ces contributions ; d'ailleurs vous serez » exempts du droit de gîte ; & si » quelques-uns d'entre vous font » un commerce, pour se procurer les alimens, ils jouiront de » l'Immunité. *

* „ Juxta sanctionem quam dudum meruisse
 „ perhibemini, & vos, & mancipia vestra nul-
 „ lus novis collationibus obligabit ; sed voca-
 „ tione gaudebitis. Præterea neque hospites
 „ suscipiendi ; & si qui de vobis alimoniarum causâ

Rien ne ressemble moins à une Immunité générale que les grâces accordées aux Ecclésiastiques par cette loi. Ils sont exemptés des contributions nouvelles, c'est à-dire, suivant la glose de Godefroy, des contributions extraordinaires que l'on ajoutoit aux indictions. Mais alors les Clercs n'étoient pas exemptés des contributions que l'on appelloit ordinaires & canoniques : & puisque Constant rappelle l'Exemption donnée par Constantin son pere, puisque son intention est de la confirmer, & qu'il ne va pas au-delà de Immunité des impositions extraordinaires ; la loi de Constantin même ne peut être appliquée qu'à cette espèce d'im-

„ negociationem exercere volunt, immunitate
 „ potientur. L. 8. Cod. Theod. de Episcop. &
 „ Cleric.

positions, elle ne doit pas être étendue aux impositions ordinaires. *Ab extraordinariis igitur (& super indictitiis) nominatim collationibus immunes facti fuerunt à Constantino Magno & Constantio Clerici ; at nondum ab ordinariis & Canonicis , puta censu possessionum suarum nomine. **

Constant ajouta à l'exemption des contributions nouvelles le privilège médiocre de faire un commerce dont le produit fût borné aux alimens des Ecclésiastiques Commerçans, sans payer les droits que les Commerçans Laïcs devoient payer : & ce privilège, tout médiocre qu'il étoit, fut expressément révoqué par Valentinien III. parce que les Ecclésiastiques en abusoient.

Par une autre loi, Constant don-

* Gotofr. in d. l.

na encore aux Clercs l'exemption de tous les travaux , de toutes les corvées dont on chargeoit le menu peuple , & que l'on appelloit des fonctions viles & ignobles , des charges sordides & extraordinaires, *sordida munera* , *extraordinaria munera*. Ces travaux étoient connus encore sous le nom d'*angaria* & *parangaria**. Tels étoient les ouvrages pour la réparation des chemins & des ponts , les fournitures de chevaux & de chariots pour les besoins publics, sur-tout pour la marche & pour l'approvisionnement des armées. L'on en exemptoit les Clercs pour ne pas avilir leur caractère, pour ne pas les distraire de leurs devoirs , pour les soulager même dans un tems où les biens d'Eglise ne suffisoient pas encore à leur

* Voyez le Glossaire de Ducange.

entretien ; mais Valentinien III. révoqua encore cette exemption par la raison qu'il n'y a rien de sordide & d'ignoble dans tout ce qui regarde le service de l'Etat.

Quant à l'exemption absolue des impôts , Constant étoit bien éloigné de l'accorder aux Ecclésiastiques ; on en peut juger par ce qui se passa au Concile de Rimini , assemblé par les ordres de cet Empereur en 359. Les actes de ce Concile ont péri , mais nous avons dans le Code Théodosien une loi de l'Empereur Constant , qui prouve qu'il fut question dans ce Concile de l'Immunité des Biens Ecclésiastiques.

» Dans le Concile de Rimini ,
 » dit cette loi , on a traité des
 » privilèges des Eglises & des
 » Clercs , & l'on a été disposé à
 » secouer le joug qui appartient à

» l'Eglise pour les charges pu-
 » bliques , ce que notre Ordon-
 » nance a rejeté depuis long-
 » tems. » Constant dit ensuite
 qu'il veut bien exempter les
 Clercs & ceux qui sont occupés
 aux enterremens , des charges
 sordides & des droits que l'on
 pourroit exiger d'eux pour le
 petit commerce qu'ils font dans
 la vue de se procurer des alimens.
 Il ajoute , » quant aux Clercs qui
 » possèdent des champs, votre lu-
 blime autorité ne souffrira pas
 » qu'ils se dispensent du joug , &
 » vous les contraindrez à payer
 » les droits du fisc pour les
 » champs qu'ils possèdent. Nous
 » voulons que tous les Clercs qui
 » ont des possessions reconnois-
 » sent les droits du fisc , d'autant
 » plus que les Evêques d'Italie ,
 » d'Espagne & d'Afrique, qui sont

„ à notre Cour, approuvent qu'in-
 „ dépendamment des impositions
 „ que l'Eglise doit supporter, tous
 „ les Clercs soient soumis aux
 „ charges communes , & aux
 „ transports des provisions publi-
 „ ques. *

Le Concile de Rimini n'avoit

*, „ In Ariminense Synodo super Ecclesiarum
 „ & Clericorum privilegiis tractatu habito,
 „ usque eò dispositio progressa est, ut juga
 „ quæ videntur ad Ecclesiam pertinere à pu-
 „ blicâ functione cessarent inquietudine desis-
 „ tente; quod nostra videtur dudum sanctio
 „ repulisse.... de his sane Clericis qui prædia
 „ possident, sublimis autoritas tua non solum
 „ eos aliena juga ne quaquam statuet excusare,
 „ sed etiam pro his quæ ipsi possident, eosdem
 „ ad pensitanda fiscalia perurgeri. Universos
 „ namque Clericos, possessores duntaxat, pro-
 „ vinciales pensitationes fiscalium recognoscere
 „ jubemus: maxime cum in comitatu tranquil-
 „ litatis nostræ alii Episcopi qui de Italiæ
 „ partibus venerunt, & illi quoque qui ex
 „ Hispaniâ atque Africâ commearunt, proba-
 „ verint id maxime juste convenire, ut præter
 „ ea juga & professionem quæ ad Ecclesiam per-
 „ tinet, ad universa munia sustinenda, transla-
 „ tionesque faciendas omnes Clerici debeant
 „ adtineri. L. 15. Cod. Theod. de Episc. &
 „ Cleric.

pas décidé que l'Immunité réelle appartînt à l'Eglise; il avoit demandé à l'Empereur qu'elle lui fût accordée, & l'Empereur répondit, que depuis long-tems il avoit rejeté cette demande : *quod nostra videtur sanctio dudum repulsiſſe*. M. Fleury dans son Histoire Ecclésiastique * dit aussi, que les Evêques assemblés dans ce Concile, après avoir confirmé les Decrets du Concile de Nicée, » résolurent de demander à » l'Empereur, que les Terrés » appartenantes aux Eglises, fussent exemptes de toutes charges publiques, & que l'Empereur le refusa. „ Et Godefroy dans son Commentaire de cette loi dit, que les Peres de Rimini déciderent entr'eux, que l'on demanderoit à l'Empereur l'Immu-

* Hist. Eccl. Liv. XIV. N. xii. page 575.

nité des Biens d'Eglise, à l'exem-
 ple de plusieurs Conciles d'Afri-
 que : *Dispositio hæc est, quòd in*
Synodo inter Patres definitum est,
ut ab Imperatore postularetur,
cujus modi dispositiones complures
in Conciliis Africanis. Certaine-
 ment ces demandes formées par
 quelques Conciles, & les prières
 adressées aux Empereurs pour
 obtenir l'exemption des impôts,
 ne supposent pas une exemption
 qui se doit de droit divin ; alors
 on n'osoit pas encore la décider
 dans un Concile, ni ordonner
 qu'elle fût observée sous peine
 des censures.

Si l'on dit que Constant refusa
 cette Immunité aux Peres de Ri-
 mini, parce qu'il favorisoit les Ar-
 riens que ce Concile avoit ana-
 thématisés ; je répondrai, qu'à
 Rimini il y avoit beaucoup d'Evê-

ques Arriens , qu'ils tinrent leur Conciliabule séparément des Evêques Catholiques , & que malgré la protection signalée que Constantin leur accorda , ils n'obtinent pas plus que les Evêques Catholiques l'exemption des impositions.

Il faut conclure de la Loi de Constantin , ou que l'exemption accordée par Constantin n'a pas été generale & absolue, ou qu'elle n'a été donnée que pour un tems & par commisération pour la grande pauvreté de l'Eglise.

Sous le Règne du Grand Théodose , l'Eglise payoit les Tributs, S. Ambroise l'atteste. Si l'Empereur , dit-il, „ demande le Tribut , nous ne le refusons pas , „ les champs que l'Eglise possèdent , y sont soumis. *Si Tributum „ petit , non negatur ; agri Ecclesie*

„ *solvunt Tributum.* Il ajoute ; si
 „ le Fils de Dieu a payé le Tri-
 „ but , qui êtes-vous pour croire
 „ que votre élévation pourra
 „ vous en exempter ? *Si censum*
 „ *Filius Dei solvit , quis tu tantus*
 „ *es , qui putas non esse solvendum ?*
 „ Si vous ne voulez rien payer à
 „ César , ne possédez point des
 „ Biens de ce monde ; mais si
 „ vous avez des richesses , vous
 „ êtes Tributaire de César. *Si tu*
 „ *vis non esse obnoxius Cæsari , noli*
 „ *habere quæ mundi sunt ; sed si ha-*
 „ *bes divitias , obnoxius es Cæsari.*
 „ Si vous voulez ne rien devoir
 „ au Souverain temporel , aban-
 „ donnez tout , & suivez Jésus-
 „ Christ ; *si vis Regi. nihil debere*
 „ *terreno , relinque omnia & se-*
 „ *quere Christum.*

Les Défenseurs de l'Immunité
 réelle ont rougi d'être d'une opi-

nion condamnée par Saint Ambroise, & ils ont interprété suivant leurs principes d'autres endroits de ses Ouvrages. L'Empereur Valentinien le Jeune lui demandoit une Eglise pour les Ariens. S. Ambroise résista avec fermeté. „ Cette Eglise appar-
 „ tient à Dieu, dit-il, elle ne
 „ doit pas être cédée à César;
 „ *Ecclesia Dei est, Cæsari utique*
 „ *non debet addici.* La fermeté de Saint Ambroise n'avoit pas pour objet le Tribut que l'Empereur imposoit sur les Biens d'Eglise, la suite de son discours le démontre. „ Si l'Empereur demande
 „ le Tribut, nous ne le refusons
 „ pas; les champs qui appartiennent à l'Eglise le payent; nous
 „ payons à César ce qui appartient à César, & à Dieu,
 „ ce qui est à Dieu. Le Tribut

„ appartient à César ; l'Eglise
 „ (c'est celle que demandoient
 „ les Arriens) l'Eglise est à Dieu,
 „ elle ne doit pas être cédée à
 „ César. „ Comment trouver
 dans ce passage de S. Ambroise
 l'exemption des impositions ?

Dans le même Ouvrage , ce
 Pere de l'Eglise , après avoir dit
 que l'Eglise payoit les Tributs
 pour les immeubles qu'elle possé-
 doit , ajoute. „ Si l'Empereur de-
 „ sire avoir les fonds même de
 „ l'Eglise , il a assez de forces
 „ pour s'en saisir , aucun de nous
 „ ne s'y oppose ; les aumônes du
 „ peuple pourront être assez
 „ abondantes pour les Pauvres.
 „ Que les Biens d'Eglise n'exci-
 „ tent point l'envie contre elle , ils
 „ peuvent les enlever , s'ils le
 „ veulent ; je ne les donne pas à
 „ l'Empereur , mais aussi je ne
 „ les

les lui refuse pas. » *Agri Ecclesie*
 » *solvunt Tributum*, si agros desi-
 » *derat Imperator, potestatem ha-*
 » *bet vindicandorum: nemo nostrum*
 » *intervenit*, potest pauperibus col-
 » *latio populi redundare*; non fa-
 » *ciant de agris invidiam*, tollant
 » *eos, si libitum est*; Imperatori non
 » *dono, sed non nego.* » L'on ne
 peut établir avec plus de force &
 plus de précision, que l'Eglise
 doit payer le Tribut; mais que
 les Souverains ne pourroient sans
 injustice lui enlever ses fonds.

L'Empereur Honorius a porté
 une Loi remarquable pour accor-
 der quelques Immunités aux Egli-
 ses établies dans les Villes. » Il
 » est à propos, dit-il, de prescrire
 » avec prudence & avec modéra-
 » tion les Immunités dont les
 » Eglises des Villes doivent jouir.
 » *Placet rationabilis Consilii tenore*

» *perpenſo , diſtrictâ modératione*
 » *præſcribere à quibus ſpecialiter*
 » *neceſſitatibus Eccleſiæ urbium ſin-*
 » *gularum habeantur immunes.* «

Il les exempté des charges ſordides , de la réparation des chemins , des impositions extraordinaires que l'on ajoutoit aux impositions générales appellés indications , de l'entretien des ponts , du transport des provisions des armées , de la fourniture des voitures pour les besoins publics. Toutes ces exemptions étoient personnelles aux Eglises des Villes ; celles de la Campagnes y étoient ſoumiſes. » Enfin , dit la
 » Loi , qu'on ne demande aux
 » Eglises des Villes que des impositions ordinaires , & que l'on
 » n'exige pas d'elles ce qui eſt néceſſaire pour les besoins impré-
 » vûs : *poſtremò nihil præter Cano-*

*„nicam illationem, quod adventicia
 „necessitatis sarcina repentinade po-
 „poscerit, ejus functionibus adscri-
 „batur. „* J'ai déjà observé que
 dans la latinité du bas Empire, *Ca-
 nonica illatio* ; veut dire le Tribut
 ordinaire, les impositions réglées
 que l'on apportoit au trésor pu-
 blic. Honorius parle en maître
 des Immunités de l'Eglise, en
 Souverain qui les donne & qui
 les modifie selon la prudence
 & suivant les besoins de l'Etat ; il
 donne aux Eglises des Villes des
 exemptions qu'il refuse à celles de
 la Campagne. „ Il marque, dit la
 „Glose, son respect pour l'Eglise,
 „sans trop charger la République
 „par des privilèges qui tiennent
 „de la profusion ; *sicut neque res-
 „publica effusa immunitate nimis
 „oneraretur, & honor Ecclesiis
 „exhiberetur. „*

B 2 ij.

Théodose le jeune exempta l'Eglise de Thessalonique de la Capitation ; mais il ne voulut pas que cette prérogative s'étendît aux autres Eglises. » Que l'Eglise
 » de Thessalonique sçache , dit-il,
 » que je ne remets que la Capita-
 » tion personnelle ; car il ne faut
 » pas abuser du nom de l'Eglise
 » pour accabler la République
 » des impôts qu'elle ne doit pas
 » porter. *Ita tamen ut aperte sciat*
 » (*Thessalonicensis Ecclesia*) *pro-*
 » *prie tantum modo Capitationis*
 » *modum beneficio mei numinis suble-*
 » *vandum : nec externorum grava-*
 » *mine Tributorum Rempublicam*
 » *Ecclesiastici nominis abusione læ-*
 » *dendam.*

La Capitation étoit dans les derniers tems de l'Empire Romain une branche considérable du Tribut public. Cette Capita-

tion étoit imposée sur toutes les personnes, sans exception, sur tous les sujets de l'Empire; de même que la taxe par arpens affectoit toutes les terres qui étoient sous la domination des Empereurs. La seule Loi de Théodose le jeune suffiroit pour prouver, que tous les Ecclésiastiques payoient la Capitation. L'Empereur n'en dispense qu'une des premières Eglises du monde; mais il a prévu que l'on pourroit abuser de la grace qu'il accordoit, il a réduit l'exemption de la Capitation à une Eglise particulière, par un motif digne de la sagesse d'un Législateur; on ne doit point le perdre de vue dans l'examen de cette question. L'Etat ne doit pas porter un fardeau qui lui est étranger, sous le prétexte de la faveur que le

Clergé mérite : » *Nec externo-*
 » *rum gravamine Tributorum Rem-*
 » *publicam Ecclesiastici nominis*
 » *abusione lædendam.*

La Loi de Théodose le jeune n'a fait que confirmer une autre Loi de l'Empereur Arcadius son Prédécesseur immédiat. Arcadius avoit décidé, que pour les Eglises des Campagnes, l'on ne devoit ordonner que ceux qui étoient originaires des Bourgs & des Villages où ces Eglises étoient établies. Le nombre des Clercs devoit être proportionné à l'étendue & aux besoins de chaque Eglise, & ce nombre devoit être fixé par l'Evêque Diocésain; mais l'Empereur Arcadius ne permit pas que les Clercs pussent se flatter d'obtenir par leur Ordination & par leur destination au service de l'Eglise la dispense de

la Capitation ; » *cà tenus ordinem-*
 » *tur, ut propria Capitationis onus*
 » *ac sarcinam recognoscant.* * D'ail-
 leurs, nous avons dans le Code
 une Loi portée par les Empe-
 reurs Honorius & Théodose le
 jeune, pour soumettre expresse-
 ment l'Eglise aux réparations des
 chemins & des ponts, par la rai-
 son que cette charge ne devoit
 pas être comptée parmi celles
 que l'on appelloit sordides. » *Ad*
 » *instructiones itinerum pontiumque,*
 » *etiam divinas domos & venera-*
 » *biles Ecclesias, tam laudabili ti-*
 » *tulo. Libenter adscribimus, quia*
 » *non est inter sordida munera nu-*
 » *meratum.* L. 7. Cod. de sacros.
 » Eccles.

L'Empereur Justinien a regné
 soixante & dix-sept ans après la
 mort de Théodose le jeune. Il

* L. 33. Cod. Theod. de Episcop. & Cleric.

a inséré dans son Code la Loi de Théodose ; * c'est une preuve qu'il vouloit également que l'Eglise de Thessalonique conservât son privilège , & que les autres Eglises payassent la Capitation ; mais pour le regne de Justinien , l'on n'est pas réduit à chercher des Loix étrangères à cet Empereur ; il en a fait deux , qui sont décisives contre l'immunité absolue des biens d'Eglise. Les Vandales Ariens , & ennemis de l'Eglise Catholique , avoient usurpé des Immeubles qui appartenoient aux Eglises d'Afrique ; Justinien ordonna qu'on les leur rendît , sous la condition expresse , qu'elles payeroient pour les Immeubles ces Tributs accoutumés.

» *Ab Arianis ablata Capiunto ,*
 » *sibi que habento Ecclesia Africae ;*

* L. II. Cod. just. de Episcop. & Cleric.

» *ut tamen publicas pro eis pensio-*
 » *nes conferant, ab eisdem acceptis*
 » *Immobilibus à nemine lædendis.**
 Et Cujas dit dans son Commen-
 taire sur cette Nouvelle » qu'il
 » est très-certain qu'autrefois les
 » Eglises n'étoient pas exemptes
 » des Impositions; *Ecclesias non*
 » *fuisse olim immunes à publicis*
 » *collationibus, certissimum est.*

Une autre Loi de Justinien
 concerne l'Immunité de l'Eglise
 de Constantinople. Cette Eglise
 possédoit onze cens boutiques
 qui lui avoient été données, afin
 qu'elle n'exigeât rien pour les en-
 terremens. Justinien exempt des
 Impositions huit cens de ces bou-
 tiques; pour les autres trois cens,
 il les soumet aux Impositions or-
 dinaires. » *Octingentæ quidem offi-*
 » *cina corpora præsent, trecentæ*

* Novell. 37.

a inféré dans son Code la Loi de Théodose ; * c'est une preuve qu'il vouloit également que l'Eglise de Thessalonique conservât son privilège , & que les autres Eglises payassent la Capitation ; mais pour le regne de Justinien , l'on n'est pas réduit à chercher des Loix étrangères à cet Empereur ; il en a fait deux , qui sont décisives contre l'immunité absolue des biens d'Eglise. Les Vandales Ariens , & ennemis de l'Eglise Catholique , avoient usurpé des Immeubles qui appartenoient aux Eglises d'Afrique ; Justinien ordonna qu'on les leur rendît , sous la condition expresse , qu'elles payeroient pour les Immeubles ces Tributs accoutumés.

» *Ab Arianis ablata Capiunto ,*
 » *sibi que habento Ecclesiæ Africæ ;*

* L. II. Cod. just. de Episcop. & Cleric.

„ *ut tamen publicas pro eis penſio-*
 „ *nes conferant, ab eiſdem acceptis*
 „ *Immobilibus à nemine lædendis.**
 Et Cujas dit. dans ſon Commen-
 taire ſur cette Nouvelle „ qu’il
 „ eſt très-certain qu’autrefois les
 „ Eglifeſ n’étoient pas exemptes
 „ des Impoſitions; *Eccleſias non*
 „ *ſuiſſe olim immunes à publicis*
 „ *collationibus, certiffimum eſt.*

Une autre Loi de Juſtinien
 concerne l’Immunité de l’Egliſe
 de Conſtantinople. Cette Eglife
 poſſédoit onze cens boutiques
 qui lui avoient été données, afin
 qu’elle n’exigeât rien pour les en-
 terremens. Juſtinien exempte des
 Impoſitions huit cens de ces bou-
 tiques; pour les autres trois cens,
 il les ſoumet aux Impoſitions or-
 dinaires. „ *Octingentæ quidem offi-*
 „ *cinae corpora præſent, trecentæ*

* Novell. 37.

*» autem in exactione pecuniarum
 » consistant.* « C'est prononcer en
 propriétaire légitime du Tribut
 Ecclésiastique, que d'en dispen-
 ser, ou de l'exiger, comme on
 le juge à propos.

Cette exemption n'étoit ac-
 cordée qu'à l'Eglise Patriarchale
 de Constantinople; toutes les au-
 tres Eglises de la même Ville,
 les Hôpitaux, & les Monastères
 qui possédoient des Immeubles
 de cette espece, étoient soumis à
 toutes les impositions. Justinien
 dit en effet dans la même Loi:

*» Quant aux boutiques qui sont
 » dans les quatorze quartiers de
 » cette Ville illustre, soit qu'elles
 » appartiennent à quelque Eglise,
 » soit qu'elles dépendent des Hô-
 » pitaux, des Monastères, ou des
 » Maisons des Orphelins
 » Elles payeront tous les Tributs.*

» qu'on leur a imposés ; » *Cæteræ vero omnes hujus almae urbis quatuordecim regionum officinae, sive sacrosanctæ alicujus sint Ecclesiæ, sive Hospitalium, sive Monasteriorum, sive Orphanotrophiorum. . . . Hæ, inquam, omnes publica ipsis imposita præstent vectigalia.** »

L'on voit encore dans le digeste, compilé par l'ordre de Justinien, une Loi qui soumet expressément les Evêques aux charges publiques. Cette Loi explique dans un grand détail toutes les exemptions qui avoient été accordées, pour les charges personnelles, pour celles qui étoient patrimoniales & réelles, pour celles enfin qui étoient mixtes, & qui tenoient du personnel & du réel. Le paragraphe 24. de cette Loi dit, » Que ceux mê-

* Novell. 43.

» mes qui commandent quelques
 » troupes, les soldats vétérans,
 » ceux qui sont encore au servi-
 » ce, ceux qui prétendent avoir
 » des privilèges, & les Evêques
 » ne peuvent s'en excuser. *Ab*
 » *hujusmodi muneribus, neque pri-*
 » *mipilaris, neque veteranus, aut*
 » *miles, aliusve qui privilegio ali-*
 » *quo subnixus, nec l'ontifex excu-*
 » *satur.**

Personne n'ignore que les loix
 de Justinien ont fixé la Jurispru-
 dence Romaine. Ces loix passe-
 rent dans les Gaules, & plusieurs
 Provinces les adopterent. Ainsi
 le dernier état de la Jurispruden-
 ce Romaine a été que toutes les
 Eglises de l'Empire, qui n'avoient
 pas obtenu des exemptions par-
 ticulieres, fussent soumises aux

* *L. Munerum ff. 24. ff. de muneribus & honorib.*

impositions ordinaires. Or, les exemptions particulieres étoient très-rares, & les Empereurs les accordoient très-difficilement, pour ne pas appauvrir le fisc. On en peut juger par la loi de Justinien qui concerne l'Eglise de Constantinople, où Justinien résidoit, & dont Constantin avoit fait la nouvelle capitale de son Empire. Cette Eglise si distinguée n'avoit qu'une exemption très-médiocre, & pour une petite portion de ses biens. Justinien avoit soumis toutes les autres Eglises, les Monasteres, les Hôpitaux, les maisons des Orphelins de Constantinople, aux impositions ordinaires. Tel a été le droit commun de l'Empire Romain jusqu'à sa chute, sous le regne d'Augustule.

Depuis Constant jusqu'à Au-

gustule, il s'est écoulé environ cent quarante ans, pendant lesquels l'Eglise a payé le Tribut aux Empereurs Chrétiens ; ce fait est prouvé par les loix que j'ai citées, & ce fait est important. Dans cet intervalle de tems, il s'est tenu deux Conciles œcuméniques qui n'ont attribué à l'Eglise, ni Immunité générale, ni Immunité particulière. Ils ne se sont point ingérés dans une affaire aussi profane que le Tribut, ils ne se sont pas plaints de ce que les Empereurs exigeoient les impositions des biens d'Eglise en vertu de Loix expressees, & publiées dans tout l'Empire ; ils n'ont pas imploré le droit divin, ils n'ont pas menacé les Empereurs & ceux qui exécutoient leurs ordres, des censures ecclésiastiques. Alors les Théodoses

exigeoient le Tribut des Eglises, les Augustins & les Ambroises le payoient sans murmurer. L'Eglise commençoit à s'enrichir, elle ne prétendoit pas conserver l'exemption que Constantin lui avoit donnée à raison de son indigence, elle ne disoit pas à l'Empereur Constant, que la libéralité de Constantin son pere fût perpétuelle, qu'une Loi passagère faite par des motifs qui ne subsistoient plus, fût une Loi irrévocable, & que la Puissance souveraine ne pouvoit lui prescrire des bornes. L'exemple d'un Théodose & d'un Justinien peut être proposé à tous les Princes Chrétiens. La soumission des premiers Conciles œcuméniques & des Peres de l'Eglise doit servir de modèle aux Ecclésiastiques de nos jours. L'ordre des tems

demande que j'examine présentement les privileges dont l'Eglise Gallicane a joui, depuis la conversion de Clovis.

On ne peut pas douter, * à la vûe des Loix que j'ai rapportées, que les Eglises de Gaules ne payassent les impositions établies dans l'Empire Romain, lorsque Clovis fonda son Royaume. Ce Prince converti donna quelques biens à l'Eglise, & j'ai prouvé par le témoignage des Peres du Concile d'Orleans, qu'il n'accorda d'Immunité que pour les dons qu'il avoit faits lui-même. Si les Eglises des Gaules étoient pauvres, si leur état demandoit des secours plus forts & plus abondans, Clovis dans l'embarras d'un nouvel établissement ne pouvoit donner une exemption générale,

* Loix des Rois de France sur les Immunités.

même pour un tems limité ; il proportionna ses bienfaits à ses besoins , plutôt qu'à ceux de l'Eglise , quelques pressans qu'ils pussent être.

Cette Immunité pour les seuls biens que Clovis avoit donnés à l'Eglise , ne pouvoit être onéreuse à l'Etat , & elle auroit pû subsister sans conséquence. Cependant elle a eu le même sort que celle de Constantin , à peine étoit-elle née , que l'on a pensé à la détruire. Il n'y a eu qu'un intervalle de quarante-cinq ans , entre le regne de Clovis & celui de Clotaire I. & Clotaire se proposa d'exiger de toutes les Eglises de son Royaume le tiers de leurs revenus , sans excepter même les dons faits par Clovis. Gregoire de Tours atteste , que tous les Evêques y acquiescerent ,

quoique malgré eux. Le seul Evêque de Tours appelé Injuriosus s'opposa aux desseins de Clotaire.

» Si vous voulez, lui dit-il, en-
 » lever les biens qui appartiennent à Dieu, il vous privera
 » bientôt de votre Royaume.
 » Seroit-il juste que vous remplissiez vos greniers de ce qui
 » est destiné à la nourriture des
 » pauvres, vous qui devez leur
 » donner leur subsistance ? « Injuriosus se retira, menaçant le Roi de la colere de S. Martin.

Clotaire, inquiet de la retraite de cet Evêque, lui envoya des présents, & alors il se borna à révoquer les ordres qu'il avoit donnés ; mais sur la fin de sa vie, les Evêques obtinrent de lui une exemption sur laquelle il s'est expliqué en ces termes. » Nous
 » accordons des champs, des pâ-

» turages & des dixmes de pores
 » à l'Eglise, suivant les sentimens
 » de notre dévotion & de notre
 » foi ; en sorte que l'on n'exige
 » rien des biens de l'Eglise, &
 » que l'on ne soumette point aux
 » fonctions publiques l'Eglise &
 » les Clercs, qui ont mérité d'ob-
 » tenir cette Immunité de notre
 » Ayeul, de notre Pere, & de
 » notre Frere ; *Agraria, pascu-*
 » *ria, vel decimas porcorum Ec-*
 » *clesiæ pro fidei nostræ devotione*
 » *concedimus ; ita ut actor aut de-*
 » *cimator in rebus Ecclesiæ nullus*
 » *accedat, Ecclesiæ vel Clericis*
 » *nullam requirant agentes publici*
 » *functionem, qui avi, aut Geni-*
 » *toris, aut Germani nostri Immu-*
 » *nitatem meruerunt.* *

L'on ne doit entendre ce capitulaire que des biens que Clo-

* Tom. 5. Concil. gener. Lab. Col. 827.

taire avoit donnés à l'Eglise , & qu'il exemptoit des Impositions, à l'exemple de ses Prédecesseurs, & spécialement de Clovis son ayeul , qui n'avoit accordé l'Immunité que pour ses propres dons. Aussi les Successeurs de Clotaire ne reconnurent point d'Immunité générale, nous en avons des preuves authentiques & en grand nombre.

Charlemagne ordonna que les biens d'Eglise , qui payoient le Cens , c'est-à-dire , selon le langage du tems ; les Impositions , payassent aussi la Dixme & la Neûme , & que les biens d'Eglise que l'on avoit exemptés du Cens , le payassent à l'avenir avec la Dixme & la Neûme ; la Loi étoit générale & sans aucune exception ; » *de rebus vero Ecclesiarum unde nunc census exeunt ,*

» *decima & nona cum ipso censu*
 » *fit soluta & unde antea non exie-*
 » *runt, similiter decima & nona*
 » *cum ipso censu fit soluta. capit.*
 » *An. 779.*

Pour entendre les autres capitulaires, il faut sçavoir que chaque Eglise Paroissiale avoit une dot primitive, qui consistoit ordinairement en une habitation, douze bunnaires, ou bonnaires de terres, & deux ou quatre Esclaves pour les cultiver. Le bunnair étoit une mesure de terre labourable, comme l'arpent l'est aujourd'hui, & l'habitation avec les terres adjacentes s'appelloit
 » *Mansus Ecclesie.* * «

Louis le Débonnaire ordonna que chaque Eglise Paroissiale possédât son habitation & ses dépendances exemptes de tout autre

* Glossair. de Ducange.

service, que du service des Autels; il défendit d'exiger des Prêtres attachés à ces Eglises Paroissiales des droits, à l'occasion des dixmes & des offrandes qu'ils recevoient, ou pour les maisons, les cours, & les jardins qui composoient le Mansus. Cette exemption étoit donc bornée aux Eglises Paroissiales, & à une petite portion de leurs biens; tout ce qu'elle possédoient au-delà de leur dot primitive étoit soumis aux charges ordinaires envers les Seigneurs; à plus forte raison envers les Souverains. » *Statutum est*
 » *ut unicuique Ecclesiae unus mansus*
 » *integer absque ullo servitio attri-*
 » *buatur, & presbyteri in eis consti-*
 » *tuti, non de decimis, neque de*
 » *oblationibus fidelium, non de do-*
 » *mibus, neque de atriis, vel hortis*
 » *juxta Ecclesiam positis, neque de*

» *præscripto manso aliquod servi-*
 » *tium præter Ecclesiasticum fa-*
 » *ciant ; & si quid amplius habue-*
 » *rint , inde Senioribus debitum ser-*
 » *vitium impendant. **

Ce Capitulaire n'établit en aucune maniere l'exemption des impôts , même en faveur des Eglises Paroissiales , qui doivent toujours être les plus Privilégiées. Il ne parle que des services dûs aux Seigneurs des terres , & par cette circonstance, il ne peut être appliqué qu'aux Eglises de la Campagne. Les Eglises Paroissiales sont caractérisées par les dixmes & les offrandes qu'elles recueilloient ; la dot primitive est seule affranchie des services dont il s'agit. Ces réflexions prouvent l'erreur de quelques Canonistes , qui ont prétendu qu'en vertu de

- * *Capitul. Lud. pii , an. 816. cap. 10.*

ce Capitulaire, la dot primitive de toutes les Eglises devoient du moins être libres des impositions. Ce que chaque Eglise devoit pour ses biens au Roi & à l'Etat est d'un ordre bien supérieur aux services qui étoient dûs aux Seigneurs des Terres ; il auroit été nécessaire d'en exempter expressément la dot primitive de chaque Eglise, & l'on ne trouve nulle part cette exemption.

Nous avons encore un Capitulaire de Charles le Chauve, qui parle à peu près dans les mêmes termes de l'Immunité des Eglises Paroissiales ; il exempte des services dûs aux Seigneurs les habitations de ces Eglises, & les biens médiocres qu'on leur donnoit pour y être inhumés ; *ut de uno manso ad Ecclesiam dato, nullus Census, nec Caballi pastus à Senioribus*

*» prioribus requiratur ; sed neque de
 » terrulis ac vineolis pro loco sepul-
 » turæ ad easdem Ecclesias datis ;
 » neque de decimis , sicut in Canoni-
 » bus continetur.**

Si ces Capitulaires ne parlent pas expressément du Tribut, pour y soumettre les Ecclésiastiques & les Biens d'Eglise, il n'en est pas moins certain que les Ecclésiastiques étoient contribuables sous les Rois de la seconde race. En effet Charles le Chauve a décidé, que lorsqu'on donnoit à l'Eglise des Biens, qui entre les mains des Laïcs avoient payé au Roi le Tribut accoutumé, il falloit, ou que l'Eglise les rendît aux héritiers des Donateurs, ou qu'elle en payât les impositions, sans distinguer, si ces Biens formoient la dot primitive des Egli-

* Capitul. Car. Calv. an. 865. tit. 37. cap. 11.

ses, ou s'ils étoient de nouvelles acquisitions. » *Ut de rebus unde*
» Censur ad partem Regis exire so-
» lebat, si ad aliquam Ecclesiam
» traditæ sunt, aut reddantur pro-
» priis hæredibus, aut qui eas reti-
*» nuerit, illum censum persolvat.**

Loi générale pour toutes les Eglises & pour tous les Biens donnés à l'Eglise. Loi juste & même nécessaire, pour ne pas priver le Souverain & l'Etat des secours qu'ils recevoient de ces Biens, pour reconnoître la grace qu'ils font à l'Eglise, lorsqu'en sa faveur ils tirent ces biens du Commerce, & qu'ils les rendent inaliénables.

J'ai établi comme une maxime certaine du droit public, que les fonds qui ont été soumis au Tribut, ne peuvent en être affran-

* Capitul. lib. 3. cap. 86.*

chis que par une Loi expresse ;
 par une dispense particuliere ,
 même lorsque ces fonds passent
 dans les mains de l'Eglise ; & cet-
 te maxime est encore confirmée
 par les Capitulaires de Charles
 le Chauve. » *Quiconque* , dit cet
 « Empereur , donnera une terre
 » Tributaire & qui nous payoit les
 » impositions , ou à l'Eglise , ou à
 » quelque autre personne , celui
 » qui la recevra , payera absolu-
 » ment à notre trésor le Tribut
 » qu'elle payoit auparavant ; à
 » moins qu'il ne prouve que le
 » Tribut lui a été remis par l'au-
 » torité Royale. *Quicumque ter-*
 » *ram Tributariam unde Tributum*
 » *ad partem nostram exire solebat ,*
 » *vel ad Ecclesiam , vel cui ibet al-*
 » *teri tradiderit , is qui eam susce-*
 » *perit , tributum quod inde solve-*
 » *batur omni modo ad partem no-*

*fratrum persolvat; nisi forte talentum
firmitatem de parte dominicâ ha-
beat, per quam ipsi Tributum
sibi perdonatum possit ostendere.*

Le Clergé ne pourroit établir sa prétendue Immunité réelle que sur deux sortes de Loi ; ou sur une Loi générale , qui eût affranchi ses biens du Droit commun , & qui les eût dispensés de toutes les impositions & pour toujours : cette Loi n'a jamais existé , & aucun Souverain n'auroit le droit de l'établir ; ou sur des Loix particulieres pour chaque Eglise , & le Clergé n'en a pas ; s'il en avoit , il faudroit encore examiner les motifs de nécessité ou d'utilité qui les ont fait accorder , il faudroit les détruire , si elles étoient trop onéreuses à l'Etat. Le principe invincible du Droit est , que tout pri-

vilége qui devient préjudiciable au public, doit être révoqué : l'avantage des particuliers doit toujours céder au bien public.

Les biens que le Clergé possède sont de deux especes, ou ils ont été de l'ancien Domaine de la Couronne, ou ils ont été donnés par des particuliers. S'ils ont appartenus à la Couronne, ils étoient plus particulièrement affectés au Service de l'Etat. Le Domaine des Rois étoit autrefois uniquement destiné à l'entretien de leur Maison ; c'est une charge de l'Etat, dont le Domaine se foulageoit. Les Rois ont bien voulu en détacher de grands fiefs, des terres considérables en faveur de l'Eglise ; leur revenu ne doit plus être entierement absorbé par les dépenses de l'Etat ; mais leur ancienne destination est une

C. ij

raison de plus pour les soumettre
aux impositions. Si les Biens d'E-
glise ont été donnés par des parti-
culiers, ils ont payé le Tribut ; ils
le doivent encore , à moins que
l'on ne prouve qu'il leur a été re-
mis pour des raisons toujours sub-
sistantes. » *Tributum quod inde sol-*
» *vebatur, persolvat, nisi forte ta-*
» *lem firmitatem de parte dominicæ*
» *habeat per quam ipsi Tributum*
» *sibi perdonatum possit ostendere.*

L'on sçait la différence qui a
subsisté long-tems dans les Gaules
entre les Francs, les Romains, &
les Gaulois. Charles le Chauve
reconnoit dans l'un de ses Capitu-
laires, que ses prédécesseurs » ont
» permis aux Francs de donner, ou
» de vendre leur biens à la Mai-
» son de Dieu, & de se consa-
» crer au Service Divin. *Francis*
» *hominibus res suas ad Casam Dei,*

„ *vel aliis tradere ac vendere , eos-*
 „ *que ad Divinum servitium con-*
 „ *verti , si vellent , non prohibue-*
 „ *runt.* Nous n'empêchons pas
 „ encore dit ce Prince , que les
 „ Francs donnent ou vendent
 „ leurs biens , pourvû que les
 „ Droits Royaux ne soient pas
 „ perdus. *Si quis de talibus Fran-*
 „ *cis de suis rebus tradere , vel ven-*
 „ *dere voluerit , non prohibemus ,*
 „ *tantum ut jus regium quod sibi*
 „ *debetur , sine ratione non perdat.**

Toutes ces Loix de Charles le
 Chauve sont claires & précises ;
 elles ont formé le Droit commun
 du neuvième siècle , & elles dé-
 posent qu'alors les Biens d'Eglise
 étoient soumis aux impositions
 ordinaires.

Nous en avons d'ailleurs tant
 de preuves , qu'il n'est pas possi-

* Capitul. Car. Calv. an. 864. cap. 28.

ble de se refuser à l'évidence de ce fait. Grégoire de Tours* nous a conservé une Lettre que le Clergé d'Auvergne écrivit au Roi Théodebert, pour le prier de laisser jouir les Recteurs des Eglises, les Clercs, & même les Laïcs, soit qu'ils fussent ses Sujets, ou Sujets des Rois ses Oncles, des Biens qu'ils avoient sous sa domination (dans le Royaume d'Austrasie) » afin, di-
 » soit le Clergé d'Auvergne, que
 » tous étant sûrs de conserver la
 » propriété de leurs Biens, ils
 » puissent payer les Tributs qui
 » sont dûs au Roi, sous la domi-
 » nation duquel ces Biens sont
 » situés ; *ut tam Rectores Ecclesi-*
 » *rum, quam universi Clerici, at-*
 » *que etiam saculares sub regni*
 » *vestri conditione manentes, nec*

* Oper. Gregor. Tur. edit. Ruinart. pag. 1334.

„ non ad Domnorum Regum pa-
 „ truorum vestrorum dominium per-
 „ tinentes , de quod in sorte vestra,
 „ extraneos , de quod proprium ha-
 „ bere semper visi sunt , non permit-
 „ tatis existere , ut securus quicum-
 „ que proprietatem suam possidens
 „ debita Tributa dissolvat Domino
 „ in cujus sortem possessio sua per-
 „ venit.

Theodebert rendit à ceux qui
 avoient des Biens sous sa domi-
 nation la justice qu'on sollicitoit
 en leur faveur ; & touché de l'é-
 tat où étoient alors les Eglises
 d'Auvergne , il leur remit tous
 les Tributs qu'elles devoient payer
 au fisc. „ *Omne Tributum quod*
 „ *fisco suo ab Ecclesiis in Arverno*
 „ *fitis pendebatur , clementer indul-*
 „ *fit ;* & la remise de ce Tribut ,
 „ dit Grégoire de Tours , fut un
 „ effet de la bonté de ce Prince,

» *clementer indulſit.* » Ce fait eſt
du ſeptième ſiècle.

L'on étoit perſuadé alors, que
l'exemption des Tributs accor-
dés à une Eglise particuliere à
raison de ſa pauvreté, ou par
d'autres motifs capables de tou-
cher le Souverain, ne pouvoit
ſubſiſter que pendant ſon Règne,
& l'on en demandoit la confir-
mation à ſes ſucceſſeurs. Depuis
l'exemption accordée aux Egli-
ſes d'Auvergne par Theodebert,
il ne s'étoit écoulé que cinquante
ans, lorsqu'elles en demande-
rent la confirmation à Childe-
bert le Jeune. Grégoire de Tours
dit; » dans cette Cité (d'Auver-
» gne) le Roi Childebert accorda
» par une pieuſe libéralité que
» les Eglises, les Monasteres, les
» Clercs, & tous ceux qui exer-
» çoient quelques fonctions dans

» les Eglises , fussent exempts du
 » Tribut. *Apud Aruernos verò...*
 » *in supradictà urbe Childebertus*
 » *Rex omne Tributum tam Eccle-*
 » *siis , quàm Monasteriis , vel re-*
 » *liquis Clericis qui ad Ecclesiam*
 » *pertinere videbantur , aut qui-*
 » *cumque officium Ecclesiæ exerce-*
 » *bant , largâ pietate concessit. **

Un grand Evêque , tel que Grégoire de Tours, auroit-il attribué à la pieuse libéralité de Childebert une exemption qui auroit été dûe à l'Eglise de droit naturel & divin , une exemption qu'il n'accorderoit qu'à des Eglises particulières, quoique l'on prétende qu'elle est dûe à l'Eglise, Universelle ?

Sydonius Appollinaris vivoit au cinquième siècle , il étoit Evêque en Auvergne , & il avoue que

Gregor. Tur. hist. lib. 10, cap. 6. & 7.

C vj

de son tems les Evêques étoient soumis à la Capitation ; c'étoit alors l'usage que toutes les cottes de la Capitation fussent égales ; mais pour ne pas accabler les pauvres , on partageoit quelquefois une cote , ou ce que l'on appelloit alors une tête , entre plusieurs contribuables , de même que l'on impoisoit plusieurs cottes ou têtes à une personne assez riche pour les payer. Sydonius Apollinaris avoit suivi le parti d'Avitus que l'Armée des Gaules avoit proclamé Empereur à Toulouse , & qui étoit le Compétiteur de Majorien pour l'Empire. Lorsque Majorien fut tranquille sur le Trône ; il voulut se venger de ceux qui avoient reconnu Avitus. Sydonius Appollinaris étoit du nombre , on le chargea de trois cottes de Capi.

tation. Il excelloit dans la Poësie Latine, & il présenta à Majorien une Requête en Vers, où il dit, qu'on ne doit pas croire qu'il y eût encore des Gerions, qu'il ne connoît d'autre monstre que le Tribut, qu'on lui a donné trois têtes à porter; & qu'il ne peut vivre, si l'Empereur n'a la bonté de l'en débarrasser.

*Geryones non esse puta, monstrumque Tributum;
Hic capita, ut vivam, tu mihi tolle tria.**

Le célèbre Hincmar, Archevêque de Rheims, a reconnu dans le neuvième siècle que les Ecclésiastiques devoient payer le Tribut, & qu'ils étoient obligés de soumettre au Roi des Biens temporels qu'ils ne possédoient que par sa permission: » *Si per
» jura Regum possident possessiones,*

* Syd. Appol. ad Major. cap. 13.

» non possunt ut Regi de Ecclesiasti-
 » cis possessionibus obsequium non
 » exhibeant. Il dit encore, l'Eglise
 » paye au Roi & à la République
 » les Tributs, que nous appel-
 » lons Dons annuels ; elle les
 » paye pour être protégée & dé-
 » fendue, & pour observer ce
 » que l'Apôtre ordonne : rendez
 » l'honneur à celui à qui l'hon-
 » neur appartient, payez les Tri-
 » buts à celui qui a droit de les
 » exiger, payez - les au Roi, &
 » à ceux qui vous défendent. »
Causâ suæ deffensionis Regi ac Rei-
publicæ vectigalia quæ nobiscum
annua dona vocantur præstat Ec-
clesia, servant quod jubet Aposto-
lus, cui honorem, honorem ; cui vec-
tigal, vectigal ; præstate Regi ac
deffensoribus vestris.

Il paroît par les loix, les exem-
 ples & les autorités que j'ai cités,

qu'après la conversion de Constantin, l'Eglise universelle a payé les impositions ordinaires, qui étoient la Capitation & la Taxe par arpens. L'Eglise Gallicanne en particulier y a été soumise depuis la conversion de Clovis ; & les preuves en sont si fortes, que deux Auteurs modernes très-instruits de l'Histoire de France, & tous deux du Clergé, ont reconnu cette vérité. Le Pere Thomassin dit ; * » Il résulte de toutes » ces Loix Impériales depuis Con- » stantin le Grand, jusqu'au Grand » Theodose, que si les Biens d'E- » glise ont été exempts des con- » tributions sordides & extraor- » dinaires, ils ne l'ont pas été, » ou ne l'ont été que très-peu de » tems des canoniques, ou ordi-

* Discip. Ecclési. Part. III. Liv. I. chap. 33.
no. 10.

» naïres; & quant aux Ecclésiastiques; qu'ils ont été affranchis des charges personnelles, & que leurs héritages & tous leurs Biens patrimoniaux ont été asservis aux exactions publiques, au moins aux ordinaires, & n'ont tout au plus été affranchis que des extraordinaires.

L'Auteur de l'Histoire critique de l'Etablissement de la Monarchie Françoisé dans les Gaules rapporte plusieurs faits, qui prouvent que sous la première & sous la seconde race de nos Rois; les Ecclésiastiques & les Biens d'Eglise étoient sujets aux impositions ordinaires. Il remonte jusqu'à l'origine de la Capitation & de la Taxe par arpens; & il ajoute, » qu'aucune personne n'étoit exempte par son état de payer

» le Tribut public pour les biens
 » qu'elle possédoit ; & l'Eglise
 » même n'avoit pas le droit d'af-
 » franchir de ce Tribut les fonds
 » dont elle étoit propriétaire. Il
 » n'y avoit que ceux à qui le
 » Prince avoit , par un privilège
 » particulier , accordé une exem-
 » ption spéciale , qui ne fussent
 » point tenus d'acquitter le Cen-
 » sus. * Il cite le Canon du Con-
 » cile d'Orléans , dont j'ai parlé,
 » pour établir que l'exemption
 » des impôts n'étoit point de
 » droit , & qu'un Prince pouvoit
 » donner un fonds à une Eglise ,
 » sans que pour cela l'Eglise qui
 » venoit à jouir de ce fonds fût
 » dispensée de payer la cotte-
 » part du Tribut public dont il
 » étoit chargé. **

* Hist. Crit. de la Mon. Franç. tom. 4. Liv.
 6. page 352.

** Ibid.

A l'égard des exemptions que nos Rois ont accordées très-rarement à des Eglises particulières, le même Auteur dit : » Il » paroît que ces exemptions ne » duroient que pendant la vie » du Prince qui les avoient accordées , & que la redevance » dont chaque arpent de terre » étoit tenu envers l'Etat , étoit » un patrimoine si sacré, qu'un » Roi n'eût point le pouvoir de » l'aliéner. Il pouvoit bien la remettre pour quelque tems , & » en disposer à son gré , comme » d'une portion de son revenu ; » mais non pas l'éteindre & en » priver la Couronne pour toujours. * C'est une des maximes de notre Droit public que j'ai proposées , on ne doit point la perdre de vûe dans cette question.

* Ibid. page 354.

Indépendamment des impositions ordinaires, l'Eglise donnoit encore d'autres secours à l'Etat, & des secours très-onéreux pour elle, sous la première & la seconde race de nos Rois, & au commencement de la troisième. Ces secours consistoient dans les Dons annuels, dans le Service Militaire pour les fiefs, dans les précaires & dans le droit de gîte. L'Histoire nous donne des preuves abondantes de ces différents droits que l'Eglise payoit, il n'est pas possible de les rapporter toutes; je dois me borner à donner une idée juste de chacun de ces Droits en particulier.

Au commencement de la Monarchie, les Francs tenoient une assemblée générale au mois de Mars; c'est pour cette raison

qu'ils l'appelloient *le Champ de Mars* : dans la suite elle fut différée jusqu'au mois de Mai , & appelée *le Champ de Mai*. Dans ces assemblées les Evêques mêmes & les Réguliers apportoitent au Roi leurs Dons annuels , toujours proportionnés aux revenus dont ils jouissoient , & aux affaires importantes dont on devoit délibérer. Il ne faut pas que la qualification de DONS en impose , & que l'on se persuade que ces Dons fussent libres. J'ai cité le témoignage d'Hincmar de Rheims, qui nomme ces Dons de vrais Tributs , „ *Vestigalia quæ*
 „ *nobiscum annua dona vocantur*
 „ *præstat Ecclesia*. D'ailleurs, on faisoit des rolles publics des Ecclésiastiques Séculiers & Réguliers qui étoient obligés de payer ces Dons, Duchesne dit, que l'an

817. l'Empereur Louis-le-Debonnaire dans une assemblée générale qu'il convoqua à Aix-la-Chapelle, arrêta avec les Evêques, les Abbés & les Barons le rolle des Monasteres qui devoient fournir pour les besoins de l'Etat les Dons annuels & la Milice, de ceux qui ne devoient que les Dons, enfin de ceux qui ne pouvoient offrir que des prières pour le salut de l'Empereur, de la Famille Impériale & de l'Empire.

» *Constitutum scribere fecit quæ*
 » *Monasteria in Regno vel Imperio*
 » *suo dona & militiam facere pos-*
 » *sent, quæ sola dona sine militia,*
 » *quæ verò nec dona nec militiam,*
 » *sed solas orationes pro salute*
 » *Imperatoris, vel filiorum ejus,*
 » *& stabilitate Imperii. **

On ne fait pas des rolles dans

* Duchesne tom. 2. page 323.

une assemblée générale pour des dons qui seroient absolument libres : on ne dispense pas quelques Monasteres des prétendus présens dont tous les Monasteres auroient pû se dispenser. L'Empereur Louis - le - Debonnaire donna à Saint Autchaire Archevêque d'Hambourg le Monastere de Turholt : il dispensa les Vassaux de ce Monastere du Service Militaire ; mais il leur imposa expressément l'obligation de payer à lui & à ses successeurs les Dons que le Monastere avoit accoutumé de payer. » *Hominibus qui ejusdem cellæ beneficia habere videntur, ab omni expeditione, vel militiâ, sive quâlibet occupatione absolvimus ; dona verò quæ ex eâdem cellâ nostris partibus dare solebant, & nobis quoque, successoribusque nostris*

*similiter dari volumus. **

Loup, Abbé de Ferrieres écrit à l'Abbé de Saint Denys, qu'il
 » envoie les dons qu'il doit, &
 » que le Roi a ordonnés ; *debita*
 » *dona quæ per vos Rex jussit, di-*
 » *rex*, ** On ne reconnoit point à
 ces expressions de simples présens,
 des dons puremens gratuits ;
 quant à l'espece de ces dons, ils
 consistoient dans des choses pré-
 cieuses, L'Abbé de Ferrieres avoit
 envoyé au Roi des pierreries, &
 Trothaire Evêque de Toul, lui
 envoya les meilleurs chevaux de
 ses haras ; l'on en peut juger par
 ces deux exemples.

Nous avons une multitude de
 preuves, que les Evêques de
 France ont été obligés long-tems
 à faire en personne le Service Mi-

* Voyez Thomassin discip. Ecclési. Part. III.
 Liv. I. ch. 38. n. 3.

** Ibid. N. VII.

litaire , pour les Fiefs qu'ils tenoient de la Couronne ; non-seulement ils devoient être à l'Armée , soit que le Roi y fût présent , soit qu'il fût absent ; ils devoient encore y amener leurs vassaux en armes & en équipages , & ils les défrayoient pendant tout le tems que l'expédition militaire duroit ; il n'y a point de subside qui puisse être comparé à cette obligation.

Il est inutile de rechercher quel est le premier de nos Rois , ou des Maires du Palais qui a exigé personnellement des Evêques & des Abbés le service militaire , à raison de leurs Fiefs. Que ce soit Charles Martel , ou un autre , le fait est indifférent. Il suffit que nous soyons sûrs que cet usage a été introduit sous le Regne de quelque'un des Rois de la première

re

re Race. Il choquoit également la bienfiance & les Canons. Aussi le Pape Léon III. & les Evêques prièrent Charlemagne d'en dispenser tous les Ecclesiastiques. Il se rendit à leur priere, & il ordonna que deux ou trois Evêques seulement se trouveroient dans les Armées, avec le nombre de Prêtres suffisant pour le Service Divin, & pour l'administration des Sacremens; mais il ne dispensa pas les Evêques & les Abbés d'envoyer leurs vassaux à la guerre. » Tous ceux, dit-il, qui demeureront dans leurs Eglises, » enverront leurs hommes bien » armés avec Nous, ou avec ceux » que Nous préposerons, ils pri- » ront, & ils feront des aumônes » pour Nous & pour nôtre armée, » *Reliqui verò qui ad Ecclesias suas* » *remanent, suos homines bene ar-*

« *matos nobiscum, aut cum quibus*
 » *jusserimus, dirigant; & ipsi pro*
 » *nobis & cuncto exercitū nostro*
 » *Missas, Litanias, oblationes,*
 » *eleemosynas faciant.**

La dispense générale accordée par Charlemagne fut mal observée. Louis le Debonnaire son fils obligea les Ecclésiastiques à se rendre à son armée, à l'occasion de la révolte de Bernard Roi d'Italie ; & le Mandement étoit si général, que les Abbesses même y étoient nommées, sans doute pour envoyer leurs vassaux à l'armée.

Sous le Regne de Charles le Chauve, le Concile de Vernon ** ordonna, que les Evêques, qui ne pourroient se rendre à l'armée par maladie, ou par caducité, ou qui en auroient obtenu une dispense expresse, envoyeroient

* Capitul. l. 7. cap. 103.

** 844.

leurs hommes pour servir la République sous le Commandement de l'un de leurs Vassaux , afin , dit le Concile , que » les expéditions militaires ne souffrent » point de préjudice de leur absence. *Ne per eorum absentiam res militaris dispendium patiatur.* « Le Concile de Meaux, tenu en 845. fit à peu près la même injonction aux Evêques.

Je pourrois appuyer ces exemples d'une infinité d'autres, de l'exemple de Ganelon Archevêque de Sens, contre lequel Charles le Chauve porta des plaintes au Concile assemblé à Savonnières , parce qu'il n'avoit pas voulu se rendre à l'armée , ni y envoyer ses Vassaux ; de l'exemple de Manassés Evêque d'Orléans , qui reconnut par un acte que nous avons encore , qu'il devoit se trouver

„ à l'armée avec les Vassaux, com-
 „ me tous les autres Evêques &
 „ Barons ; de l'exemple de Guil-
 laume Evêque d'Auxerre , qui
 dans un acte authentique a avoué,
 qu'il devoit au Roi Philippe la
 milice, comme le Commun des
 Evêques & des Barons , qui
 promit d'envoyer ses hommes
 à l'armée , parce que le Roi l'a-
 voit dispensé d'y aller ; & qui
 pour marquer sa reconnoissance
 de cette grace, consentit que le
 Roi retînt sur les revenus de l'E-
 vêché d'Auxerre la somme qu'il
 jugeroit à propos de retenir. On
 peut le dire avec vérité , l'Eglise
 n'avoit alors ni Immunité per-
 sonnelle, ni Immunité réelle, &
 le Service Militaire, tout indé-
 cent qu'il étoit pour les Evêques
 & pour les Abbés , quoiqu'il fût
 même très-onéreux, & que sou-

vent il appauvrit les Eglises, a subsisté jusqu'à la fin du treizième siècle.

Les précaires n'étoient pas moins accablantes pour les Ecclésiastiques Séculars & Réguliers. Dans les guerres que Charles Martel eut à soutenir contre les Sarrasins, ne pouvant ni récompenser, ni même soudoyer toutes ses Troupes, il toléra que plusieurs de ses Officiers se misent en possession de quelques Biens d'Eglise. On ne peut justifier cette usurpation; je n'en parle que pour faire voir l'origine des précaires. Dans le désordre & le malheur des tems de Charles Martel, l'Eglise ne put obtenir la restitution des Biens Ecclésiastiques que l'on avoit usurpés; elle prit le parti de les donner en fiefs, ou comme l'on parloit alors,

D 2 iij

en Bénéfices laïcs aux usurpateurs ; par cet expédient elle conservoit au moins le domaine direct , & l'espérance du retour de ces mêmes Biens. Pepin , fils de Charles Martel , étoit très-disposé à rendre justice à l'Eglise ; mais embarrassé dans la guerre qu'il avoit avec Gaïfre Prince de Guyenne , il n'osoit mécontenter & appauvrir ses Officiers ; telle fut l'occasion d'un Decret du Concile assemblé à Leptines en 743. Ce Decret mérite des réflexions particulières ; il est conçu en ces termes.

» Nous ordonnons aussi de
 » l'avis des Serviteurs de Dieu
 » & du Peuple Chrétien à cause
 » des guerres qui sont imminentes
 » & des persécutions que nous
 » souffrons des Nations voisines,
 » qu'on laissera pendant quelque

„ tems en précaire & sous la con-
 „ dition d'un cens une partie de
 „ l'argent de l'Eglise, pour aider
 „ notre Armée avec la bonté de
 „ Dieu, à charge de payer tous les
 „ ans un sol, ou douze deniers
 „ à l'Eglise, ou au Monastere, à
 „ qui le précaire appartiendra ;
 „ & en cas de mort de celui à
 „ qui l'argent aura été prêté pré-
 „ cairement, cet argent sera ren-
 „ du à l'Eglise ; mais on pourra
 „ renouveler le précaire & en
 „ constituer un nouveau, si la
 „ nécessité y oblige, ou si *le Prince*
 „ *l'ordonne*, & que l'on ait atten-
 „ tion à ce que les Eglises & les
 „ Monasteres ne soient pas ré-
 „ duits à l'indigence par ces pré-
 „ caires ; si leur pauvreté l'exige,
 „ on leur rendra tout ce qui
 „ leur appartient. *

„ * Statuimus quoque cum Concilio Servo-

D 2 iv

Ce Canon prouve clairement ;
 que l'Eglise donnoit ses biens à
 titre de précaire , pour donner
 des secours au Roi , » & pourai-
 » der l'armée ; *in adjutorium exer-*
 » *citus nostri.* « Il prouve encore ,
 que le Roi pouvoit fixer la durée
 de ces précaires , & ordonner

„ rum Dei & Populi Christiani propter immi-
 „ nentia bella & persecutiones cæterarum gen-
 „ tium quæ in circuitu nostro sunt , ut sub pre-
 „ cario & censu aliquam partem Ecclesiæ pe-
 „ cuniæ in adjutorium exercitus nostri , cum
 „ indulgentiâ Dei , aliquanto tempore retinea-
 „ mus ; eâ conditione ut annis singulis de unâ-
 „ quâque casatâ solidus , id est , duodecim de-
 „ narii ad Ecclesiam vel Monasterium reddan-
 „ tur , eo modo , ut si moriatur ille cui pecunia
 „ commodata fuit , Ecclesia cum propriâ pe-
 „ cuniâ reuestita sit ; & iterum si necessitas co-
 „ gat , aut Princeps jubeat , precarium reno-
 „ vetur , & rescribatur novum : & omnino
 „ obic. vetur ut Ecclesiæ vel Monasteria penu-
 „ riam paupertatemque non patiantur , quorum
 „ pecunia in precariis præstita sit , & si pauper-
 „ tas cogat , Ecclesiæ vel domui Dei integra
 „ reddatur possessio. **

** Conc. Liptin. Can. II. Conc. Labb. Tom.
 VI. page 1537.

qu'ils fussent renouvelés, selon les circonstances ; » *si necessitas cogat, aut Princeps jubeat, precarium renovetur.* « C'est un exemple marqué d'un subside ecclésiastique, dont nos Rois étoient les maîtres absolus, & qui n'étoit pas gratuit de la part de l'Eglise; cependant on a trouvé le secret d'en faire un titre de l'Immunité du Clergé. Je ne fais point cette réflexion pour mortifier l'Auteur de ces remontrances, je la donne uniquement aux intérêts de la vérité. Les remontrances du Clergé s'expliquent ainsi.

„ Charles Martel avoit distribué à ses Officiers les biens de plusieurs Eglises. A la mort de ce Prince, le Clergé en demanda la restitution, & elle fut ordonnée dans une Assem-

D 2 v

„ blée générale de la Nation ,
 „ qui se tint en 742 , cependant
 „ Carloman qui étoit obligé de
 „ soutenir encore la guerre , &
 „ qui dépendoit par là en quel-
 „ que sorte de ses Officiers , à qui
 „ son Pere avoit donné les biens
 „ de l'Eglise , craignit d'en être
 „ abandonné , s'il les leur faisoit
 „ restituer ; c'est pourquoi il as-
 „ sembla de nouveau les Evê-
 „ ques à Leptines , & là pour con-
 „ cilier les droits de l'Eglise avec
 „ les ménagemens dûs aux in-
 „ térêts de la Couronne , il fut
 „ résolu , du consentement des
 „ Evêques , que les biens Ecclé-
 „ siastiques demeureroient à titre
 „ de précaire entre les mains de
 „ ceux qui en étoient en posses-
 „ sion ; c'est-à-dire , qu'ils en con-
 „ serveroient la jouissance leur
 „ vie durant seulement , & à con-

„ dition d'en payer une redevan-
 „ ce annuelle aux Eglises. Que
 „ dans le cas où la nécessité des
 „ circonstances exigeroit la pro-
 „ longation du précaire , il se-
 „ roit renouvelé avec les mê-
 „ mes clauses , & qu'enfin si les
 „ Eglises & les Monasteres en
 „ souffroient un trop grand pré-
 „ judice , leurs biens leur seroit
 „ entierement restitué. Ce fait ,
 „ SIRE , rapporté dans son éten-
 „ due & avec la plus grande fidé-
 „ lité , ne sommes-nous pas en
 „ droit d'en conclure , qu'il est
 „ plus propre à établir les Immu-
 „ nités Ecclésiastiques , qu'à les
 „ renverser ? *

Ce récit est-il sincere ? on en
 peut juger par les expressions
 mêmes du Concile de Leptines ,

* Remontrances du Clergé du 10 Septembre
 1750.

que j'ai rapportées d'après le P. Labbe. Les remontrances affectent de parler du consentement des Evêques ; elles avouent que le Concile a ordonné la prolongation des précaires , » dans le » cas où la nécessité des circonstances l'exigeroit , » c'est en effet l'une des dispositions du Concile ; mais on a supprimé cette expression , si » le Roi l'ordonnoit , *si Princeps jubeat* , & cette expression est décisive. Il s'agit uniquement de sçavoir , si les subsides du Clergé sont libres & gratuits ; on dit que le Concile de Leptines a ordonné un subside du consentement des Evêques ; mais on dissimule , que les Peres du Concile ont reconnu que le Roi étoit le Maître de la prolongation du subside , qu'il pouvoit en ordonner : après cette

reticence, on assure, que le fait
 » est rapporté dans toute son
 » étendue & avec la plus grande
 » fidélité, & à qui le dit-on ?
 au Roi. Si j'écrivois pour atta-
 quer le Clergé, l'on m'auroit ou-
 vert une belle carrière ; j'aime
 mieux croire que l'Auteur des
 Remontrances a puisé dans une
 source infidèle ; mais il pouvoit
 parler avec moins d'assurance,
 puisqu'il n'avoit pas vérifié le
 Canon dont il s'agit.

Nous avons plusieurs autres
 preuves des précaires de cette
 espèce ; car il y en avoit de plu-
 sieurs sortes ; je ne crois pas de-
 voir rapporter toutes ces preu-
 ves, elles seroient surabondantes,
 le Clergé ne les conteste pas.

Le droit de gîte étoit encore
 une Charge publique, commune
 aux Evêques, aux Abbés, & aux

Comtes. Ils étoient obligés de loger & de défrayer le Roi, & toute sa suite, lorsqu'il passoit dans leurs Evêchés & dans leurs Provinces. Tous les Ambassadeurs que le Roi envoyoit, & tous ceux qui lui étoient envoyés par des Princes étrangers, avoient le même droit; les Intendans & ceux qui avoient des Lettres du Roi pour exercer quelques Commissions particulières, jouissoient du même privilège. Il falloit leur fournir *fodrum*, qui étoit une certaine quantité de fourages; *mansionaria*, le logement, *paravreda*, la nourriture, & *parata*, les réparations des chemins; toutes ces obligations rendoient le droit de gîte extrêmement onéreux. Au reste, ce n'étoit pas un simple usage, une bienfaisance, une civilité dont les Evêques, les

Abbés , & les Comtes pussent se dispenser ; c'étoit un droit que l'on exerçoit à la rigueur , & qui étoit avantageux à l'Etat , en ce qu'il diminueoit les dépenses nécessaires de la Cour ; c'étoit un subside très-onéreux à l'Eglise ; alors on s'est plaint de ce qu'il y avoit des Abbayes & des Monasteres appauvris par les dons annuels , & par les dépenses extraordinaires que le droit de gîte occasionnoit ; c'étoit une obligation dont les Evêques & les Abbés n'osoient se dispenser : quelques-uns d'entr'eux , & quelques Comtes refuserent de loger les Ambassadeurs que le Roi de Perse envoyoit à Charlemagne ; la punition fut sévère , les Abbés & les Comtes furent dépouillés de leurs Abbayes & de leurs Gouvernemens , & les Evêques

payerent une amende considérable. » *Omnes Comites & Abbates,*
 » *per quos iidem missi profecti sunt,*
 » *canctis honoribus denudavit ; E-*
 » *piscopos autem infinita pecuniâ*
 » *multavit ; vel damnavit.** » Ainsi
 ce subside n'étoit pas libre &
 gratuit de la part du Clergé ;
 plusieurs Capitulaires de nos an-
 ciens Rois prouvent que le droit
 de gîte étoit une obligation in-
 dispensable.

Il y avoit aussi des Evêques qui
 devoient au Roi un droit pécu-
 niaire que l'on appelloit *droit de*
procuracion. Pierre Dupuy nous
 en a conservé deux monumens
 qui sont du treizième siècle.
 L'un est une reconnoissance
 d'Hugues Evêque d'Auxerre en
 1204 ; il dit qu'il a cédé au Roi
 Philippe le Château nommé *Gie-*

* Chroniq. de S. Gal. Liv. 2. ch. 13.

mium, & qu'en échange le Roi lui a remis le droit de procuration qu'il avoit sur les terres de l'Evêché; l'autre est un acte, par lequel l'Archevêque & le Chapitre de Tours reconnoissent que l'Archevêque devoit une fois en sa vie au Roi le droit de procuration, lorsqu'il alloit à son armée. Cet acte est de 1248.

Il me semble que l'on ne peut pas douter, que depuis le commencement du quatrième siècle, jusques bien avant dans le treizième, le Clergé n'a pas joui de l'Immunité générale qu'il prétend. Alors il a payé toutes les impositions ordinaires, il a supporté des impositions qui lui étoient communes avec les Laïcs, il a été soumis rigoureusement à toutes les charges publiques; le seul service militaire qu'il étoit

obligé de faire par lui-même, par ses vassaux, par les soldats qu'il défrayoit, étoit une charge plus forte que toutes les impositions; ce service indispensable répugné même avec l'idée de la prétendue exemption des biens d'Eglise. Les Ecclésiastiques payoient personnellement la Capitation, leurs fiefs portoient une partie des frais de la guerre, leurs biens de roture étoient utiles à l'Etat par les impositions; les dons annuels, les précaires, le droit de gîte, celui de procuration étoient autant de subsides que le Clergé n'avoit pas la liberté de refuser.

Pour démontrer que dans l'intervalle de tems que je viens d'examiner, l'Eglise n'a eu aucune Immunité générale & absolue, je ne voudrois d'autres preuves que les exemptions par-

ticulieres accordées à quelques Eglises par les Empereurs Romains & par nos Rois. Un Privilege particulier dépose de la Loi générale, & il la confirme. Une exemption des impositions en faveur de quelques Ecclésiastiques est une preuve sans réplique, qu'ils n'en sont pas exempts par leur état, qu'ils n'en sont pas affranchis de droit naturel, divin, & positif; & l'Eglise en a fait autant d'aveux solennels qu'elle a accepté de ces sortes d'exemptions particulières.

L'ordre des époques que je me suis proposé demande que j'examine présentement ce qui s'est passé au sujet de l'Immunité réelle depuis le troisième Concile de Latran, tenu sous Alexandre III. en 1180. jusqu'au seizième siècle,

III. EPOQUE.

L'EGLISE se contentoit des Immunités personnelles, lorsque le Concile de Melfes, dont j'ai parlé, donna la première idée d'une Immunité réelle, générale pour toutes les Eglises, & absolue pour toutes les impositions, pour tous les droits mêmes que les Laïcs pouvoient avoir sur les Biens du Clergé. Il étoit facile aux Evêques d'Italie de former ce projet; mais on éprouva beaucoup de difficultés pour l'exécuter dans les grandes Monarchies, surtout en France, où les Rois ont toujours été très soumis à l'Eglise pour le Spirituel, & jaloux, avec raison, des Droits

temporels de leur Couronne.

Depuis le Concile de Melphe jusqu'au troisieme Concile de Latran, assésé sous Alexandre III. il s'est écoulé environ quatre-vingt ans ; dans cet intervalle aucun Concile , aucun Pape n'a tenté d'établir en faveur du Clergé l'exemption des impositions ; l'Histoire nous apprend même qu'il continua à y être soumis , comme il l'avoit été sous les premiers Empereurs , & sous les premiers Rois Chrétiens.

Le troisieme Concile de Latran* est le premier Concile Œcumenique qui ait proposé l'Immunité réelle & générale ; son Decret a été inseré dans les Décretales de Grégoire IX. il est conçu en ces termes. » Dans les différen-
» tes parties du monde les Con-
» suls & les autres Administra-

* 1179.

„ teurs des Villes imposent aux
 „ Eglises des fardeaux si fréquens,
 „ que sous leur administration le
 „ Sacerdoce est d'une condition
 „ pire que sous Pharaon, qui n'a-
 „ voit aucune connoissance de la
 „ Loi de Dieu. Ce Prince Payen
 „ avoit réduit tous ses Sujets en
 „ servitude ; mais il maintenoit
 „ les Prêtres & leurs biens dans
 „ l'ancienne liberté, & il leur don-
 „ noit encore leur subsistance de
 „ son trésor. Pour les Administra-
 „ teurs des Villes, ils font porter
 „ aux Eglises les fardeaux qu'ils
 „ devroient porter eux-mêmes,
 „ & ils les affligent de tant de
 „ travaux, qu'on peut dire avec
 „ Jérémie, que la maîtresse des
 „ Provinces a été soumise au Tri-
 „ but. S'ils ont des travaux ou des
 „ expéditions à entreprendre, ils
 „ les font presque entièrement aux

» dépens des biens consacrés aux
 » Eglises, aux Clercs & aux pau-
 » vres de Jesus-Christ. Ils affoi-
 » blissent la juridiction & l'auto-
 » rité des Prélats, au point qu'il
 » ne leur reste aucun pouvoir sur
 » ceux qui leur doivent être
 » soumis. C'est pourquoi nous
 » défendons sous peine d'ana-
 » thème que l'on impose désor-
 » mais de semblables charges, à
 » moins que l'Evêque & le Clergé
 » n'y voyent une si grande né-
 » cessité, ou utilité, qu'ils jugent
 » à propos que les Eglises doivent
 » donner des subsides sans au-
 » cune contrainte, pour l'utilité
 » commune, & lorsque les facul-
 » tés des Laïcs n'y suffiront pas;
 » mais si les Consuls ou autres
 » commettent à l'avenir de sem-
 » blables excès, ou s'ils ne s'en
 » désistent, après qu'ils auront

„ été avertis , qu'ils sçachent
 „ qu'eux & ceux qui les autori-
 „ seront seront soumis à l'excom-
 „ munication , & ils ne seront
 „ reçus dans la Communion des
 „ Fidèles , que lorsqu'ils auront
 „ fait une satisfaction suffisante.*

* „ In diversis mundi partibus Consules ci-
 „ vitatum & Rectores, necnon & alii qui po-
 „ testatem habere videntur, tot onera frequen-
 „ ter imponunt Ecclesiis, ut deterioris condi-
 „ tionis factum sub eis sacerdotium videat-
 „ ur, quam sub Pharaone fuerit, qui legis
 „ Divinae notitiam non habebat. Ille quidem
 „ omnibus aliis servituti subactis, Sacerdotes
 „ & possessiones eorum in pristina libertate di-
 „ misit, & eis alimoniam de publico administra-
 „ vit; isti vero onera sua ferè universa impo-
 „ nunt Ecclesiis, & tot angariis eas affligunt,
 „ ut eis, quod Hieremias deplorat, competere
 „ videatur, Princeps Provinciarum facta est sub
 „ Tributo. Sive quidem fossata, sive expedi-
 „ tiones, seu alia quaelibet sibi arbitrentur
 „ agenda, de bonis Ecclesiarum, & Clerico-
 „ rum, & pauperum Christi usibus deputatis,
 „ volunt ferè cuncta compleri, jurisdictionem
 „ etiam & auctoritatem Prælatorum ita evacuant,
 „ nihil potestatis eis in suis videatur hominibus
 „ remansisse. Quo circa sub anathematis distrac-
 „ tione fieri de cætero talia prohibemus, nisi
 „ Episcopus & Clerus tantam necessitatem vel

Ce

Ce Decret du Concile de Latran est une preuve autentique du fait important que j'ai avancé, que le Clergé avoit été soumis à toutes les imposition, à toutes les charges publiques, jusqu'à la fin du douzième siècle. En effet le Concile se plaint de ce que l'on chargeoit les Eglises des travaux, des frais des expéditions & des autres fardeaux que les Villes auroient dû porter elles-mêmes: après cet aveu du Concile, & toutes les autres preuves que j'en ai données, le

„ utilitatem aspexerint, ut absque ullâ exac-
 „ tione ad relevandas communes utilitates vel
 „ necessitates, ubi Laïcorum non competunt
 „ facultates, subsidia per Ecclesias existiment
 „ conferenda. Si autem Consules aut alii de cæ-
 „ tero ista commiserint, & moniti desistere
 „ noluerint, tam ipsi quàm fautores eorum ex-
 „ communicationi se noverint subiacere, nec
 „ Communioni reddantur, donec satisfactio-
 „ nem fecerint competentem. Cap. 11. X de
 „ Inimunit. Eccles.

E 2

fait ne peut plus être douteux, il ne reste qu'à examiner, si l'on pouvoit imposer ces fardeaux au Clergé, & si le Concile de Latran a pû l'en dispenser.

On peut faire une application juste à ce Decret des maximes que j'ai proposées. Le Tribut est par excellence le droit de la souveraineté, c'est l'hommage indispensable que tout Sujet doit à l'autorité suprême ; c'est un droit purement temporel, un droit inhérent à toutes les Couronnes. L'Eglise dont l'autorité est purement spirituelle, ne peut en connoître & en décider, elle ne peut l'enlever aux Souverains, elle n'a pas le pouvoir de le modifier, de déterminer les raisons qui le rendent légitime, de fixer les occasions où l'on peut l'exiger, de déclarer quels sont ceux

qui doivent y être soumis , & ceux qui pourroient prétendre à l'exemption ; elle a encore moins le pouvoir de se donner à elle-même le privilège singulier de ne point payer de Tribut , & de se faire un titre d'exemption de la déclaration qu'elle fait dans un Concile. La loi du Tribut est universelle pour tous les Sujets. Le Clergé est composé de Sujets des Princes Chrétiens ; assemblés en Concile, ou dispersés, ils portent par-tout le caractère de dépendance que leur naissance leur a imprimé , ils n'ont point d'autorité pour se dispenser d'une loi temporelle, d'une loi juste & nécessaire, d'une loi que le droit naturel & le droit des gens autorise. Nous avons une profonde vénération pour les décisions que les Conciles Œcuméniques por-

tent en matiere de foy , & sur les mœurs Chrétiennes ; nous les respectons même en matiere de discipline ; mais si les Eglises particulieres croient pouvoir s'affranchir des décisions des Conciles Œcuméniques , qui n'intéressent que la discipline , & qui blessent leurs usages & leurs privilèges , à combien plus forte raison les Souverains peuvent-ils ne pas se rendre aux décisions que quelques Conciles ont portées sur leurs droits temporels , sur des droits importants , sur des droits dont la perte entraîneroit l'anarchie & le désordre de l'Etat ? L'Eglise s'est plainte autrefois de ce que quelques Souverains ont porté la main à l'encensoir ; les Souverains pouvoient se plaindre à leur tour , de ce que le Concile de Latran avoit porté la main

sur le sceptre, de ce qu'il vouloit décider du Gouvernement temporel des Royaumes, & leur enlever une portion considérable de leurs revenus.

Il est vrai que ce Concile a parlé avec une sorte de timidité de l'exemption qu'il vouloit introduire, qu'il n'a pas osé nommer les Souverains, & qu'il a répandu toute sa colere sur les Consuls & sur les Administrateurs des Villes; mais les Souverains seroient enveloppés dans sa décision, si elle pouvoit se soutenir; ils seroient soumis aux Censures sous le nom de ceux qui autorisent les Consuls & les Administrateurs des Villes; & d'ailleurs un Concile n'a pas plus de droit d'imposer des obligations aux Juges & Officiers Laïcs en matiere temporelle, qu'aux Sou-

verains mêmes : ce seroit également attaquer l'autorité suprême , ce seroit la couper par les racines.

Il est possible qu'avant ce Concile on eût imposé à l'Eglise des Tributs excessifs , mais elle n'a pas pris le seul moyen légitime qu'elle eût pour faire modérer cet excès ; c'étoit de recourir à la piété & à la justice des Souverains , & de leur demander de modérer les impositions qu'on exigeoit d'elle. Au lieu de se plaindre & de supplier, les Ecclésiastiques ont voulu ordonner ; au lieu de tâcher de diminuer leurs charges, ils les ont supprimées entièrement : au lieu de rejeter sur les Laïcs une portion du Tribut plus juste & plus convenable, ils les ont chargés de tout le fardeau. Les Sou-

verains n'ont point été consultés, leurs droits les plus essentiels ont été attaqués sans les entendre; & les Censures Ecclésiastiques ont été prodiguées pour un intérêt purement temporel, pour une exemption que l'Eglise pendant près de douze siècles n'avoit jamais osé s'arroger.

[L'on dit pour justifier le Decret dont il s'agit, que le Concile a avoué qu'il y a des circonstances, où la nécessité & l'utilité publiques demandent que le Clergé contribue au soulagement de l'Etat, & que jamais le Clergé n'a méconnu cette vérité; mais cette lueur d'équité n'empêche pas que le Decret ne soit nul par le défaut de pouvoir, & qu'il ne soit irrégulier, en ce qu'il dépouille les Souverains d'un droit inaliénable. Le Concile transporte à

l'Evêque & au Clergé le droit de juger en matiere de Tribut, qui dans les Monarchies appartient aux Souverains exclusivement à tous leurs Sujets, de quelque état & condition qu'ils puissent être.

D'ailleurs le Concile a prescrit au payement du Tribut Ecclésiastique des conditions impraticables, des conditions qui rompent tous les liens de la subordination, & pour les personnes & pour les biens qui sont dans l'Etat. Les Souverains seuls peuvent être juges de qui est nécessaire & utile à leurs Royaumes pour le temporel; eux seuls connoissent les entreprises qui sont indispensables, & les ressorts qu'il faut faire mouvoir; eux seuls peuvent décider de la nécessité de la guerre, de la maniere d'attaquer les

ennemis, des forces qu'il faut leur opposer, & le Tribut influe beaucoup dans toutes ces délibérations. Cependant le Concile appelle chaque Evêque & son Clergé à ces délibérations : quel en sera le résultat, & quand finiront-elles, s'il faut que chaque Diocèse opine, & s'il a le droit de prononcer deffinitivement ?

Il n'appartient qu'aux Souverains de demander compte à la Noblesse & au Peuple de leurs facultés, & de juger du poids qu'ils peuvent porter. A quel titre les Ecclésiastiques seront-ils à cet égard les Juges de la Noblesse & du Peuple ? Enfin c'est énerver le Tribut que de laisser aux Contribuables le pouvoir de le différer, & la liberté de le refuser ; on peut même assurer que c'est le détruire. Il est en effet peu de personnes

assez désintéressées & assez pénétrées de l'amour de la Patrie pour offrir avec liberté & dans une juste proportion les secours nécessaires à l'Etat. Dans tous les tems, dans tous les Empires il a fallu porter des loix pour donner ces secours, pour prescrire les tems du paiement, pour en fixer l'étendue & la durée; il faut au moins la crainte de la coaction, pour dissiper les prétextes que l'on est ingénieux à inventer, lorsqu'il s'agit de s'affranchir d'une loi rigoureuse, & de ménager ses intérêts: & le Concile de Latran voudroit qu'on n'employât aucune contrainte à l'égard du Clergé! C'est retirer d'une main ce qu'il paroît accorder de l'autre; c'est en même tems reconnoître la nécessité des impositions sur l'Eglise, & les abandonner au

caprice & à la cupidité des Particuliers; c'est rendre les Ecclésiastiques Juges dans leur propre cause, & pour leur intérêt temporel; c'est leur donner une indépendance dont on pourroit abuser un jour, sur tout dans des tems de trouble & de foiblesse. Il est inconcevable que l'on ait formé ce projet, aussi opposé à l'esprit de modestie & de désintéressement qui doit animer le Clergé, qu'aux principes d'un bon gouvernement.

L'essai que le troisième Concile de Latran fit de son autorité prétendue sur les impositions, ne fut pas heureux; par tout on continua à soumettre le Clergé aux charges publiques; & pour la France en particulier, nous avons des preuves qu'après le Concile on obligea encore les

E. 2 vj.

Evêques & les Abbés au service militaire par eux-mêmes , & par leurs Vassaux , quoique le Concile eût expressément défendu d'exiger du Clergé les frais des expéditions militaires. * Aussi le quatrième Concile de Latran , assemblée sous Innocent III. renouvela toutes les premières plaintes , & il encherit encore sur les conditions prescrites par le Concile précédent. Il les rappelle toutes , il les confirme , & il ordonne , que si l'Evêque & son Clergé décident qu'ils doivent contribuer aux besoins de l'Etat , » les Laïcs reçoivent ces secours avec humilité , avec dévotion , avec reconnaissance. » Les Rois mêmes essentiellement maîtres des Tributs , les Rois Souverains des Ecclésiastiques tributaires , les Rois bienfaiteurs

* 1215.

de l'Eglise ne sont pas plus exempts que leurs Sujets de ces devoirs humilians ! » *Laici humiliter & devote recipiant cum gratiarum actione.*

Le Concile porte ses vûes plus loin. Il prévoit que l'Evêque & le Clergé de chaque Diocèse pourront être trop faciles à donner des secours à l'Etat, il craint cette facilité, & il prend une précaution nouvelle : c'est de consulter le Pontife Romain, à qui il appartient dit-il, de pourvoir à l'utilité publique ; » *propter imprudentiam tamen quorundam Romanus Pontifex consulatur, cujus interest communibus utilitatibus providere.* * Quoi ! l'on craint que ceux à qui l'on laisse une liberté entière, une autorité absolue pour refuser le Tribut, ne le payent trop légèrement ! on croit qu'ils

* Cap. VII. X. de Immunit. Eccles.

seront imprudens & peu éclairés, sur leurs intérêts : on donne au Pontife Romain l'autorité de pourvoir à l'utilité temporelle de toutes les Eglises, & de tous les Etats du monde Chrétien ! il faudra le consulter sur la nécessité d'une guerre qui doit occasionner infailliblement des subsides. Il faudra lui rendre compte de l'état des Finances d'un Royaume & des facultés de la Noblesse & du peuple, afin qu'il juge, s'ils ne doivent pas porter seuls toutes les impositions. Dans les nécessités les plus pressantes, on sera obligé d'attendre le résultat des délibérations de la Cour de Rome, & souvent d'essuyer un refus favorable aux ennemis de l'Etat. Le Pape est le Pere commun pour le gouvernement Spirituel de l'Eglise ; c'est un Prince Etran-

ger, lorsqu'il s'agit des intérêts de l'Etat ; on a éprouvé tous ces inconvéniens, & la suite de l'Histoire des Immunités prouvera que le Clergé de France a eu autant d'empressement & d'intérêts que nos Rois à se dispenser d'obtenir le consentement du Pape.

Cependant, il faut l'avouer, dans le treizième siècle les Evêques François saisirent avec empressement l'occasion que les Conciles de Latran leur avoient donnée de secouer le joug des impositions. Douze ans après le Concile tenu sous Innocent III.* un Concile de Narbonne défendit, sous peine d'excommunication, de soumettre les Clercs à aucune imposition, ou personnellement, ou à raison de leur patrimoine. » *Statuimus ut Clerici*

* 1227.

» occasione patrimonii sui, vel per-
» sonæ nullatenus tallientur. » Un
 autre Concile assemblé à Toulou-
 se , ordonna que les Clercs ne
 fussent pas même imposés pour
 les successions qu'ils pouvoient
 recueillir , à moins qu'ils ne fus-
 sent commerçans , ou mariés.

» Clerici quoque non talliabuntur
» occasione etiam hæreditatis, etiam
» si per successionem eis obvenerit ,
» nisi sint mercatores , vel uxorati. »

Le Concile de Melphes n'avoit
 cru pouvoir affranchir que les
 biens paternels & maternels des
 Clercs ; *le Concile de Toulouse
 étend l'exemption jusqu'aux suc-
 cessions Collatérales & étrange-
 res ; il ne la borne pas aux Evê-
 ques , aux Prêtres , aux Régu-
 liers dévoués irrévocablement au
 Service de Dieu ; l'entrée dans le

Clergé , la simple tonsure donnoit ce privilège étonnant , à moins que les Clercs n'y eussent renoncé par le mariage , ou par une profession incompatible avec la Cléricature.

Depuis que les Conciles de Latran eurent franchi le premier pas , & que l'on eut mis à l'épreuve la docilité des Souverains , l'Immunité réelle n'eut plus de bornes. Le même Concile de Toulouse entreprit de dispenser les Clercs & les Réguliers des Péages dont on ne prouveroit pas l'ancienneté , ou qui n'auroient pas été établis par les Souverains ; & l'on ne pourroit croire jusqu'à quel excès l'avidité porta l'exemption encore récente , si un Concile de France n'en rendoit témoignage. Les Clercs Séculiers & les Réguliers ne se con-

rentoient plus de l'Immunité de tous leurs biens ; ils acceptoient des donations simulées des biens des Laïcs, pour leur procurer aussi l'exemption des impôts, & pour partager avec les propriétaires les avantages de l'exemption : il fallut que le Concile tenu à Narbonne en 1374, défendît ces donations frauduleuses.

Au treizième siècle tous les efforts des Ecclésiastiques n'avoient pû encore les soustraire aux impositions ordinaires, & à des impositions très-fortes. Boniface VIII. entreprit d'achever ce que les Conciles de Latran n'avoient fait qu'ébaucher ; il donna une Bulle, dans laquelle il se plaignit de la haine que les Laïcs avoient contre les Clercs, & dont on trouvoit, dit-il, des traces » dans l'antiquité. *Clericis Laicos*

*» infestos oppido tradit antiquas. **

Que devons-nous penser de cette accusation ? M. Fleury nous l'apprend dans son septième discours sur l'Histoire Ecclésiastique. Il dit, » que les entreprises des Ecclesiastiques sur la Jurisdiction Sécularie excitèrent les Juges Laïcs » à entreprendre de leur côté , » comme nous le voyons par les » plaintes si fréquentes dans les » Conciles du treizième & du » quatorzième siècle , l'animosité » s'y mit de telle sorte , que c'étoit » comme une guerre ouverte ; & » c'est ce qui fait dire à Boniface » VIII. au commencement de la » Bulle. *Clericis Laicos* , que les » Laïcs ont une ancienne inimitié » contre le Clergé : cette antiquité n'alloit tout au plus qu'à » deux cens ans , & vers le tems.

* Cap. III. de Immun. Eccles. Tit. 6.

„ d'Arnaud de Bresse ; mais en
 „ remontant jusqu'aux cinq ou six
 „ premiers siècles de l'Eglise , on
 „ auroit trouvé une union édi-
 „ fiante entre le Clergé & le peu-
 „ ple c'étoit aux Ecclé-
 „ siastiques à faire toutes les avan-
 „ ces pour rétablir cette union
 „ que Jesus-Christ avoit tant re-
 „ commandée ; mais ils prenoient
 „ un chemin tout opposé ; ce n'é-
 „ toit que fierté , hauteur , plain-
 „ tes amères , reproches piquants ,
 „ menaces , procédures judiciai-
 „ res , excommunications , &c. .

Boniface VIII. vouloit donc
 persuader que les impositions fré-
 quentes que l'on exigeoit encore
 du Clergé étoient uniquement
 l'effet de l'inimitié des Laïcs. Il
 ajoute que le Clergé étoit enco-
 re soumis aux tailles & aux collectes,
 qu'on lui demandoit quelques

fois la moitié de ses revenus ; d'autre fois le dixième, le vingtième, ou quelque autre taxe fixe, & que quelques Prélats, craignant où il n'y avoit pas lieu de craindre, acquiescoient à ces impositions ; c'est encore une preuve, que jusqu'au treizième siècle le Clergé a été soumis aux Tributs ordinaires.

) Boniface prononce l'excommunication encourue par le seul fait contre tous les Ecclésiastiques qui payeroient ces impositions, „ même sous le nom de secours, „ d'empruns, de subvention, de „ subside, ou de don. „ Il étend cette excommunication aux Empereurs, aux Rois, aux Princes, & à tous ceux qui exigeroient de semblables impositions du Clergé, & il réserve au Siège Apostolique l'absolution de ces censures.

Il n'avoit pas cru trouver autant de lumieres & de fermeté, qu'il en éprouva de la part de Philippe le Bel. Ce Prince répondit à la Bulle de Boniface, qu'avant qu'il y eût des Clercs, les Rois de France avoient la souveraineté & la garde de leur Royaume; l'Eglise, dit-il, n'est pas seulement composée des Clercs, mais encore des Laïcs; la sorte de liberté que Jesus-Christ lui a donnée est commune à tous, & les Clercs ne peuvent se l'approprier à l'exclusion des Laïcs, sans usurpation. Les Ministres des Autels ont à a vérité une liberté & des privilèges qui leur sont personnels. Ces privileges ont été établis par les Constitutions des Pontifes Romains, par la concession & la permission des Princes; mais ils ne peuvent

priver les Rois du Gouvernement , & de la défense de leur Royaume , & des secours qui sont nécessaires pour le gouverner , & pour le défendre. Tous ceux qui refusent d'aider leur Roi & le Royaume , Clercs ou autres , se refusent le secours à eux-mêmes , ils sont des membres paralytiques. Ce qu'on leur demande ne mérite pas le nom d'exactions & d'extorsions ; ce sont des subsides qu'ils doivent au Chef & au Corps entier de l'Etat : c'est une solde qu'ils donnent à ceux qui combattent pour eux. Si les Ennemis ravageoient le Royaume , les biens d'Eglise seroient les premiers dissipés ; il est contre le droit naturel d'empêcher un Clerc de pourvoir à sa propre défense , & de soudoyer ceux qui combattent , lorsqu'il ne

veut pas combattre lui-même. On est surpris de voir le Vicaire de Jesus-Christ défendre de payer le Tribut à César, & interdire aux Clercs, sous peine d'anathème, de donner des secours à leur Roi, au Royaume, à eux-mêmes. Ce refus seroit favorable aux ennemis de l'Etat; ce seroit un crime de léze-Majesté, ce seroit une trahison contre celui qui est chargé de la défense de la République. Nous voulons, dit Philippe; y donner une attention particuliere, & punir ce crime plus sévèrement qu'à l'ordinaire, nous conservons la foi, nous aimons la Religion, nous respectons les Ministres à l'exemple de nos ancêtres; mais, nous ne craignons point les menaces des hommes, sur-tout celles qui sont déraisonnables & injustes; &

& nous espérons, avec le secours de Dieu, que nous ne ferons rien contre la justice. Le Roi d'Angleterre est notre homme-lige, & il a refusé de comparoître en jugement devant son Souverain. Nous avons fait saisir le fief qu'il possédoit dans la mouvance de notre Couronne ; il s'est élevé contre Nous, & il a voulu recouvrer son fief, moins par la force, que par dol & par surprise. Quel est le Prince qui dans cette occasion n'auroit pas saisi le fief de son vassal ! Pour le Roi d'Allemagne Nous lui avons offert de choisir quatre arbitres, qui fixassent les bornes de nos Royaumes..... Nous & nos ancêtres avons rendu de grands services à la Sainte Eglise ; Nous l'avons comblée de bienfaits ; les Ministres sont en Franc. dans

une situation plus commode & plus honorable, que dans aucun autre Royaume : Dieu veuille qu'ils ne se rendent pas coupables d'ingratitude ; non-seulement ils ne doivent pas nous refuser les subsides , mais ils doivent nous offrir généreusement tout ce qu'ils ont, sur-tout à présent qu'il est évident que les Rois d'Allemagne & d'Angleterre nous attaquent injustement ; c'est pourquoi l'Eglise devoit éviter de nous irriter par une nouvelle injustice ; elle devoit plutôt , comme une bonne Mere, nous secourir, nous appaiser , & nous aider efficacement à éviter les maux qui nous menacent. Telle est la substance de la réponse que Philippe le Bel donna à la Bulle de Boniface.

Le courage de ce Prince abatit celui du Pape. Boniface

excusa sa première Bulle, autant qu'il lui fût possible; on jugera si l'interprétation qu'il lui donna, n'étoit pas une rétractation formelle & authentique. J'observerai avant que de la rapporter, que les Evêques François, bien loin de prendre le parti du Pape qui sembloit ne combattre que pour leurs intérêts, soutinrent les droits de la Couronne. Nous avons la Lettre que l'Archevêque de Rheims, les Evêques ses Suffragans, les Abbés, & toute cette Province Ecclésiastique, écrivirent au Pape à ce sujet; après avoir parlé des soins que le Vicaire de Jesus-Christ doit à l'Eglise universelle, & avoir donné de grands éloges au Gouvernement de Boniface VIII., ils dirent, qu'ils avoient appris que le Pape avoit donné tout ré-

cemment une Bulle pour prévenir les dangers qui menaçoient les Eglises, pour empêcher qu'on ne leur portât quelque préjudice, » & pour conserver la liberté » Ecclésiastique, ils ajouterent ;
 » le Roi notre Seigneur, les Princes, les Barons, les Seigneurs » temporels, & tous les autres » habitans de la France affurent » que cette constitution leur est » onéreuse, & qu'elle est contraire à leurs droits, « en vertu desquels ils prétendent appeller au secours du Royaume & de la patrie, tous les habitans de la France, sans que personne puisse s'en dispenser, sous prétexte de privilèges, sur tous ceux qui possèdent des fiefs mouvans de la Couronne, & nous en particulier, & les autres Prélats du Royanme. En effet, quelques-uns d'entre

nous sont attachés au service du
 Roi par la foi & hommage ;
 presque tous nous lui avons
 prêté le serment de fidélité, nous
 » sommes obligés à conserver son
 » honneur, ses droits, & ceux
 » du Royaume ; si nous refusons
 » de donner les secours néces-
 » saires pour les défendre, nous
 » ne pouvons vivre en sûreté, &
 » nous garantir de la persécu-
 » tion de nos ennemis qui sont
 » en grand nombre. Dans cette
 » agitation nous voyons avec
 » douleur que les Grands du
 » Royaume ont délibéré unani-
 » mement de faire retomber sur
 » nous le préjudice irréparable
 » qu'ils souffrent, jusqu'à ce que
 » votre bonté paternelle y ait ap-
 » porté un remède utile. Ainsi
 » l'Eglise Gallicane, qui reposoit
 » autrefois dans le sein de la

„ paix, & dans la plénitude de
 „ la liberté, est exposée aux tem-
 „ pêtes, les scandales frémissent
 „ autour de nous, nos embarras
 „ s'accroissent, & nous sommes
 „ au moment d'une ruine totale.
 „ Nous avons cru devoir recou-
 „ rir avec confiance à la pruden-
 „ ce de Votre Sainteté, & la sup-
 „ plier unanimement & instam-
 „ ment de remédier à nos maux
 „ avec plus de douceur, pour
 „ apaiser les scandales, & afin
 „ que l'Eglise Gallicane conserve
 „ avec le Roi, avec les Princes;
 „ & avec les autres Seigneurs
 „ temporels du Royaume, la
 „ paix, la charité, & l'union an-
 „ cienne; à l'ombre de vós aîles
 „ & de votre protection, & qu'elle
 „ ne s'occupe que du Service de
 „ Dieu, Nous envoyons à Votre
 „ Sainteté de vénérables Evêques

, qui lui expliqueront encore
 , mieux de vive voix les troubles
 , & les dangers qui nous me-
 , nacent.

Un Pape entreprend d'affranchir le Clergé des impositions ; du moins il prend des mesures , pour les rendre si difficiles & si rares , que le Clergé jouisse en paix de ses revenus ; cependant les Evêques plaident eux-mêmes la cause du Roi & de l'Etat contre leur propre intérêt ; ils représentent au Pape les obligations qu'ils ont contractées en qualité de Sujets & de Vassaux de la Couronne ; ils marquent du zèle pour l'honneur de la France & du respect pour les droits de la Couronne ; ils reconnoissent que les secours qu'ils donnent , sont employés à leur propre sûreté & à leur tranquil-

lité ; ils ne respirent que la paix , l'union & la charité ; ils prévoient qu'une exemption absolue & une exemption ordonnée sous peine des Censures les jetteroit infailliblement dans des troubles que l'on ne pourroit plus calmer , ils demandent des voyes plus douces & un remede plus utile que la Bulle de Boniface VIII. Cette conduite, autrefois si glorieuse aux Evêques François , atteste encore de nos jours combien dans le treizième siècle le Clergé se défioit de la prétendue Immunité des Biens de l'Eglise.

Boniface VIII. crut devoir abandonner sa premiere Bulle. Il en adressa une seconde à Philippe le Bel ; si elle ne reconnoissoit pas encore tous les Droits de la Souveraineté , du moins elle pouvoit préparer des voyes de con-

ciliation. D'abord le Pape donne des éloges aux sentimens de Religion , que les Rois de France ont toujours fait éclater. Il dit , que l'on a donné une fausse interprétation à la premiere Bulle , & qu'il n'appartient qu'à lui-même de l'expliquer ; & pour dissiper tous les doutes il déclare , que sa Bulle n'exclut point les dons ou les prêts volontaires que le Clergé feroit au Roi & à ses Successeurs , même après une réquisition de la part des Rois. Cette Bulle ne défend pas aussi d'exiger des Ecclésiastiques les devoirs des fiefs , les cens , les autres droits que l'on s'est réservé en donnant des biens aux Eglises , les services que la Coutume autorise , & que les Seigneurs temporels peuvent toujours demander au Clergé. Ces Droits

peuvent être réglés par des transactions entre les Clercs & les Laïcs. » Nous ajoutons à cette
 » déclaration , dit le Pape , que
 » si Vous & vos Successeurs étiez
 » dans quelque danger , notre
 » Bulle ne doit pas s'étendre à
 » ces tems de nécessité , alors
 » Vous & vos Successeurs vous
 » pourrez exiger des subside &
 » des contributions des Prélats
 » & autres Ecclésiastiques de votre
 » Royaume , & ils seront
 » obligés de vous les payer , même
 » sans attendre le consentement
 » du Pontife Romain , quand
 » même la taxe seroit fixe & certaine , & quelques privileges
 » qu'ils aient pû obtenir du Siège Apostolique. Nous laissons
 » à la conscience de Vous & de
 » vos Successeurs à décider des
 » cas de nécessité , pourvu que
 » vos Successeurs aient vingt ans

» accomplis ; & tout ce que vous
 » exigerez au-delà de ce qui se-
 » roit nécessaire pour votre dé-
 » fenſe ſeroit à la charge de vo-
 » tre conſcience , & au péril de
 » votre ſalut. Si vos Succelleurs
 » n'ont pas atteint l'âge de vingt
 » ans , les Prélats , les Clercs &
 » les Laïcs qui ſeront de leur
 » Conſeil , pourront en décider...
 » Au reſte Nous n'avons jamais
 » eu intention par notre Bulle de
 » détruire ou diminuer les droits,
 » les libertés , les franchises &
 » les uſages qui appartiennent à
 » Vous , à votre Royaume , & à
 » tous les Seigneurs temporels ,
 » ou de leur impoſer une nou-
 » velle ſervitude ; Nous enten-
 » dons au contraire les conſerver
 » dans leur entier.

Cette Bulle émanée de Boni-
 face VIII. ne doit pas être ſuſ-

pecte au Clergé ; mais elle renferme une partie de ses devoirs pour le Tribut envers le Roi & l'Etat. Le Roi peut le demander lorsqu'il est nécessaire pour la défense du Royaume , & le Clergé est obligé de s'y soumettre, » *Il-
 „ lud Prælati & persona prædicti
 „ præfato Regis suisque successoribus
 „ teneantur impertiri.* Il n'est pas nécessaire de demander le contentement du Pape, *inconsulto etiam Romano Pontifice.* Ces subsides peuvent être exigés sous le nom de Dixième , ou de Vingtième , ou sous quelque autre fixation que ce soit , *sub quota nomine.* Ce n'est plus aux Ecclésiastiques à juger de la nécessité de leurs subsides ; c'est à l'équité du Roi à en décider ; c'est à sa conscience , à sa religion à le fixer. *Necessitatis declaratio supradictæ ipsius Regis &*

,, *successorum suorum conscientiae re-*
 ,, *linquatur.* Ainsi Boniface VIII.
 est revenu aux vrais principes du
 Tribut ; ces principes sont , que
 les Rois peuvent l'exiger pour la
 défense de leurs Royaumes , de
 toutes les personnes , & sur tous
 les Biens qui sont dans l'Etat , que
 les Ecclésiastiques sont obligés
 de le payer , que les Rois n'ont
 à craindre en l'exigeant , que l'ex-
 cès des subsides & les reproches
 de leur conscience ; mais qu'ils
 n'en sont responsables qu'à Dieu.

Dira-t-on que Boniface VIII.
 n'a eu en vûe que les tems de mal-
 heurs , & les circonstances d'une
 nécessité pressante , d'un danger
 éminent ? Le Tribut est fait pour
 la déiense de l'Etat , il est destiné
 à y entretenir la tranquillité & le
 bon ordre ; depuis que les Puissan-
 ces de l'Europe restent armées en

tems de paix, & qu'elles entretiennent des troupes considérables dans tous les tems l'Etat est obligé de pourvoir à sa défense, parce qu'il est toujours exposé à des attaques imprévues : il y a plus d'avantage à payer le Tribut pour n'être pas la proie de ses voisins, qu'à le payer pour recouvrer ses biens & sa liberté.

Je ne crains pas que dans un tems aussi éclairé que le nôtre, on renouvelle l'on ancienne critique que l'on a faite de la Bulle de Boniface VIII. & que l'on ose encore révoquer en doute son existence. Du Moulin a cru que cette Bulle étoit fautive, parce qu'il la croyoit datée de l'an treize du Pontificat de Boniface, qui n'a été Pape que neuf ans. D'ailleurs on ne présuinoit pas que ce Pape, ennemi déclaré de Philippe le-Bel, eût

pû lui donner une Bulle si favorable.

La Bulle dont il s'agit est datée d'Orviete , la troisième année du Pontificat de Boniface , le deux des Calendes d'Août : le soupçon de du Moulin étoit appuyé sur une erreur de date. Dans cette année Boniface & Philippe étoient en bonne intelligence. Boniface permit alors à Philippe de prendre la moitié de tous les legs qui avoient été faits depuis dix ans dans son Royaume , & la moitié des dettes actives des successions de deux Archevêques de Toulouse. La Bulle de la Canonisation de Saint Louis est encore de la même année. Depuis la Bulle dont j'ai parlé , il n'y eut aucune division entre Boniface & Philippe jusqu'en 1301. Alors Boniface voulut révoquer tous

les privilèges qu'il disoit avoir accordés au Roi, & il fit mention expresse des privilèges prétendus portés par la Bulle donnée à Orviette. Il disoit, que la paix étant faite entre la France & l'Angleterre, Philippe n'avoit plus de raison pour exiger des subsides du Clergé. Boniface mourut en 1303. sans s'être réconcilié avec le Roi : Benoît XI. & Clement V. successeurs de Boniface révoquerent les Bulles, dont le Roi se plaignoit avec raison.

Il est certain que celle dont j'ai donné le précis, est émanée de Boniface VIII. Nous verrons dans la suite de cette histoire qu'elle a été citée souvent aux Ecclesiastiques, ou peu instruits, ou qui affectoient des scrupules sur les subsides. Deux Auteurs presque contemporains l'ont rap-

portée dans des Ouvrages très-connus en France. Bénédicti, Conseiller au Parlement de Toulouse, dans son Commentaire sur le Chapitre Raynutius, & Ferant Procureur du Roi au Mans, qui écrivoit sous le Règne de Louis XII. l'ont donnée toute entière au Public. M. Dupuy la croit indubitable, & ce Sçavant dit: » Que le » Roi Philippe-le-Bel se montra » fort soigneux de conserver sa » liberté & les privileges de sa » Couronne; mais pour dire librement ce qui en est, il n'avoit » pas besoin de tant de précautions; ses droits & ceux de sa Couronne ne peuvent être ainsi » abolis La France a ses Etablissements anciens, ses Loix & ses Coutumes. Personne n'y peut » toucher; les Papes mêmes ne » peuvent rien ordonner, ni com-

» mander, soit en général, ou
 » en particulier de ce qui con-
 » cerne les choses temporelles :
 » & y a-t-il rien de plus tempo-
 » rel, que les Biens immeubles
 » Ecclésiastiques ? Ce qu'ils possè-
 » dent de plus considérable, ils
 » le tiennent de la libéralité de
 » nos Rois ; ce qu'ils ont d'ail-
 » leurs, ils le possèdent par leur
 » permission. Il est leur protec-
 » teur, ils sont ses sujets, comme
 » la Noblesse & le Tiers-Etat,
 » par conséquent obligés à con-
 » tribuer à la conservation du gé-
 » néral du Royaume, & beau-
 » coup plus ; puisqu'outre leurs
 » personnes, ils ont de grands
 » biens à conserver & les choses
 » sacrées en garde. Quelle raison
 » en des occasions pressantes, où
 » l'Etat qui contient les choses sa-
 » crées & prophanes, est en péril,

» d'avoir recours à une Puissance
 » étrangere , souvent ennemie ,
 » ou d'ordinaire portant les in-
 » térêts de nos ennemis ? Cela
 » certes est contre toute sorte de
 » raison , non seulement politi-
 » que , mais naturelle.

Le Concile de Constance a
 suivi les traces des Conciles de
 Latran ; mais il n'a pas eu plus
 d'autorité qu'eux en matiere tem-
 porelle ; leurs Decrets sont éga-
 ment nuls par défaut de pouvoir ;
 sur les droits des Souverains , &
 spécialement sur le Tribut.

Pour le Concile de Trente , il
 mérite des réflexions particu-
 lieres , & je ne puis me dispenser
 de retracer en peu de mots des
 faits qui sont connus de ceux qui
 ont la moindre teinture de l'His-
 toire.

On proposa au Concile de faire

un nouveau décret sur l'exemption des Biens d'Eglise, * le projet qui fût présenté avoit la plus grande étendue. il devoit envelopper tous les Biens Ecclésiastiques, il devoit exclure toutes sortes d'impositions, même celles qui porteroient le nom de dons gratuits & d'emprunts; il devoit enfin être général pour tout le

*Voici le projet tel que Dupuy nous l'a conservé:
 „ Les Ecclésiastiques ne seront contraints de payer
 „ tailles, gabelles, décimes, péages, & sub-
 „ sides, même sous le nom de prêt, ou de don,
 „ tant pour les Biens d'Eglise, que pour leurs
 „ biens patrimoniaux, excepté es Provinces,
 „ ou par une très-ancienne coutume les Ecclé-
 „ siastiques interviennent aux Etats Généraux,
 „ pour imposer des subsides autant sur les Laïcs,
 „ que sur les gens d'Eglises, pour employer
 „ contre les infidèles, ou pour autres nécessités
 „ très-pressantes: & si aucuns Royaumes, Pro-
 „ vinces, ou Villes, prétendent n'être obligés
 „ à observer cet Article, en vertu des privilèges
 „ obtenu du Siège Apostolique, ils les doivent
 „ exhiber au Pape dans un an, à compter du
 „ jour de la fin du Concile, que Sa Sainteté con-
 „ firmera selon que ces Royaumes & Provinces
 „ l'auront mérité; ledit tems passé, lesdits privi-
 „ lèges demeureront nuls, & sans aucune va-
 leur.

monde Chrétien , & obliger les plus grands Monarques , comme les Princes & les Républiques les plus foibles. Charles IX. informé de ce projet, donna les ordres les plus précis à les Ambassadeurs pour s'opposer à son exécution ; l'opposition étoit fondée sur les bornes de l'autorité Spirituelle dont les Conciles Généraux sont revêtus , & sur l'indépendance absolue dont les Rois de France ont toujours joui pour le Gouvernement temporel de leur Royaume.

Quoique ces motifs fussent très-justes , le décret , qui devoit favoriser l'exemption des Biens d'Eglise paroïssoit prochain & inévitable. Charles IX. envoya de nouvelles instructions à les Ambassadeurs , elles étoient conçues en ces termes. » Encore que

» Sa Majesté s'affure que ses Am-
 » bassadeurs n'ont rien omis ci-
 » devant a remonter & faire
 » entendre aux Peres en l'assem-
 » blée des points & articles dont
 » ils sont chargés par leurs instruc-
 » tions servant à l'effet attendu
 » dudit Concile, néanmoins con-
 » sidérant la façon dont on y
 » procède, Sa Majesté veut que
 » lesdits Ambassadeurs fassent vi-
 » vement entendre à ladite Com-
 » pagnie, que le Roi a assez fait
 » connoître par ses sincères dé-
 » portemens, qu'il n'a jamais rien
 » tant désiré que de voir sortir d'un
 » bon & Saint Concile, le fruit
 » de la Sainte & tant nécessaire
 » réformation ès gens d'Eglise,
 » qui ont causé le scandale à ceux
 » qui se sont séparés de l'Eglise
 » Romaine, dont les divisions
 » sont depuis survenues; que leur

» charge & commandement étoit
» de pourſuivre avant toutes cho-
» ſes ladite réformation , tant
» en chef , qu'en membres ; à
» quoi ils verront que les Peres
» n'ont point , ou légèrement
» touché ; & au contraire con-
» noiſſent par leſdits articles qui
» leur ont été communiqués, qu'ils
» entreprennent la réformation
» deſdits Rois & Princes , qui
» tend à leur vouloir ôter leurs
» droits , prérogatives & privilé-
» ges qu'ils ont , & leurs prédé-
» ceſſeurs ont toujours & de tems
» immémorial eu & joui d'iceux.
» Se voit auſſi qu'ils veulent dé-
» roger & caſſer les Ordonnances
» Royales , coutumes preſcrites
» & immémoriales , font compte
» d'anathématiser & excommu-
» nier les Rois & Princes & leurs
» ſujets ; toutes choſes tendantes

» à semer une deobéissance, sé-
 » dition, & rébellion deldits su-
 » jets envers leur Prince; à quoi
 » il n'appartient auxdits Peres de
 » toucher; étant leur pouvoir &
 » charge assez connue & enten-
 » due de tout le monde, laquelle
 » ne s'étend outre la réformation
 » d'eux & gens de leur ordre, sans
 » entrer aux choses d'Etat &
 » Droits Royaux, Puissance, &
 » Jurisdiction Séculière, qui est
 » du tout distincte & séparée de
 » l'Ecclésiastique.

Le Roi ordonna de plus à ses
 Ambassadeurs d'avertir les Pré-
 lats Francois de se retirer du Con-
 cile, s'ils ne pouvoient empêcher
 le decret que l'on avoit projeté;
 les Ambassadeurs devoient eux-
 mêmes se retirer à Venise, & y
 attendre les ordres de leur Maî-
 tre. Ils parlerent avec force pour
 les

les intérêts du Roi ; & l'Empereur Ferdinand I. écrivit au Cardinal Moron , qu'il ne souffriroit jamais , en qualité d'Empereur & en qualité d'Archiduc d'Autriche , que le Concile décidât des Droits des Souverains. La fermeté des deux plus grands Princes de la Chrétienté rallentit l'ardeur de ceux qui poursuivoient une exemption totale des impositions pour les Biens d'Eglise , & même pour leur Patrimoine ; le Concile en connut tout le danger , & il renonça au projet flatteur qu'on lui avoit présenté.

Cependant l'on ne vouloit pas abandonner les Conciles de Latran & de Constance qui étoient exécutés dans quelques Etats Chrétiens ; les Ecclésiastiques ne vouloient pas renoncer à un prétendu privilége unique & impor-

tant ; la Cour de Rome desiroit d'être toujours consultée sur les subsides du Clergé. François Premier & Henry Second avoient donné l'exemple de négliger ce cérémonial, & avoient commencé à rétablir leurs droits ; c'en étoit fait de l'Immunité réelle, même pour l'Italie, si on l'abandonnoit dans une occasion, où le Concile avoit paru disposé à porter cette Immunité au plus haut point, & où les justes oppositions de l'Empereur & du Roi avoient parues avec éclat, & avoient été connues de toute l'Europe.

Le Concile prit le parti de ne pas même nommer l'Immunité réelle, ou l'exemption des impositions, qui étoit le seul objet de contestation ; sa sagesse lui inspira de dire seulement * » qu'il avoit

* „ Confidens.... Principes sæculares non

„ confiance que les Princes Sécu-
 „ liers ne permettroient pas que

„ permissuros , ut Officiales , aut inferiores Ma-
 „ gistratus , Ecclesiæ & personarum Ecclesiasti-
 „ carum Immunitatem Dei ordinatione & Ca-
 „ nonicis Sanctionibus constitutam aliquo cupi-
 „ ditatis studio , seu in consideratione aliquâ
 „ violent ; sed unâ cum ipsis Principibus debitam
 „ sacris summorum Pontificum & Conciliorum
 „ Constitutionibus observantiam præstent. De-
 „ cernit itaque & præcipit sacros Canones &
 „ Concilia Generalia omnia , nec non alias
 „ Apostolicas sanctiones in favorem Ecclesiasti-
 „ carum personarum libertatis Ecclesiasticæ , &
 „ contra ejus violatores editas , quæ omnia
 „ præsentī etiam decreto innovat , exacte ab
 „ omnibus observari debere , prætereaque ad-
 „ monet Imperatorem , Reges , Respublicas ,
 „ Principes , & omnes , & singulos , cujuscum-
 „ que status & dignatis extiterint , ut quò lar-
 „ gius bonis temporalibus , atque in alios po-
 „ testate sunt ornati , eò sanctius quæ Ecclesia-
 „ stici juris sunt , tanquam Dei præcipua ejus-
 „ que patrocinio tuta venerentur , nec ab ullis
 „ Baronibus , Domicellis , Rectoribus , aliisve
 „ Dominis temporalibus , seu Magistratibus ,
 „ maximeque ministris ipsorum Principum læ-
 „ di patiantur ; sed severe in eos qui illius liber-
 „ tatem , Immunitatem atque jurisdictionem
 „ impediunt , animadvertant , quibus etiam ipsi-
 „ met exemplo ad pietatem , Religionem , Ec-
 „ clesiarumque protectionem existant ; imi-
 „ tantes anteriores optimos Religiosissimosque
 „ Principes , qui res Ecclesiæ suæ inprimis au-
 „ toritate ac munificentia auxerunt , nedum ab

„ leurs Officiers & les Magistrats
 „ inférieurs attentassent par esprit
 „ de cupidité, ou par impruden-
 „ ce, à l'Immunité de l'Eglise &
 „ des personnes Ecclésiastiques,
 „ établie selon l'ordre de Dieu, &
 „ par les Sanctions Canoniques,
 „ & que les Princes & les Magis-
 „ trats conserveroient la soumis-
 „ sion qui est dûe aux Constitu-
 „ tions des Souverains Pontifes &
 „ des Conciles. Au reste le Con-
 „ cile ordonne, que l'on observe
 „ les Saints Canons, tous les Con-
 „ ciles Généraux, toutes les
 „ Sanctions Apostoliques faites en
 „ faveur des personnes Ecclésiast-
 „ tiques, & de la liberté de l'E-

„ aliorum injuriâ vindicarunt; adeoque in ea re
 „ quisque officium suum sedulò præstet, quo
 „ Cultus Divinus deo e exerceri, & Prælati,
 „ Cæterique Clerici in residentiis & officiis suis
 „ quieti, & sine impedimentis, cum fructû &
 „ ædificatione populi permanere valeant, Cap.
 „ XX. de Reformat.

„ glise , & contre ceux qui se ren-
 „ droient coupables de leur in-
 „ fraction ; il les renouvelle tou-
 „ tes , il veut qu'elles soient obser-
 „ vées exactement ; il avertit l'Em-
 „ pereur , les Rois , les Républi-
 „ ques , les Princes , & tous les
 „ Chrétiens de quelque état &
 „ dignité qu'ils soient , de respec-
 „ ter tout ce qui est de droit Ecclé-
 „ siastique , ce qui est consacré à
 „ Dieu , ce qui est sous sa protec-
 „ tion , de ne pas souffrir qu'on y
 „ donne atteinte , de sévir contre
 „ ceux qui empêchent la liberté ,
 „ l'Immunité , & la Jurisdiction
 „ de l'Eglise , de donner l'exem-
 „ ple de la piété & de la protec-
 „ tion qui est due aux Eglises , &
 „ d'imiter les Princes les plus
 „ Religieux , qui bien loin de per-
 „ mettre que l'on attaquât les
 „ droits de l'Eglise , l'ont soute-

» nue par leur autorité , & l'ont
 » enrichie par leur libéralité.
 Le Concile recommande enfin ,
 » Que chacun remplisse ses fonc-
 » tions de maniere que le Service
 » Divin soit fait avec dévotion ,
 » que les Prélats & les autres
 » Ecclésiastiques soient tranquil-
 » les dans leurs résidences , & dans
 » leurs emplois , qu'ils puissent
 » travailler à l'édification du peu-
 » ple avec fruit & sans empêche-
 » mens ?

Je ne dis pas que le Concile de
 Trente n'ait eu l'intention de
 soutenir l'Immunité réelle , &
 qu'il n'ait cru l'avoir conservée ,
 autant qu'il le pouvoit , en con-
 firmant les decrets des Conciles
 qui l'ont précédé. Je dis seule-
 ment qu'il a agi avec timidité &
 avec défiance pour l'exemption
 des impositions en faveur des

Biens de l'Eglise. Il a abandonné le projet où elle étoit clairement expliquée , il ne l'a pas même nommée , il l'a enveloppée sous la dénomination générale d'Immunité , que l'on peut n'appliquer qu'aux Immunités personnelles , qui ne sont pas contestées à l'Eglise , il a exhorté les Princes Chrétiens, il a marqué la confiance qu'il avoit à leur piété , & à la protection qu'ils doivent à l'Eglise , il n'a pas voulu faire un decret nouveau ; il s'est borné à renouveler les anciens ; mais en les renouvelant il ne leur a pas donné une autorité que des Conciles ne peuvent jamais avoir sur les biens temporels , sur les droits des Couronnes , sur l'administration politique des Empires Chrétiens.

Si les Souverains avoient eu

G 2 iiij

des Ambassadeurs aux Conciles de Latran ; s'ils avoient eu autant de fermeté que Charles IX. si leur siècle avoit été aussi éclairé que ceux qui ont suivi la renaissance des Lettres , on n'auroit jamais vu d'Immunité générale & absolue pour un Ordre entier de l'Etat, pour un Ordre qui possède de grands biens , pour un Ordre qui doit nous donner l'exemple de la soumission aux Puissances que Dieu a établies , de zèle pour le bien public ; de modestie & de désintéressement. Le silence du Concile de Trente sur l'Immunité réelle , dans le moment de l'opposition de Ferdinand Premier & de Charles IX. est plus fort contre cette Immunité , que la confirmation des décrets de Latran & de Constance n'est capable de la soutenir.

Je n'ai pas voulu séparer ces Conciles , pour faire sentir leur différence ; les Conciles de Latran ont voulu fonder l'Immunité réelle ; le Concile de Trente a essayé de la soutenir ; mais leurs efforts ont été également inutiles ; la France a eu le plus grand respect & la docilité la plus parfaite pour les décisions dogmatiques du Concile de Trente ; elle a adopté les décrets qui concernent la discipline , autant qu'ils étoient compatibles avec ses libertés & ses anciens usages ; pour celui qui a entrepris sur les droits du Roi , elle l'a rejeté avec justice , il n'a pas eu un instant de vigueur & d'exécution ; la conduite de Charles IX. à l'égard du Clergé en sera la preuve.

Je dois cependant reconnoître de bonne foi , que dans le com-

mencement du treizième siècle , le Decret du quatrième Concile de Latran accompagné des Censures que l'on prodiguoit alors , & auxquelles on attribuoit une force qu'elles ne peuvent jamais avoir en matiere temporelle , fit une impression très-forte , & qu'il détermina plusieurs Souverains à consulter les Papes sur les Tributs qu'ils imposoient au Clergé ; mais ce ne fut qu'avec le tems qu'on les accoutuma à ce cérémonial humiliant , & incompatible avec la souveraineté.

Dans le tems même du quatrième Concile de Latran , nos Rois exigeoient avec la plus grande sévérité le service militaire & personnel des Evêques ; & lorsqu'ils ne pouvoient se trouver à l'armée , ils payoient des contributions pour la guerre *. Nous

* 1225.

avons encore la reconnoissance donnée à Louis VIII. par un Evêque d'Auxerre pour s'obliger à payer ce qu'il devoit au Roi, sans exprimer la somme, pour l'entretien de l'armée qui faisoit la guerre aux Albigeois, * & environ vingt ans après le quatrième Concile de Latran, S. Louis fit saisir les revenus des Chapitres de Sens, d'Orleans & d'Auxerre, pour les obliger à payer les subsides destinés à l'entretien de l'armée, *pro auxilio exercitus*. Le Concile de la Province de Sens députa au Roi les Evêques de Paris & de Meaux, pour le supplier de donner la main-levée de cette saisie, & d'accorder aux Chapitres saisis le délai qu'il jugeroit convenable, pour le paiement de ce subside : les Evêques députés écri-

** 1. 37.

G 2 vj

virent , que le Roi avoit donné la main-levée à leur considération , & sans préjudice de tous ses droits ; *Salvo jure suo in omnibus & per omnia*. Il n'étoit pas encore question de consulter le Pape , & Saint Louis peut être proposé pour modèle sur ce que les Princes Chrétiens doivent à l'autorité spirituelle des Conciles Généraux & des Vicaires de Jesus-Christ :

En 1302. * le Roi Philippes-le-Bel ordonna que tous ses Sujets portassent à la Monnoye la moitié de leur vaisselle d'argent : il est dit dans l'Ordonnance :
 » Que toutes personnes d'Eglise,
 » de Religion, ou de siècle , qu'elles
 » qu'elles soient, baillent &
 » délivrent en présent la moitié
 » de tout leur vaissellement

* 1302.

» blanc, ou plus que la moitié, se
 » peut faire bonnement, en no-
 » tre monnoye, pour le prix de
 » quatre livres quinze sols tour-
 » nois, pour chacun marc, &
 » sous peine d'y être contraints.
 En 1303. * le même Roi exigea
 une décime du Clergé, & en
 1304. ** il convoqua le ban & l'ar-
 rière ban à l'occasion de la guerre
 de Flandres, & nommément les
 Archevêques, Evêques, & autres
 Prélats & personnes Ecclésiasti-
 ques. L'Evêque de Clermont &
 quelques Abbés, Prieurs, Doyens,
 & Chapitres n'avoient pas obéi
 à cet ordre, ou ils n'avoient pas
 donné tout le secours que le Roi
 exigeoit, leurs revenus furent sai-
 sis jusqu'à nouvel ordre. Dupuy
 ajoute, que le Mercredi après la

* 1303.

** 1304.

Fête de Saint Pierre de la même année , le Roi envoya des Lettres au Baillif de Côtentin »
 » pour avertir & semoner les Pré-
 » lats , Evêques, Abbés , Prieurs ,
 » Chapitres & autres personnes
 » d'Eglise de se trouver à Ar-
 » ras, dans l'Octave de la Saint
 » Jean, en armes & en chevaux ,
 » & autrement appareillés, com-
 » me à eux appartient. Si nos
 Rois avoient été persuadés
 que les Decrets des Conciles
 de Latran pussent les obliger
 sous peine des Censures , ils
 auroient dû consulter le Pape
 & les Ecclésiastiques sur le Tri-
 but personnel & réel le plus oné-
 reux que l'on puisse imaginer.
 Cependant à cet égard les Ec-
 clésiastiques étoient soumis &
 contraints autant que les Laïcs.
 On ne croyoit donc pas que les

Conciles de Latran eussent pu supprimer un droit de la Couronne, & un droit qui n'avoit d'autre objet que la défense de l'Etat.

Il étoit alors en usage que les Rois établissent une imposition particulière pour le mariage des Filles de France; c'est ce que les anciennes coutumes appelloient indire-aide, & quelques-unes donnoient même ce droit singulier aux Seigneurs Haut-Justiciers, pour le mariage de leurs filles, pour les Croisades, & pour d'autres occasions. Philippe-le-Bel établit cette imposition pour le mariage de sa fille aînée avec le Roi d'Angleterre. Les Evêques, Abbés, & autres Ecclésiastiques de Normandie prétendirent que les Vassaux & les Fermiers de l'Eglise devoient

en être exempts ; parce que les biens qu'ils possédoient , ou qu'ils cultivoient , appartenoient à l'Eglise. Philippes fit suspendre la levée de l'imposition sur les Vassaux & Fermiers des Eglises de Normandie , & les Ecclésiastiques de cette Province furent cités au Parlement que le Roi tint à Paris en 1309, on les entendit avec les Gens du Roi , & l'Arrêt qui intervint déclara ,
 „ que les Ecclésiastiques n'avoient
 „ proposé aucune raison suffisante pour exempter leurs Vassaux
 „ & leurs Tenans de la subvention ; il fut enjoint aux Baillifs de l'exiger d'eux , comme
 „ de tous les habitans du Duché
 „ de Normandie. *

* „ Per arrestum nostræ Curie dictum fuit,
 „ quod Prælati prædicti & personæ Ecclesiasticæ supradictæ nihil proposuerant rationabile

Il faut avouer cependant , qu'alors on avoit déjà commencé à demander aux Papes leur consentement pour lever des décimes générales sur le Clergé. La plus ancienne de cette espece, que je connois, est celle que Nicolas IV. accorda à Philippes-le-Bel en 1289. la Bulle est adressée à des Evêques François , pour lever une décime en trois ans au profit du Roi ; & Nicolas donna une autre Bulle pour obliger les Collecteurs de cette décime à en vider leurs mains.

Cet exemple a été suivi très-

„ quare non possimus & debeamus dictam subven-
 „ tionem facere levati, à liberis personis laicali-
 „ bus ipsis Prælati & personis Ecclesiasticis sub-
 „ jectis, vel tenentibus eisdem; & per dictum
 „ arrestum dicta suspensio ex nunc revocata, &
 „ injunctum fuit, quod Baillivi & personæ ad
 „ hoc deputatæ à prædictis personis, sicut ab
 „ aliis dicti Ducatus habitatoribus levant sub-
 „ ventionem prædictam.

fréquemment, sur-tout dans le quatorzième siècle : depuis 1305. jusqu'en 1384. on compte seize Bulles différentes pour permettre à nos Rois de lever des Décimes sur le Clergé ; je ne ferai sur ces Bulles que quelques remarques générales.

Une Décime étoit toujours le dixième de tous les revenus du Clergé, le nom même de Décime en est une preuve ; d'ailleurs, ce fait est clairement expliqué dans la Lettre que Philippe le Bel écrivit à l'Archevêque de Tours en 1305. Le Roi dit dans cette Lettre, « qu'il avoit » arrêté de lever de son autorité » une subvention d'une double » Décime, ou de la cinquième » partie du revenu d'un chacun.

Les Décimes étoient alors très-fréquentes. Ordinairement c'é-

toit une Décime en deux ans ,
ce qui revenoit au vingtième par
an des revenus du Clergé ; sans
préjudice du service militaire , &
des autres charges que l'on im-
posoit au Clergé.

Non-seulement les Papes ac-
cordoient des Décimes aux Sou-
verains , mais encore souvent ils
en exigeoient pour eux-mêmes ;
& bien loin que le Clergé fût trai-
té plus favorablement depuis le
nouvel usage introduit par le
quatrième Concile de Latran , il
avoit à répondre à différentes
personnes , qui exigeoient de lui
des Subsidés. Parmi plusieurs e-
xemples , je ne citerai que celui
de Clément VI. qui dit dans une
Bulle du 28 Janvier 1352 , qu'il
avoit été obligé de faire des dé-
penses extraordinaires pour re-
couvrir des biens de l'Eglise , &

que d'ailleurs le Pere du Roi Jean, alors regnant, lui devoit une somme considerable. Le Roi ne pouvant s'acquitter, Clément lui permet de lever le Trentième sur les biens d'Eglise pour le payer; mais il lui défend, sous peine d'excommunication, de distraire cette somme à d'autres usages, c'étoit sans préjudice d'une Décime accordée la même année pour le Roi.

Souvent ces Décimes étoient accordées pour la Terre Sainte, ou sous d'autres prétextes de Religion; mais les Rois les employoient très-fréquemment à ce qu'ils jugeoient à propos, & suivant l'ignorance du tems; ils en étoient quittes pour demander au Pape l'absolution de l'usage qu'ils en avoient fait. Ainsi Clément V. ayant permis en 1305.

de lever six Décimes consécutives pour la guerre de la Terre Sainte , Philippe le Bel , Louis Hutin son fils , & Philippes frere de Louis , s'approprièrent quatre de ces Décimes. Il en restoit deux à lever , Philippe , Régent du Royaume , exposa le fait à Jean XXII , qui donna l'absolution à Philippe , sous la condition que ces deux dernières Décimes seroient employées à la guerre Sainte , suivant la destination faite par Clément V. Philippe de Valois & Jean , Duc de Normandie , obtinrent en 1344 l'absolution de ce qu'ils avoient converti à leur usage les Décimes permises pour la Croisade ; le Pape Clément VI. ordonna pour leur pénitence , que si l'on envoyoit des troupes de l'Europe dans la Terre Sainte , on

leveroit sur le Clergé de France une Décime triennale, sans que le Roi pût l'empêcher ; ainsi les Ecclésiastiques payoient cher les prérogatives que les Conciles de Latran avoient voulu leur donner.

Pour la liberté de payer, ou de refuser les Décimes que les Papes accordoient, il est certain que le Clergé n'en avoit aucune. Quelquefois les Papes permettoient de les lever, malgré les oppositions du Clergé, *invictis & contradicentibus Clericis* ; d'autres fois les Papes ordonnoient que les Ecclésiastiques y fussent contraints *spirituellement & temporellement*, spirituellement par les censures Ecclésiastiques, temporellement par l'autorité Royale. Les Conciles de Latran avoient prétendu donner au Clergé un

privilège distingué , & soustraire à l'autorité des Souverains les personnes & les biens Ecclésiastiques ; par l'événement le Clergé avoit deux Maîtres , qui toujours d'intelligence lui demandoient des Tributs. Les Conciles de Latran avoient espéré de le soulager , & de rendre les impositions ecclésiastiques presque impraticables ; elles n'en furent ni moins fortes , ni moins fréquentes , & quelquefois le Clergé eut la douleur de voir employer ses subsides à des guerres d'Allemagne , ou d'Italie , à des entreprises absolument étrangères & indifférentes à la France ; aussi les Evêques se déterminèrent facilement à secouer le joug que la crédulité s'étoit laissé imposer ; & nous les verrons dans la quatrième époque de cette histoire payer le

Tribut sans le consentement des Papes, comme les Papes l'avoient ordonné souvent sans le consentement du Clergé.

Dans les tems que je viens de parcourir, on a exigé du Clergé des subsides très-considérables, & on l'a obligé à les payer par la saisie de son temporel. Philippe le Bel avoit soutenu avec beaucoup de fermeté en 1297 l'indépendance de sa Couronne contre Boniface VIII. & son autorité absolue sur le Tribut, même ecclésiastique. En 1305. à l'occasion de la guerre de Flandres, il avoit ordonné dans une Assemblée générale des Evêques, des Abbés, des Comtes, & des Barons, que chacun de ses sujets ayant cinq cens livres de rente, lui donneroit un homme armé & monté sur un cheval bardé de fer, du prix

prix de cinquante livres , pour quatre mois. Ceux qui avoient mille livres de rente devoient donner deux hommes , ainsi à proportion pour ceux qui étoient plus riches. Cette imposition extrêmement forte fut commune aux Ecclésiastiques & aux Laïcs , mais pour cette année , il dispensa les Ecclésiastiques de se trouver en personne à l'armée. Il les y obligea l'année suivante , & en 1305 il écrivit à l'Archevêque de Tours une Lettre, que Dupuy rapporte en ces termes :

„ Il est notoire que les gens
 „ d'Eglise & les Laïcs de son
 „ Royaume , comme membres
 „ d'un même Corps , se doivent
 „ un mutuel secours, pour la con-
 „ servation, la défense , & la gar-
 „ de du Royaume , contre les ré-
 „ belles , & ceux qui troublent

H 2

„ la paix publique, sans laquelle
„ l'Eglise ne peut subsister. Le
„ plus souvent la paix du Royau-
„ me est conservée, sans que les
„ Ecclésiastiques contribuent au-
„ cune chose ; mais lorsque la né-
„ cessité est grande, que l'Etat
„ est en péril, & la substance du
„ peuple consommée, en ce cas
„ tous les Ecclésiastiques & au-
„ tres, sans aucun choix, sont
„ obligés de contribuer pour la
„ défense commune. Les exemp-
„ tions les plus favorables ces-
„ sent ; à cela la loi de nature est
„ formelle, les droits divins &
„ humains s'y accordent, & de
„ plus l'ancienne Coutume du
„ Royaume observée de tems en
„ tems. Il est honteux que les
„ Ecclésiastiques pensent plus à
„ la conservation du bien qu'au
„ soulagement des hommes, pour

„ lesquels les choses dédiées aux
 „ plus sacrés Myſteres de la Re-
 „ ligion ſe doivent vendre. En
 „ cette évidente néceſſité où tou-
 „ te la France eſt obligée de con-
 „ tribuer, attaquée qu'elle eſt par
 „ pluſieurs endroits, nous avons
 „ arrêté de lever de notre au-
 „ torité une ſubvention d'une
 „ double décime, ou de la cin-
 „ quième partie du revenu d'un
 „ chacun, & à ce faire nous en-
 „ voyons nos Commiſſaires pour
 „ la Province de Touraine, avec
 „ pouvoir de faire juſtice de ceux
 „ qui ont été ſi hardis que de
 „ violer les faiſies faites en notre
 „ Nom, ſur les biens des Ecclé-
 „ ſiaſtiques pour cette levée.

Cette Lettre prouve que Phi-
 lippes le Bel étoit perſuadé qu'il
 pouvoit, de ſon autorité, impo-
 ſer les Eccléſiaſtiques pour la dé-

fenfe du Royaume , & qu'il pou-
 voit les contraindre par la voye
 de la faifie ; cependant par une
 bizarrerie inconcevable , la mê-
 me année , il demanda , & il ob-
 tint de Clément V. une Bulle
 pour lever fix autres décimes fur
 le Clergé , fous le prétexte de la
 guerre Sainte. On ne peut ex-
 pliquer l'inconféquence de cette
 conduite , que par la terreur que
 l'on avoit alors des censures em-
 ployées à tout propos ; M. Dupuy
 en donne une autre raifon Il
 dit , que les Rois les plus perfua-
 dés du pouvoir qu'ils avoien-
 d'exiger des impositions du Cler-
 gé prenoient des permissions des
 Papes , pour hâter la levée de
 ces impositions , & pour ne laiffer
 au Clergé aucun prétexte d'en
 différer le paiement.

• Quelque pût être le motif de

ces permissions, il est indubitable qu'elles n'ont pû anéantir l'un des attributs des plus essentiels à la Souveraineté. Les Rois ne peuvent pas plus aliéner les droits de leur Couronne, que la Couronne même. Ils ne peuvent priver l'Etat du Tribut, qui est son unique ressource pour sa défense & pour sa prospérité. Dans le tems même où l'on demandoit aux Papes des subsides sur le Clergé, l'on a toujours réclamé contre cet usage injuste. Nos Rois ont souvent protesté. ils ont dit clairement, qu'ils pouvoient de leur autorité imposer le Clergé pour les besoins de leur Royaume. Philippe le Bel l'a dit à Boniface VIII. Charles XI. l'a dit au Concile de Trente; le Clergé à reconnu que ces permissions du Pape étoient absolument inutiles, les Parlemens ont

défendu dans toutes occasions cette portion de l'autorité Royale ; elle se défendoit assez par elle-même , parce qu'elle est inaliénable & imprescriptible. Les Bulles des Papes pour autoriser les subsides Ecclésiastiques doivent être mises au rang de ces exemples , que l'on n'ose plus ni renouveler , ni même citer. Parce que les Evêques ont déposé un Vamba & un Louis le Debonnaire , ont-ils acquis une supériorité temporelle sur les Rois , & l'autorité monstrueuse de les juger & de les déposer ? parce que les Juges Ecclésiastiques ont usurpé pendant un tems considérable les droits de la juridiction séculière , & qu'il ont jugé autrefois des testamens , des scellés & des inventaires , des conventions faites par les contrats de mariage , &

d'autres matieres temporelles ;
ont-ils l'autorité d'en juger enco-
re ? ce sont des abus que l'igno-
rance & la foiblesse avoient intro-
duits , que des siècles plus éclairés
& plus équitables ont corri-
gés.

IV. EPOQUE.

CETTE époque comprend les tems qui se sont écoulés depuis le regne de François I. jusqu'à nos jours ; les faits que je vais établir sont appuyés sur l'autorité de M. Dupuy.

François I. suivit d'abord les exemples de quelques-uns de ses Prédécesseurs ; * & la seconde année de son regne, il obtint une Bulle de Leon X. pour lever une Décime sur le Clergé de France** ; mais en 1521. il commença à s'affranchir de cet usage injuste. Le Concile Provincial de Sens étoit assemblé à Paris : le Roi lui envoya M. de Selve Premier Président, & M. le Prési-

* 1516.

** 1521.

dent Guillard , pour lui deman-
 der la solde de quelques gens de
 pied. Parmi plusieurs raisons que
 les Commissaires du Roi propo-
 serent pour justifier cette impo-
 sition , la Bulle de Boniface VIII.
 fut citée. Les Evêques de la Pro-
 vince répondirent , que Bonifa-
 ce l'avoit révoquée , & que le
 Concile de Constance y avoit
 dérogé. Les Commissaires répli-
 querent , » que la Bulle étoit dans
 » toute sa force , que Louis XII.
 » s'en étoit même servi pour exi-
 » ger des subsides du Clergé ;
 » lorsqu'il fit la guerre au Pape
 » Jules II. que ce Prince n'avoit
 » pris alors d'autres précautions
 » que de faire décerner un exécutoire sur le Clergé en la Chan-
 » cellerie près du Parlement de
 » Paris , comme l'on en décernoit
 » pour les Aydes & pour les Tail-
 » les , que le Parlement avoit ju-

„ gé des plaintes des Evêques
 „ qui avoient crû être surtaxés,
 „ & qu'au reste la Bulle de Boni-
 „ face étoit inutile & surabon-
 „ dante. François I. informé des
 „ difficultés que faisoit le Con-
 „ cile Provincial de Sens, donna
 „ de nouvelles instructions à ses
 „ Commissaires ; il leur dit : qu'il
 „ ne falloit avoir Conseil du Pape,
 „ qui n'avoit lors aucune adminis-
 „ tration, qu'il ne pouvoit croire
 „ que le Concile de Constance eût
 „ voulu révoquer la Bulle de Bo-
 „ niface, sans ouïr Parties ; que le
 „ Roi d'Angleterre, & autres Prin-
 „ ces, ussoient de ce droit, & qu'il
 „ blâmoit les Ecclesiastiques de
 „ vouloir entrer en marchandise
 „ avec lui, ayant les moyens
 „ pour les réduire à la raison. Un
 Roi, qui parloit ainsi étoit bien
 éloigné de vouloir souffrir l'Im-

4

munité générale des biens d'Eglise.

Il soutint son autorité par les mêmes principes l'année suivante *. Sur les bruits qui s'étoient répandus des préparatifs que l'Empereur & le Roi d'Angleterre faisoient pour l'attaquer , il assembla les Prélats qui étoient à Paris , & il les persuada de la nécessité d'un nouveau subside. François I. établit alors pour ces subsides une forme qui n'étoit pas aussi onéreuse au Clergé que les Assemblées générales , & qu'il seroit à souhaiter que l'on eût conservée. Il envoya à chaque Evêque des Lettres Patentes pour leur ordonner d'assembler leur Clergé, & de régler la subvention qu'il leur demandoit. Les Gouverneurs des Provinces , ou les principaux Officiers devoient assister

* 1522.

à ces Assemblées ecclésiastiques. Elles étoient chargées du recouvrement du subside : mais en 1522. les rôles de chaque Diocèse furent faits dans le Conseil du Roi , & les Assemblées provinciales furent autorisées à contraindre ceux qui refuseroient de payer , par la saisie de leur temporel. M. Dupuy dit , que le Diocèse de Vannes fut taxé à la somme de 11338. livres , somme alors très-considérable , & que le temporel de l'Evêque du Puy fut saisi pour l'obliger à payer sa taxe.

En 1527. on délibéra sur les moyens de payer la rançon des Fils de France , qui étoient en Otage en Espagne. Clément VII. donna une Bulle pour lever quatre Décimes sur le Clergé. Dans les lettres que François I.

écrivit aux Evêques en leur envoyant des copies de cette Bulle, il leur dit, qu'il l'avoit demandée „ pour lever tout scrupule „ aux Ecclesiastiques, quoique „ la levée fut très-juste & charitable. Ces quatre Décimes ayant été employées à d'autres usages, qu'à la rançon des Fils de France, le Pape adressa une autre Bulle au Cardinal Duprat, pour lever encore quatre Décimes. Mais cette Bulle n'étoit pas encore arrivée, lorsque le Roi tint son Lit de Justice, pour établir les impositions nécessaires & destinées au payement de deux millions d'or, que l'on avoit demandés pour la rançon des Fils de France. Le Premier Président se proposa de prouver, qu'il étoit juste de contraindre les Gens d'Eglise à payer leur part de cette

imposition. Le Cardinal de Bourbon l'interrompit , en offrant au Roi, au nom du Clergé; treize cens mille livres; subside exorbitant pour les tems de François I. ainsi la question ne fut décidée que par le fait.

Du Bellay dit que dans une autre occasion * le Clergé offrit au Roi plusieurs Décimes. „ encore que ledit Seigneur n'en „ eût point de Bulle ; cependant il est certain qu'en 1533. François I. obtint encore une Bulle pour lever deux Décimes. Il vouloit rétablir insensiblement son autorité sur le Tribut ecclésiastique ; & après avoir obtenu la Bulle dont il s'agit, il adressa des Lettres Patentes aux Baillis & Sénéchaux pour contraindre les Ecclésiastiques, par saisie de

* 1532.

leur temporel ; il commit un Laïc pour le recouvrement de ce subside , & il attribua au Grand Conseil la connoissance des contestations que ce subside feroit naître.

Les guerres vives & fréquentes que François I. eut à soutenir * , ne laissoient pas au Clergé & aux autres sujets , le tems de respirer. En 1535. le Cardinal Duprat fut d'avis , que le Roi demandât le tiers du revenu de tous les Evêchés & de tous les Collèges , & la moitié du revenu des autres Bénéfices. François I. dit dans ses Lettres Patentes „ que son intention n'est pas de „ toucher en aucune sorte au „ revenu spirituel des Ecelésiastiques , mais seulement au temporel , lequel , s'il étoit hors

* 1535.

„ de leurs mains , ceux qui les
 „ tiendroient , feroient obligés
 „ d'en rendre service , pour la
 „ qualité de leurs fiefs , prendre
 „ les armes & fecourir le Royau-
 „ me. Il est probable que le re-
 venu spirituel dont il est fait men-
 tion dans ces Lettres Patentes ,
 sont les aumônes & les offrandes
 journalieres auxquelles on n'a ja-
 mais touché.

Tous les biens du Clergé fu-
 rent saisis dans les mois de Mai
 & de Juin. Le Roi ordonna d'y
 comprendre expressement tout
 ce qui étoit de l'ancien domaine
 de la Couronne , pour obliger
 les Ecclésiastiques à représenter
 les titres en vertu desquels ils
 possédoient cet ancien domaine.
 Le Clergé ne se plaignit ni de la
 demande qui étoit très-forte , ni
 de la saisie ; l'Evêque de Chartres

& son Clergé firent des propositions qui réussirent ; ils supplièrent le Roi de leur accorder la main-levée de leur temporel , sous la soumission de payer trois Décimes , auxquelles ils donnerent le nom de Don gratuit & caritatif. Leurs offres furent acceptées ; mais les rôles de ces Décimes furent arrêtées au Conseil du Roi ; les Baillis eurent ordre de saisir le temporel de ceux qui refuseroient , & la connoissance de ces saisies fut réservée au Conseil.

Les offres du Clergé de Chartres servirent de modèle à tous les Diocèses ; ils se soumirent aux trois Décimes ; l'acte de soumission du Diocèse de Rennes porte : que „ l'Evêque voulant obéir „ aux Lettres du Roi , a assemblé son Clergé , que tous ont

„ promis de payer les trois Décimes , & que le Roi pourroit re-
 „ tenir à compte ce que ces Offi-
 „ ciers avoient déjà reçu depuis la
 „ faisie du temporel. La soumission de l'Archevêque de Lyon & de ses Suffragans fut faite dans le Concile de la Province ; il pria le Roi de contraindre les refusans à payer leurs taxes , par les voyes qu'il jugeroit les plus convenables , & par le ministère des Juges séculiers. Le Clergé de Bayeux refusa d'abord ; François I. écrivit une nouvelle Lettre à l'Evêque , le priant . & néanmoins ordonnant „ qu'in-
 „ continent il eût derechef à
 „ convoquer & faire assembler
 „ les gens d'Eglise de son Cler-
 „ gé , de dresser procès-verbal
 „ de ce qui seroit délibéré , &
 „ de nommer les refusans. Tous

se fournirent pour avoir mainlevée de leur temporel.

* A peine ces trois décimes étoient payées , que François I. résolut d'emprunter pareille somme du Clergé. Les rolles en furent faits au Conseil , & *signés de la main du Roi* ; il y eut d'ailleurs un Arrêt qui ordonna , que des Maîtres des Requêtes & des Conseillers du Grand Conseil seroient envoyés dans les Provinces avec des ordres adressés aux Juges Royaux , pour veiller à cet Emprunt , & où aucuns desdits Prélats & Gens d'Eglise seroient „ refusans , procéderont lesdits „ Commissaires & Juges par saisie „ du temporel desdits Prélats & „ Gens d'Eglise , vente & exploitation d'icelui , jusqu'au recouvrement du contenu esdits

* 1537.

„ rôles , ou des deux tiers , ou
 „ pour le moins d'une moitié des
 „ sommes esquelles ont été cotti-
 „ sés par lesdits rôles ; de laquelle
 „ somme le Roi a fait état , pour
 „ subvenir à la nécessité susdite.
 „ Fait au Conseil tenu à Lyon le
 „ premier jour d'Avril l'an 1537.
 „ avant Pâques.

M. Dupuy dit : que l'on a en-
 core l'aête par lequel le Concile
 Provincial de Toulouse accorda
 ce que le Roi appelloit un em-
 prunt sous le nom de Don gra-
 tuit équipollent à trois Décimes ,
 „ sous la condition d'être exempt
 „ de toutes & chacunes autres
 „ Aides & Impositions , Subven-
 „ tions , Emprunts & réparations
 „ de villes & d'Eglises „ Si le
 Concile de Toulouse avoit été
 persuadé , que l'Immunité des
 biens d'Eglise fût générale , & de

droit , il n'auroit pas exprimé cette condition , il n'auroit pas voulu acquérir à titre onéreux , & en payant de fortes Décimes , une exemption qui auroit été indispensable & gratuite. Le Concile se borna à demander du tems pour payer ; & pour l'obtenir , il représenta , qu'il avoit déjà payé trois Décimes l'année précédente ; il pria le Roi de n'exempter aucuns Bénéficiers de ce subside , comme il en avoit exempté les Chevaliers de Saint Jean de Jerusalem , ou de diminuer d'autant la cote des Diocèses.

Il y a dans cette délibération du Concile de Toulouse une circonstance singulière. Il paroît que le Concile prétendoit que l'ancienne exemption du *mansus Ecclesiæ* , dont parlent plusieurs Capitulaires de nos Rois , devoit

encore subsister, non pas gratuitement, mais à la faveur de cette multitude de Décimes que le Clergé payoit au Roi; à condition, dit le Concile, „ de ne payer „ ni être contribuable aux Tail- „ les & autres Impositions pour „ une maison, un jardin & une „ vigne, ou un pré; ainsi que les „ Prédécesseurs dudit Seigneur „ Roi de France l'ont observé „ jusqu'à présent comme Très- „ Chrétiens, & Protecteurs de „ l'Eglise, & Bras d'icelle „. Si l'exemption du *Mansus Ecclesiæ* s'est conservée dans les pays méridionnaux jusqu'au regne de François I. elle a toujours réclamé contre la prétendue Immunité générale. Si les Ecclésiastiques n'aspiroient à cette exemption, qu'en payant les subsides excessifs que les malheurs des

tems obligeoient François I. à exiger d'eux, elle ne pouvoit être onéreuse à l'Etat; cependant l'on ne voit pas que François I. l'ait accordé.

Il a suivi constamment jusqu'à la mort le plan qu'il s'étoit fait de rétablir les droits de sa Couronne sur les biens d'Eglise. * En 1541. il écrivit une Lettre Circulaire aux Evêques pour demander une Décime; il se sert des expressions de prier, requérir & mander, & il dit: „ Pour lever
 „ & prendre les deniers qui, par
 „ eux (les Gens d'Eglise) me se-
 „ ront libéralement & gracieu-
 „ sement donnés & octroyés,
 „ m'a semblé n'être besoin d'au-
 „ cune autorité, permission ne
 „ consentement d'ailleurs.....
 „ & combien que pour chose

* 1541.

„ tant favorable & nécessaire ;
 „ ledit don ne se puisse refuser ,
 „ ou dilayer ; toutefois si par
 „ faute de bon jugement , con-
 „ noissance & intelligence de
 „ choses nécessaires qui de pré-
 „ sent sont à considérer , il s'y
 „ trouvoit quelque dissimulation ,
 „ refus ou délai , je veux & en-
 „ tens que ce néanmoins vous ne
 „ laissiez à faire les cottisations
 „ & départemens dudit Don gra-
 „ tuit , & à faire lever & rece-
 „ voir les deniers d'icelui selon
 „ le contenu de mesdites Lettres
 „ Patentes : car s'il est besoin , je
 „ vous ferai bailler aide , pour à
 „ ce contraindre les refusans ou
 „ dilayans par saisie de leur tem-
 „ porel , & autres voies justes &
 „ raisonnables. Donné à Mou-
 „ lins ce dernier Juillet 1541.
 Un don demandé d'une maniere

si absolue , par un Roi qui sçavoit se faire obéir , & avec le secours de la saisie du temporel , pouvoit il être libre & gratuit de la part du Clergé ?

Henri II. * a suivi l'exemple du Roi son pere. En 1550. il exigea deux Décimes du Clergé. D'abord il donna des Lettres Patentes pour ordonner ce subside ; & dans les Lettres adressées à chaque Evêque il dit : „ Nous
 „ vous mandons procéder in-
 „ continent à départir, cottiser
 „ & faire lever sur lesd. Gens d'E-
 „ glise & Clergé de votre Dio-
 „ cèse la somme à quoi montent
 „ en icelui lesdites deux Déci-
 „ mes de tout, selon & ainsi que
 „ le porte & contient ladite
 „ Commission , & au payement
 „ & avancement desdits deniers
 „ tenir la main , &c.

* 1550.

L'année suivante le même Roi tint un Lit de Justice pour se procurer les secours extraordinaires dont il avoit besoin. Le Connétable exposa les motifs qui avoient déterminé le Roi à tenir son Lit de Justice ; l'on reconnut unanimement qu'ils étoient indispensables ; mais on insista sur ce que le Clergé payât sa part de l'imposition. Le Cardinal de Bourbon ne laissa pas engager la question des devoirs du Clergé : Sire, dit-il, ayant oui ce qu'il vous a plût nous faire entendre par M. le Connétable même oyant les grandes offres que vous fait votre Noblesse, vous offrant leurs vies & leurs biens... Sire, le Clergé de votre Eglise Gallicane a deux choses ; l'une & la première & la plus excel-

» lente , l'oraison & priere à Dieu
 » ... La seconde , sont les biens
 » temporels , dont vous & vos
 » Prédécesseurs , Sire , nous avez
 » si libéralement départis. Hier
 » assemblâmes jusqu'à six Cardi-
 » naux & environ trente Arche-
 » vêques & Evêques , qui tous
 » d'un commun accord & vou-
 » loir arrêterent vous faire si
 » grande part en leurs biens, que
 » vous aurez matiere de conten-
 » tement , comme plus spéciale-
 » ment vous ferai entendre a-
 » près votre diner....Sire, que si les
 » corps n'étoient voués à Dieu ,
 » & à la Religion , ne vous en fe-
 » roient moindre offre que la
 » Noblesse.

Le zèle du Clergé pour le bien du
 Royaume l'a déterminé souvent
 à faire à nos Rois des offres pro-

* Prouv. des Libert. de l'Egl. Gal. T. 2. p. 1110.

portionnées aux besoins de l'Etat ; & sa sagesse n'a jamais souffert que que l'on approfondît toute l'étendue de ses devoirs ; il a toujours transigé en payant ; mais ses transactions mêmes sont autant de titres qui s'élèvent contre la liberté prétendue de ses subsides ; si le droit du Roi pouvoit être litigieux le paiement seroit plus fort , que toutes les protestations verbales du Clergé.

Charles IX. n'a pas demandé au Clergé moins de secours & avec moins d'autorité que François Premier , & Henry II. Il ne s'est pas même borné à exiger des décimes ; sous son regne l'Eglise a aliéné de ses fonds pour secourir l'Etat, il est vrai qu'en 1568. ce Prince obtint une Bulle de Pie V. pour aliéner des biens d'Eglise ; jusqu'à la concurrence

de cinquante mille écus de rente ; mais cette aliénation demandoit de plus grandes précautions que le Subside ordinaire , & Charles IX. devoit pour lui même instruire le monde chrétien des raisons pressantes qui l'obligeoit à en venir à cette extrémité. Je m'arrête principalement à deux faits qui ont signalé son regne. 1^o au Contrat de Poissi : 2^o à la création qu'il fit des Receveurs des Décimes ; ce sont deux sortes de Tributs considérables qu'il a exigés du Clergé , & avec un empire absolu.

L'on a vu que sous les regnes de François Premier & de Henry II. la forme du Tribut Ecclésiastique étoit , que le Roi l'ordonnât par des Lettres Patentes adressées à chaque Evêque. Charles IX. jugea à propos de changer cette

forme. En 1561 le Clergé assemblé s'obligea par un contrat solennel à payer au Roi chaque année la somme de seize cens mille livres. Ce Subside devoit durer pendant six ans ; & après les six années révolues ; le Clergé étoit encore chargé de racheter les Domaines , Aydes , & Gabelles engagés à l'Hôtel de Ville de Paris pour la somme de sept millions cinq cent soixante mille cinquante-six livres seize sols huit deniers. Ce rachat devoit être fait dans dix ans , pendant lesquels le Clergé s'obligeoit à payer les arrérages du prix principal de l'aliénation , les frais des Receveurs de la Ville , & toutes les dépenses que le rachat de ces Domaines entraînoit nécessairement ; c'est ce que l'on a appelé le Contrat de Poissy ; il a été le modele d'une multitude

de contrats que le Clergé a faits dans la suite , pour fixer les sommes qu'il devoit payer , le tems du payement , & la durée de ses Subsidés.

On n'exige un contrat solennel portant promesse de payer dans un tems marqué , que d'un débiteur obligé rigoureusement au payement de sa dette. La forme des contrats du Clergé est celle de toutes les conventions les plus fortes & les plus obligatoires que l'on puisse faire dans la société civile ; son effet est d'avouer la dette , & de prendre des mesures justes pour l'acquitter. François Premier n'a pas cru avoir besoin de l'hypothèque quinaît d'un contrat , pour pouvoir saisir les biens du Clergé ; il s'est contenté avec raison des droits que lui donnoit l'autorité suprême sur tous les immeubles

immeubles de son Royaume, du
 Domaine éminent q'un Roi a sur
 tout le temporel de ses Etats, de
 l'hypothèque tacite qui engage
 au secours de l'Etat tous les biens
 renfermés dans ses limites. Mais
 si le Clergé a été persuadé que
 le Roi & l'Etat n'ont aucun titre
 pour l'obliger au Tribut, pour-
 quoi leur a-t'il donné dans ses con-
 trats des titres authentiques ! Pour-
 quoi avouer la dette ! Pourquoi
 ajouter à l'hypothèque tacite une
 hypothèque expresse ! Il n'est
 point de Jurisconsulte qui ne re-
 connoisse, que les contrats que le
 Clergé a faits depuis Charles IX.
 sont incompatibles avec la liberté
 qu'il affecte dans ses Subsidés.

Sous le règne de Charles IX.
 après que le Clergé eut rempli
 ses engagements pendant les six
 premières années, & qu'il eut

payé chaque année seize cent mille livres ; qui étoient alors une somme exorbitante , Charles IX. résolut de lever ce subside , encore pendant six autres années ; il l'ordonna même par des Lettres Patentes générales pour tout le Clergé , & particulières pour les Diocèses. Le Clergé fit des remontrances très justes , il représenta, qu'il lui étoit impossible de continuer à payer une imposition aussi forte, & en même temps de retirer les Domaines , Aydes , & Gabelles engagées à l'Hotel de Ville de Paris , conformément au Contrat de Poissy. Le Roi révoqua les commissions qu'il avoit décernés pour la continuation du subside de 160000 liv. par an , il confirma le Contrat de Poissy , & il se borna à son exécution. *

* Anciens Mém. du Clergé. Edit de Vitré. tom; 1. part. 3 page 80.

Indépendamment des Domaines engagés à l'Hotel de Ville de Paris, il y en avoit d'autres qui avoient été aliénés, & que le Roi vouloit retirer. Henri II. avoit créé des Offices de Receveurs des décimes; ces Receveurs devoient être pourvûs par le Roi, & être Comptables à la Chambre des Comptes. A la priere du Clergé, Henri II. avoit révoqué son Edit; Charles IX. le renouvela; * il créa des Offices de Receveurs des décimes en chaque Diocèse, il leur attribua un sol pour livre à prendre sur les Bénéficiaires, & sans diminution des décimes, & il ordonna que la finance que les nouveaux Receveurs payeroient, seroit employée au rachapt des Domaines.

Cette création d'Officiers des

* 1572.

décimes & toutes celles qui l'ont suivie , & qui sont en grand nombre, ont été de vraies impositions sur le Clergé ; la finance des Offices a toujours été faite au profit du Roi , les gages ont été payés par le Clergé ; & lorsqu'il a voulu se débarrasser des Receveurs & des Contrôleurs des décimes, il n'a eu d'autre moyen que de les rembourser , après en avoir obtenu la permission du Roi ; mais ces impositions très fortes & très fréquentes ont été établies par des Edits ; les remontrances que le Clergé a faites , prouvent qu'il n'y avoit pas donné son consentement, qu'on ne l'avoit pas consulté , que l'on n'avoit pas concerté avec lui cette sorte d'impositions. Cependant le Clergé prétend qu'il a toujours été consulté , & que son acquiescement peut seul légi-

timer un subside Ecclésiastique.

L'Edit de Charles IX. s'exécutoit , & le Clergé voyoit avec peine qu'on levoit les Offices de Receveurs des décimes. Il profita du moment où Charles IX. avoit besoin d'argent , pour l'élection d'Henri son frere à la Couronne de Pologne ; le Clergé offrit au Roi huit cent mille livres , & en les offrant il demanda la suppression des Receveurs des décimes , qu'il obtint facilement. Pour donner une idée encore plus juste de ce que l'on pensoit sous le regne de Charles IX. de la prétendue liberté des subsides Ecclésiastiques & de la nécessité du consentement du Clergé , il me suffit de rapporter ce qui se passa en 1572. Le Roi vouloit avoir un subside extraordinaire, sans préjudice du rachapt de ses Domaines promis par le

Contrat de Poissy. Il consulta les Cardinaux de Bourbon & de Guise, & les autres Prélats qui étoient à la Cour. Ces Prélats ne manquèrent pas de dire, qu'il falloit le consentement du Clergé; mais qu'ils le croyoient très disposé à le donner. Charles IX. fit expédier des Lettres Patentes adressées à chaque Evêque, & il leur dit,

» Nous vous mandons, admo-
 » nestons, & ordonnons par ces
 » présentes, que suivant l'affec-
 » tion que nous rendés & au bien
 » de nos affaires & service, en
 » quoi avés autant d'intérêt que
 » nul autre, vous ayés à bailler
 » & prêter au plutôt votre con-
 » sentement par vos Lettres &
 » Procurations authentiques & des
 » Ecclésiastiques de votre Dio-
 » cèse, pour consentir & approu-
 » ver ce qui sera résolu par nous.

„ Cousins & lesdits Prélats , en-
 „ tant & pour la part qui pourra
 „ vous toucher , outre les autres
 „ décimes & subventions ja ac-
 „ cordées.

On ordonnoit donc au Clergé de donner son acquiescement aux subsides ; il approuvoit donc un subside dont la quotité n'étoit pas encore fixée , mais cet acquiescement n'étoit qu'un vain Cérémonial qui ne lui laissoit pas la liberté de refuser le Tribut. Le Clergé n'a jamais approuvé l'aliénation de son temporel , cependant elle a été faite , & même réitérée sous le regne du successeur de Charles IX ; le Clergé n'a point donné son consentement à plusieurs créations de Receveurs & de Controlleurs des décimes , qui ont été des impositions très onéreuses ; & les temps qui ont

suivi le regne de Charles IX. ne lui ont pas été plus favorables.

Henri III. * eut encore recours à l'aliénation du temporel de l'Eglise, il demanda une Bulle pour cette aliénation; & en attendant qu'elle fût expédiée, il exigea du Clergé un subside extraordinaire de deux millions. Pour avoir promptement la moitié de ce subside, il dit dans ses Lettres Patentes; „ Nous avons fait dépar-
 „ tir & éгалer en notre Conseil
 „ privé la somme d'un million de
 „ liv. faisant moitié desdits deux
 „ millions, sur tous les bénéfices,
 „ selon que chacun peut porter,
 „ attendant la permission néces-
 „ faire de sa Sainteté, pour alié-
 „ ner du temporel du Clergé. „
 Ce million étoit destiné à la solde des troupes étrangères, & le paye-

* 1574.

ment ne pouvoit souffrir aucun délai. Les Lettres Patentes ordonnerent, que le recouvrement fût fait par les Receveurs des Diocèses; on décerna des Commiffions pour y contraindre tous les Bénéficiers, même les Archévêques & Evêques; on les difpenfa feulemment de la folidité, & le Roi ne voulut pas qu'un Diocèse ou un particulier pût être contraint à payer la taxe d'un autre; mais il étoit permis de faifir le temporel, d'y établir des Gardiens, de faire emprifonner les Fermiers des Eccléfiastiques; il étoit enjoint aux Juges & aux Officiers Royaux de prêter mainforte, & la connoiffance des conteftations qui pourroit furvenir étoit réfervée au Conseil. Les Receveurs devoient remettre les deniers de leurs recettes dans le tems qui

leur étoit prescrit, moyennant le salaire de six deniers pour livre; ce tems même étoit très-court. Les Lettres Patentes font du premier Août 1574, & le Subside devoit être levé dans le quinze du même mois.

Dans la Lettre que le Roi écrivit à cette occasion au Cardinal de Lorraine Archevêque de Reims, il l'avertit, que suivant le rôle arrêté au Conseil, il étoit taxé à 14225. livres, „ que vous mandons faire lever „ par le Receveur particulier des „ Décimes de votre Diocèse „ payable au quinziesme jour de „ ce mois d'Août „. Pour faciliter ce paiement dans un délai aussi court, le Roi permit aux Ecclésiastiques de vendre l'argenterie & les meubles précieux de leurs Eglises, de faire cou-

per les bois de haute futaye, & de constituer sur leurs Bénéfices des rentes au denier douze. Toutes ces ventes & ces constitutions de rentes furent autorisées d'avance par des Lettres Patentes enregistrées au Parlement ; l'autre partie de ce subside, consistant en un million, fut levé en 1575. * pour former cette somme, l'on aliéna quelques fonds de l'Eglise, en vertu d'une Bulle de Grégoire XIII.

Le 18. Juillet 1576* le même Pape autorisa encore l'aliénation du temporel du Clergé, de la valeur de cinquante mille écus de rente ; cette seconde Bulle portoit que l'aliénation seroit faite, quand même le Clergé s'y opposeroit ; *in vitis & contradicentibus Clericis* ;

* 1575.

** 1596.

les Parlemens de Paris & de Bordeaux enregistrent la Bulle , sans approbation de cette clause.

Le Clergé a expliqué cette modification en sa faveur , & il prétend que le Parlement même en désapprouvant la clause *invitis & contradicentibus Clericis* , a reconnu la liberté de ses dons , qu'il l'a conservée par la sagesse de cette précaution ; mais les Auteurs des Remontrances du Clergé ne sont pas entrés dans les vues du Parlement. Ce Sénat auguste, toujours attentif à maintenir les libertés de l'Eglise Gallicane , ne croit pas que le Pape puisse ordonner l'alienation du temporel de l'Eglise , malgré le Clergé ; il ne croit pas même que le Pape ait aucune autorité sur le temporel de l'Eglise de France , & il a voulu prévenir les incon-

vénient que des Ordres aussi rigoureux , & émanés de la Cour de Rome , pourroient entraîner ; mais le Parlement n'a jamais prétendu que les subsides du Clergé fussent libres relativement au Roi. Le Pape ne peut prescrire des Loix au Clergé de France sur le temporel. Le Roi peut lui en prescrire ; il est le Souverain des Ecclésiastiques , & de tous les biens qui sont renfermés dans l'Etat. La clause *invitis & contradicentibus Clericis* , n'a aucune force dans une Bulle pour l'administration du temporel du Royaume ; le Pape n'est qu'un Prince étranger , qui ne peut en ordonner ; mais cette clause portée dans un Edit du Roi a toute sa vigueur & toute sa force , elle émane de la Puissance temporelle & suprême ; si le Clergé dou-

toit des vûes du Parlement , l'enregistrement unanime de la dernière Déclaration devoit dissiper ses doutes.

Quelques années après * cette Bulle , Henri III. demanda au Clergé assemblé à Melun un subside considérable. Le Clergé voulut s'en défendre , sous le prétexte de pauvreté & du défaut de consentement du Pape. Le Roi ne s'opposa pas à ce que le Clergé demandât lui-même ce consentement , pourvû qu'il obtînt auparavant la permission expresse de s'adresser à Rome. Le Clergé se soumit à cette condition , & le Nonce fut chargé de solliciter l'approbation du Pape ; mais dans la suite Henri III. se reprocha cette facilité ** ; & lorsqu'il de-

* 15^e 0.

** 1584

manda un nouveau subside , il
 défendit au Clergé d'en écrire
 au Pape , qui est un Prince étran-
 „ ger avec lequel il ne vouloit
 „ pas qu'on eût une secrete in-
 „ telligence , que lui Roi étoit
 „ constitué de Dieu Chef sur
 „ tout son Royaume , le Clergé
 „ en étant un Membre , & non
 „ un Corps séparé , il ne falloit
 „ pas que ce Membre eût aucune
 „ pratique séparée du Chef.

Dans la Lettre que l'Assemblée du Clergé écrivit aux Evêques du Royaume pour les instruire de ce qui s'étoit passé à cette occasion , le Clergé dit :
 Que M. de Rostaing avoit apporté à l'Assemblée des Lettres du Roi , & qu'il l'avoit assuré ,
 „ que Sa Maj. ne penseroit point
 „ blesser sa conscience de lever
 „ de son autorité ce qu'elle leur

„ demandoit , au cas qu'ils vou-
 „ lussent le lui accorder libérale-
 „ ment , attendu l'extrême né-
 „ cessité de ses affaires, & qu'elle
 „ desiroit en avoir réponse. Le
 Clergé peint son embarras , il
 avoue l'inutilité des Remontran-
 ces qu'il a faites pour obtenir un
 délai jusqu'à la nouvelle Assem-
 blée ; il ajoute „ que le Roi a
 „ été supplié , où il seroit résolu
 „ de lever quelques secours sans
 „ le consentement du Clergé ,
 „ de modérer sa demande à une
 „ Décime seulement , payable
 „ aux termes ordinaires d'Oc-
 „ tobre & de Février „ , & de
 permettre au Clergé de racheter
 ses biens qui avoient été vendus
 à vil prix. On appelloit alors ces
 aliénations *les méventes*. Le Roi
 avoit répondu , „ qu'il feroit ex-
 „ pédier des Commissions pour

„ une Décime , qu'il entendoit
 „ revenir à 350000. livres, & la
 „ toucher nettement aux termes
 „ ordinaires pour le payement
 „ des faïfies ; & pour le regard
 „ du rachat, qu'il faudroit avifer
 „ en son Confeil „. Le Clergé
 dit, que malgré ces assurances,
 il a reçu une Commiffion pour le-
 ver une Décime & demie paya-
 ble en un feul terme au mois
 d'Octobre alors prochain ; que
 le Cardinal de Guife s'étant char-
 gé de faire de nouvelles Remon-
 trances ; „ Nous n'en pûmes tirer,
 „ ce font les termes de la Lettre
 „ de l'Affemblée, autre réfolution,
 „ finon qu'il ne falloit plus par-
 „ ler *des méventes*, ni capituler
 „ avec le Roi, lequel avoit com-
 „ mandé que les Commiffions
 „ s'envoyaffent en la forme que
 „ Nous avions vûe.....peu de jours

„ après nous vîmes des Commis-
 „ sions scellées pour lever une
 „ Décime & demie payable en
 „ Octobre, avec condition que
 „ s'il s'en levoit plus grande som-
 „ me, le surplus tiendrait lieu
 „ au Clergé sur le courant des
 „ Décimes ordinaires, & du ra-
 „ chat; point de nouvelles.....
 „ Vous croirez, s'il vous plaît,
 „ qu'efdites Commissions il ne
 „ s'est rien fait de notre consen-
 „ tement, ains les avons em-
 „ pêchées de tout notre pou-
 „ voir. Telle étoit la liberté des
 „ dons du Clergé sous le regne
 „ d'Henri III.

Ce subside extraordinaire fut
 levé sans préjudice des Décimes
 ordinaires*, & avec tous ces Tri-
 buts, le Roi exigea encore une
 aliénation du temporel du Cler-

* 1586.

gé. Il envoya à Rome l'Evêque de Paris pour obtenir une Bulle qui autorisât cette nouvelle aliénation ; la Bulle fut accordée , & le Clergé se plaignit de ce que l'on n'y avoit eu aucun égard aux Remontrances qu'il avoit faites à Rome & en France. Il avoit espéré que le Pape ne permettroit d'aliéner du temporel de l'Eglise , que pour la valeur de cinquante mille écus de rente , & elle permettoit d'en aliéner jusqu'à cent mille écus ; elle autorisoit même aussi l'aliénation des Dixmes , & elle supposoit que le Clergé y avoit acquiescé : elle vouloit que l'aliénation se fit en présence du Nonce , & elle nommoit d'autres Exécuteurs de la Bulle que ceux que le Clergé avoit présentés pour cette fonction. Toutes ces circonstances furent exposées au Parlement ,

comme autant de moyens d'opposition à l'enregistrement de la Bulle : Cependant elle fut enregistrée, avec cette modification, qu'on n'aliéneroit du temporel du Clergé, que jusqu'à la concurrence de cinquante mille écus de rente. Cette Bulle fut exécutée par les Commissaires du Roi. L'année suivante * Sixte V. permit encore une aliénation aussi forte ; ainsi le Roi exécuta le projet qu'il avoit formé d'aliéner du temporel du Clergé pour cent mille écus de rente.

Sous les regnes d'Henri IV. de Louis XIII. & de Louis XIV. les Décimes ordinaires ont subsisté sans aucune interruption ; le Clergé prétend qu'elles ont été libres, parce qu'il y a consenti ; mais dans le vrai, il a subi le joug, parce qu'il n'a pû s'en dis-

* 1587.

penfer , du moins il doit avouer que sous ces regnes l'on a exigé de lui beaucoup de subsides extraordinaires , qui ont été établis par des Edits , sans le consulter avant l'établissement , sans lui demander son approbation après l'avoir fait. Henri II. avoit donné le projet de la création des Receveurs des Décimes. Charles IX. l'avoit renouvelé ; mais il n'est devenu une source féconde de subsides du Clergé que sous les regnes de ses Successeurs. La finance de ses Offices a toujours été payée au profit du Roi , les appointemens des Officiers ont toujours été à la charge du Clergé ; & lorsqu'il a voulu s'en débarrasser , il a été obligé d'en demander au Roi la permission , & d'en faire seul le remboursement.

Aussi dans les plus grands be-

soins de l'Etat on a eu recours à la création des Officiers des Décimes. En 1594. Henri IV. créa dix-sept Offices de Receveurs provinciaux des Décimes, *pour en être par lui pourvu héréditairement.* En 1596. il en ordonna la revente comme d'Offices domaniaux. Le Clergé voulut s'y opposer ; il prétendit que c'étoit une aliénation de son bien ; mais malgré son opposition les Offices furent levés, & le Clergé n'obtint la permission de les supprimer qu'en 1606.

En 1608. Henri IV. lui demanda six cens mille livres pour établir des galeres à Marseille ; il voulut bien se contenter de la moitié de cette somme, & le Clergé la puisa dans le rétablissement des Receveurs des Décimes. En 1621. Louis XIII. créa

dans chaque Province un Receveur des Décimes alternatif, & deux Contrôleurs, l'un ancien & l'autre alternatif. En 1625. on demanda un supplément de finance aux anciens Receveurs, & le Clergé n'eut d'autre liberté que celle d'imposer sur les Contribuables les sommes nécessaires pour les gages de ses Officiers.

En 1628. Louis XIII. créa des Receveurs & Contrôleurs triennaux dans chaque Diocèse, pour fournir aux frais du Siège de la Rochelle; ces Officiers devoient être pourvus par le Roi, l'Edit ne donnoit au Clergé que la faculté de les rembourser.

En 1646. Louis XIV. exigea de ces Officiers une nouvelle finance, moyennant une augmentation de gages à prendre sur le

Clergé. Il y a eu aussi des créations de plusieurs autres Offices relatifs aux subsides du Clergé , de Commissaires des Décimes , de Gardes des petits Sceaux Ecclésiastiques , & toutes ces créations ont été ordonnées comme les impositions des Laïcs , par des Edits donnés du propre mouvement de nos Rois , quelquefois malgré les Remontrances & les propositions les plus fortes du Clergé , toujours du moins sans son consentement.

Pour la Capitation , elle fut établie par une Déclaration du mois de Janvier 1695. Louis XIV. dit dans cette Déclaration, „ vou-
 „ lons qu'aucuns de nos Sujets de
 „ quelque qualité & condition
 „ qu'ils puissent être , Ecclésiast-
 „ tiques , Séculiers ou Réguliers ,
 „ Noble , Militaire , ou autre ,
 ne

» ne soient exempts de ladite Ca-
 » pitation » ; mais comme le
 Clergé devoit s'assembler la mê-
 me année, le Roi ajouta » Voulons
 » que quant à présent le Clergé &
 » les Membres en dépendans ne
 » soient pas compris dans le tarif
 » qui sera arrêté dans notre Con-
 » seil, ni dans les rôles qui seront
 » arrêtés par les Intendans pour
 » le recouvrement des taxes
 » de cette année » : on ne
 pouvoit établir plus clairement,
 que les Ecclésiastiques sont sou-
 mis aux impositions personnel-
 les, & cette loi reclamera tou-
 jours contre la Déclaration que
 le Clergé a obtenue en 1711.

Il ne se plaignit point des ex-
 pressions fortes & précises de la
 Déclaration de 1695, & il ne
 supplia pas le Roi de la retirer ;
 il eut recours à son asile ordi-

naire , il transigea , l'Assemblée donna un subside de dix millions , & de plus elle imposa pour l'année 1696 & pour tout le tems que la guerre dureroit quatre millions par an pour tenir lieu de capitation. On peut voir dans le tome neuvième des mémoires du Clergé , l'aveu formel qu'il a fait , » que ce secours extraordinaire a » été accordé au Roi au lieu & place de la capitation. Or une somme représentative de la capitation est un abonnement pour cette imposition ; un abonnement est une soumission expresse à l'imposition. On peut y trouver quelque avantage sur la quotité du Tribut ; on n'y gagne rien à l'égard de la dépendance , & l'on reconnoît en abonnant que l'on est contribuable ; la loi du Souverain & l'aveu du Clergé sont éga-

lement opposés à la prétendue exemption de toutes impositions.

En 1701 la guerre, qui survint à l'occasion de la succession d'Espagne, obligea Louis XIV. à rétablir la capitation, & à l'augmenter d'une moitié. Le Clergé eut ordre de s'assembler extraordinairement; il se soumit à payer quatre millions par an, au lieu & place de la capitation, comme il avoit fait lors de son premier établissement; ainsi il ne fut pas chargé de l'augmentation que les séculiers payerent; mais il ne put échapper à la capitation qui porte le caractère de la dépendance personnelle des Ecclésiastiques.

En 1705 cette imposition fut augmentée de deux sols pour livre: le Clergé donna six millions d'extraordinaire pour ne

pas payer cette augmentation.

En 1708 & 1709 on créa des rentes au denier vingt pour ceux qui voudroient racheter leur capitation , en payant six années de l'imposition. Le Clergé assemblé en 1710 , voulut profiter de cette facilité , & pour racheter sa capitation , il paya vingt-quatre millions qui étoient équivalens à six années de sa capitation ; cette imposition a donc marché d'un pas égal pour le Clergé & pour les Sécuiers , elle a eu la même source & les mêmes incidens ; il n'y a eu de différence que dans la quotité , le Clergé a été plus foulagé que les Sécuiers : c'est un motif de plus pour exciter sa reconnoissance.

Indépendamment des secours extraordinaires & abondans que nos Rois ont recueillis de ces dif-

férentes créations , elles ont encore marqué la dépendance absolue du Clergé , pour le recouvrement de ses subsides , dont l'administration entière est nécessairement soumise à l'autorité royale , & pour lesquels l'Assemblée générale du Clergé , & les Evêques ne peuvent avoir qu'un pouvoir emprunté.

A toutes ces preuves de l'obligation indispensable où est le Clergé de secourir l'Etat par la voye des impositions , & de l'autorité que tous nos Rois ont eue pour le Tribut Ecclésiastique , je joins encore l'exemple de la taille.

Depuis que la taille est établie dans le Royaume , les Biens de l'Eglise & ses Fermiers y ont été soumis avec autant d'exactitude que les Biens & les Fermiers des

Laïcs. Le Clergé n'a pas même réclamé contre cette imposition ; il a reconnu que ses plaintes seroient injustes , & que ses efforts seroient inutiles. Si le Clergé se croyoit exempt de toutes les impositions , il ne soumettroit pas ses Biens à la taille : si la taille affecte ses biens , par quel motif le dixième ou le vingtième ne les affecteroient-ils pas ! il n'y a aucune raison de différence , ce sont également des charges réelles , des charges imposées sur la globe par l'autorité suprême , des charges qui établissent une juste proportion entre les forces & le poids que l'on doit porter , entre les richesses des contribuables & le Tribut qu'on leur impose.

• Il résulte des maximes que j'ai proposées , que tout sujet doit le Tribut à son Souverain pour ren-

dre hommage à l'autorité suprême , & que tous les biens qui sont dans l'Etat doivent contribuer à son secours , dans les tems de guerre pour sa défense , & dans la paix pour y entretenir le bon ordre & la sûreté , pour sa prospérité même & pour sa gloire.

Si le Tribut est un droit essentiel de la Souveraineté , s'il est destiné uniquement à la défense & à l'administration de l'Etat , c'est un objet purement temporel , sur lequel l'Eglise ne peut avoir aucune autorité , même indirecte. Les droits des deux Puissances sont distingués les uns des autres , ils sont déposés en des mains différentes, afin qu'on puisse les discerner plus facilement , ils sont séparés par des bornes évidentes & immuables ; il n'est pas plus permis à l'Eglise de s'arroger

quelque autorité sur le Tribut , qu'aux Souverains de décider des dogmes , ou d'usurper le pouvoir de lier & de délier les consciences. Les Conciles Œcuméniques n'ont pas plus d'autorité sur les droits des Couronnes , & spécialement sur le Tribut , que les Conciles Provinciaux & les Evêques dispersés dans tout le monde Chrétien. Tout ce que les Conciles de Latran & de Constance ont entrepris à cet égard est essentiellement nul , ils n'ont eu aucun pouvoir pour régler & pour modifier les impositions : & dans les saints Décrets , comme dans les Loix séculières , le plus grand de tous les défauts est le défaut de pouvoir.

On ne présume jamais un privilège , il faut l'établir sur des preuves évidentes , il faut l'ap-

puyer sur des fondemens inébranlables , sur-tout s'il est extraordinaire , s'il diminue l'autorité suprême , qui émane de Dieu même , autant que l'autorité spirituelle , s'il est onéreux à l'Etat , & pernicieux pour la société civile. L'exemption des impositions donnée par Constantin à des Eglises pauvres & qui sortoient des persécutions , ne pouvoit porter préjudice ni à l'autorité des Empereurs , ni à l'administration de l'Empire , alors l'Eglise reconnoissoit qu'elle ne pouvoit avoir d'exemption que par la bonté & par la libéralité du Souverain ; les Ecclésiastiques n'avoient pas même encore cet entretien décent que l'Etat leur doit , pour récompenser leurs peines , & pour ne pas les distraire de leurs fonctions saintes ; leur exemption

étoit bien éloignée d'appauvrir le fisc, & de surcharger les peuples, mais l'exemption des Biens considérables que le Clergé posséde seroit une diminution trop forte des revenus de l'Etat, elle seroit telle qu'un Souverain ne pourroit pas même l'accorder à perpétuité, il n'est qu'usufruitier de sa Couronne, il ne peut disposer que des revenus qui échoient sous son regne, il ne peut dépouiller ses successeurs; aucun Prince n'a accordé au Clergé une exemption générale & perpétuelle; s'il l'avoit fait, sa concession seroit toujours subordonnée à l'autorité suprême de ses successeurs, son sort dépendroit toujours de l'utilité publique.

On ne se donne pas un privilège à soi-même, des sujets ne s'exemptent pas eux-mêmes des

loix générales , des loix les plus nécessaires à la société , des loix qui sont nées avec l'Etat , & que l'on ne peut détruire sans lui porter une atteinte mortelle. Le Tribut est une des loix primitives de tout Empire & de toute République ; si on le détruit , la Puissance publique n'a plus de force ; si l'on en retranche une portion considérable , on affoiblit nécessairement les forces militaires & les secours que demande l'administration intérieure de l'Etat ; on n'a jamais imaginé de privilège plus exorbitant que celui qui pourroit soustraire le tiers ou le quart des Biens du Royaume à l'autorité du Législateur , & qui laisseroit aux propriétaires de Biens immenses la liberté funeste de refuser des secours à l'Etat.

L'Eglise est indépendante des.

Souverains pour le spirituel, elle leur est soumise pour tout son temporel. Les Souverains sont indépendans de l'Eglise pour les droits de leurs Couronnes, & pour tout le temporel de leurs Etats; ils doivent lui être soumis pour le spirituel; c'est l'ordre que Dieu même a établi, pour peu qu'on le déränge, il faut tomber dans l'anarchie & dans la confusion. Que doit-on donc penser du partage que les Ecclésiastiques du douzième & du treizième siècle ont voulu faire, en prenant pour eux tout le spirituel, avec des grands Biens temporels répandus dans tous les Etats Chrétiens, & en réduisant les Souverains non-seulement à l'obéissance qu'ils doivent pour le spirituel, mais encore à la perte d'une partie considérable de leur

autorité & de leurs richesses !

Les Souverains de l'Etat sont les donateurs de l'Eglise. Le Roi est le Bienfaiteur de tous les Ecclésiastiques qui vivent dans l'opulence ; le seul motif de la reconnaissance devrait les engager à donner plus de secours que les Laïcs, & pour me servir de l'expression de Philippe le Bel, » pour » ne pas se rendre coupables » d'ingratitude, ils doivent offrir généreusement tout ce » qu'ils ont.

Quant à la possession que le Clergé réclame, il résulte des faits que j'ai exposés, que jusqu'au quatrième Concile de Latran assemblé dans le treizième siècle, les Ecclésiastiques ont payé les impositions ordinaires, sans préjudice du service militaire qu'ils devoient en qualité

de vassaux , des précaires , du droit de gîte & du droit de procuration , auxquels les Evêques mêmes étoient soumis. Le Concile de Latran atteste que dans tous les Etats du monde Chrétien on exigeoit des Ecclésiastiques & des Biens d'Eglise toutes les impositions , tous les travaux , toutes les charges que les Laïcs supportoient.

Depuis ce Concile plusieurs de nos Rois ont demandé aux Papes des permissions de lever des subsides sur les Ecclésiastiques ; mais dans ce tems-là même ils ont souvent réclamé les droits de leur Couronne , ils ont souvent imposé le Clergé de leur autorité seule. Les Juges séculiers ont eu assez de lumieres & de fermeté pour recouvrer les droits que les Juges d'Eglise avoient usurpés

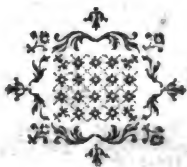
dans ces tems d'ignorance & de foiblesse : nos Rois , & en particulier François I. ont supprimé l'abus qui s'étoit introduit de consulter la Cour de Rome pour le Tribut Ecclésiastique , le Clergé même y a consenti ; & depuis le regne de François I. il a payé une infinité d'impositions , pour lesquelles on n'a point demandé l'approbation de la Cour de Rome.

Le Clergé de France n'est composé que de sujets du Roi , ils n'auroient jamais pu prescrire contre les droits de la Couronne , par la possession la plus ancienne & la plus constante ; mais la possession est toute en faveur du Souverain , réunie au droit rigoureux , à l'équité , au bien public , elle doit affermir à jamais l'autorité du Roi sur le temporel de l'Eglise.

Quel est l'état actuel du Clergé de France ? il paye tous les subside que le Roi juge à propos de lui demander , il les paye dans la quantité , dans le tems & dans la forme qui lui sont prescrits. Il tient de la bonté de nos Rois la prérogative de n'être pas imposé avec les Laïcs , il est chargé lui-même du département & du recouvrement de ses impositions , il a des Tribunaux particuliers pour juger les contestations qui naissent à l'occasion des taxes de ses contribuables ; ce sont des avantages que personne ne lui envie , il a un intérêt à les conserver , & l'Etat n'a point d'intérêt à les détruire ; mais le Clergé ne doit pas méconnoître la main qui lui a donné tous ces avantages. Le Sujet , le Citoyen , l'Ecclésiastique doit à l'Etat des

secours dont le Roi seul peut être Juge.

J'ai dit les raisons , & j'ai exposé les faits qui me persuadent que les Ecclésiastiques & les Biens d'Eglise sont soumis aux impositions ; il est juste d'examiner ce que le Clergé a dit dans ses Remontrances , & ce que l'on a dit pour lui dans quelques Ouvrages qui ont paru à l'occasion du Vingtième.



EXAMEN des Remontrances du Clergé.

LEs Remontrances réitérées que le Clergé a faites pendant sa dernière Assemblée, réunissent tout ce que les Ecclésiastiques ont dit autrefois de plus spécieux & de plus patétique pour obtenir des Souverains une Immunité générale & absolue : sont-elles également solides ? on en peut juger par les principes & par les faits que j'ai établis : je crois devoir y ajouter quelques réflexions.

Tout ce qu'il y a de personnes instruites, équitables, & qui ne cherchent point à secouer le joug salutaire de la loi divine ,

respectent notre sainte Religion; qui porte dans sa foi & dans ses mœurs tous les caracteres de la divinité, & c'est parce que les Souverains & les Peuples doivent la respecter, l'aimer, la défendre contre tous ceux qui l'attaquent, que les Ecclésiastiques ont dit, que leur temporel appartient à la Religion, qu'il a changé de nature, qu'il est élevé à la dignité des choses spirituelles, que l'Immunité réelle intéresse la Religion, & qu'à cet égard » les » moindres nouveautés exposent » à de grands dangers. *

La question que le Clergé a suscitée au sujet du Vingtième mérite donc les plus grandes attentions; dans cette question l'on marche entre deux écueils : nous

* Extr. du proc. verb. de l'Ass. de 1750. page 60.

avons également à craindre l'injustice qui enleveroit au Clergé l'un de ses plus beaux droits , & la superstition dont le caractère est d'outrer tous les devoirs de la Religion, d'imposer aux hommes des obligations auxquelles Dieu même ne les a pas soumis , & de donner dans des excès qui , pour avoir leur source dans une piété peu éclairée , n'en font que plus condamnables.

Pour réduire à sa juste valeur tout ce que l'on a dit du temporel du Clergé , il faut reconnoître que ce temporel a été donné à l'Eglise pour l'entretien des Ministres des Autels , pour la décoration des Temples , pour les frais du service divin , & pour le soulagement des Pauvres : motifs respectables, destinations saintes , charges imposées par les Dona-

teurs , & qui font devenues indispensables pour les Ecclésiastiques qui possèdent ce temporel , & pour les Souverains qui l'ont sous leur domination. Personne n'attaque des motifs aussi remplis d'équité & de Religion. Les Chrétiens y ont toujours applaudi : mais les charges imposées aux Ecclesiastiques donataires sont-elles incompatibles avec les charges primitives des immeubles qui ont été donnés à l'Eglise ? les charges nouvelles ont-elles effacé les anciennes ? voilà le point de la difficulté , dont il ne faut pas s'écarter.

Une maison donnée à l'Eglise doit une servitude à la maison voisine. Un champ doit un cens , une redevance à celui qui l'a donné à défricher. L'Eglise continue à supporter la servitude & à payer

le cens , par une raison qui est sans réplique : le Donateur a donné tout ce qu'il possédoit & comme il le possédoit , il n'a pu affranchir sa maison & son champ de la servitude & du cens pour lui-même ; il n'a pas eu plus de pouvoir de les en affranchir pour l'Eglise. La soumission des immeubles du Royaume au Souverain , leur hypothèque tacite pour les besoins de l'Etat , sont-elles des droits moins justes & moins importants qu'une servitude ou un cens ? Le Souverain & l'Etat méritent-ils moins d'égards qu'un particulier possesseur d'un droit réel ? Le Donateur a-t'il plus d'autorité pour dépouiller le Roi & la Patrie d'un droit essentiel , que pour arracher à un particulier une redevance médiocre ? la raison & l'équité dictent que tou-

tes ces charges anciennes & modernes doivent subsister ensemble , qu'elles n'ont rien d'incompatible , qu'elles sont toujours inséparables du fond qui a été donné. La Religion autorise les anciennes charges par nécessité & par justice ; elle autorise les charges nouvelles par esprit de charité , d'équité , de désintéressement ; *opportuit ista facere , & illa non omittere.*

Ce qui appartient essentiellement à la Religion , c'est la foi , ce sont les mœurs. Les impositions Ecclésiastiques n'ont rien de commun avec elles. La foi de l'Eglise étoit pure , ses mœurs étoient sans tache dans les premiers siècles , lorsqu'elle payoit toutes les impositions aux Empereurs payens , & que les Apologistes de la Religion Chrétienne

citoient avec éloges sa soumission , son exactitude à payer les Tributs. Ce grand exemple démontrera toujours , que le paiement des impositions ne donne aucune atteinte à la Religion.

Les Ecclésiastiques ont des charges pour le service divin & pour les Pauvres ; ces charges sont privilégiées & très-favorables : mais je demande , le sont-elles plus que l'obligation d'un Pere de famille pour élever des enfans dans la crainte de Dieu , pour les faire instruire suivant leur état , pour les établir d'une manière proportionnée à leur naissance ? Je ne crains point de le dire , l'obligation du Pere de famille aux yeux de Dieu & des hommes , est plus indispensable , plus privilégiée , plus sainte , que l'obligation de pourvoir aux frais
du

du culte extérieur, & de donner la subsistance à des pauvres étrangers. Cependant le Pere de famille ne se fait point un titre d'exemption d'une charge qui est souvent accablante, il paye, s'il le faut, de son nécessaire, & l'Ecclesiastique ne doit aux pauvres & à la décoration extérieure des Temples que son superflu.

L'on attaque, dit-on, les fondemens de la Religion, on les sappe, lorsqu'on veut imposer les Personnes & les Biens Ecclesiastiques. Jesus-Christ n'a donc donné à la Religion Divine qu'il a établie que des fondemens peu solides & de foibles appuis; lui qui n'a donné à son Eglise aucun bien temporel, & qui bien loin de lui assurer l'Immunité pour les Biens qu'il prévoyoit qu'elle posséderoit un jour, lui a laissé

D 3

le précepte général & un exemple éclatant de rendre à César ce qui est à César, & de payer le Tribut.

C'est un artifice de l'intérêt, de vouloir lier les biens de la vie présente à la Religion qui ne considère que les biens de la vie future. C'est un sentiment d'amour propre qui veut que les secours que l'on donne à l'Etat soient des gratifications, qui méritent des éloges & de la reconnaissance; c'est tomber dans une contradiction évidente, d'avouer, que l'on doit des secours à l'Etat, & de soutenir qu'ils sont purement gratuits.

Le Clergé paroît craindre les dangers auxquels les moindres nouveautés peuvent nous exposer. Si le Roi jugeoit à propos de donner une forme nouvelle au subside Ecclésiastique ce se-

roit fans doute pour l'avantage du Royaume & du Clergé même, mais quand on connoît l'histoire, on est étonné de voir traiter de nouveauté une imposition sur le Clergé ; si elle pouvoit mériter cette qualification odieuse, elle n'en feroit pas plus redoutable. elle n'auroit d'autre inconvénient que de diminuer les revenus du Clergé ; les dangers viennent des innovations en matiere de foi, de morale & de discipline.

Le Clergé a fait entendre qu'il étoit très-disposé à accorder ce que le Roi lui auroit demandé ; mais il vouloit une demande préalable, des Délibérations dans son Affsemblée, de la reconnoissance lorsqu'il auroit accordé. C'est le langage du Concile de Latran ; *Laici humiliter & devote suscipiant*. Il falloit d'abord con-

certier avec lui l'imposition , les déclarations des Bénéficiers & toutes les mesures nécessaires pour faire un nouveau département. Quelle humiliation, SIRE, a-t-il dit , dans sa Lettre au Roi. pour votre Clergé assemblé ! » Il » verra paroître une loi nouvelle » sur une partie essentielle de son » administration , sans que votre » Majesté ait bien voulu la lui » communiquer ! » On ne peut exiger du Clergé que de l'humilité , & personne n'a intérêt à le voir dans l'humiliation.

Mais lorsque nos Rois ont établi des impositions sur le Clergé , sans le consulter , ils ont cru le devoir à leur autorité , à la dignité de leur Couronne , aux circonstances nécessaires & pressantes , à l'inutilité des Délibérations. François I. n'avoit pas communi-

qué au Clergé ses Lettres Patentes pour saisir tout le temporel de l'Eglise & pour prendre par la voie de l'imposition le tiers ou la moitié de ses revenus. Charles IX. & Henri III. n'avoient pas communiqué au Clergé leurs projets sur l'aliénation de son temporel. Plusieurs de nos Rois ont créé à son insçu des charges pour les Décimes ; le Clergé n'a eu sur ces créations très-onéreuses pour lui , que la voie des remontrances , qui ont été quelquefois inutiles , & qui n'ont jamais été efficaces , qu'en payant des subsides capables d'indemniser le Roi & l'Etat de la suppression de ces Offices. Dans toutes ces occasions , le Clergé ne s'est pas cru humilié , parce qu'on ne lui avoit pas annoncé les charges qu'il devoit porter.

Lorsqu'il a cru être surchargé ; il a fait ses représentations ; mais nous ne voyons pas qu'elles aient eu pour objet l'humiliation prétendue ; les plaintes auroient été injustes ; nos Rois ont comblé le Clergé d'honneurs & de biens ; ils n'ont pas cherché à l'humilier, même dans le tems de la Ligue , où l'on couvroit beaucoup d'infidélités du prétexte spécieux de la Religion, Le Clergé se croit humilié , si on ne le consulte pas ; il se plaint d'être avili, s'il paye les mêmes impositions que la Noblesse & les Magistrats , s'il est traité comme les Princes du Sang, comme l'héritier même de la Couronne , qui lors de l'établissement de la capitation y fut soumis expressément. Heureusement pour les autres Ordres du Royaume l'honneur ne consiste

pas dans l'indépendance ; s'il y étoit borné , il n'y auroit dans le monde que peu de têtes privilégiées qui pussent y aspirer.

Le Clergé se plaint encore de ce que les Commissaires du Roi n'ont pas donné le nom de Don gratuit au subside qu'ils ont annoncé ; quoique ce terme , dit-il , soit consacré par l'usage le plus ancien & le plus constant , * que l'on ouvre les Mémoires du Clergé , on y rencontrera partout indifféremment les expressions d'impositions , de subsides , de subventions , de Décimes , dont le Clergé même s'est servi pour les secours qu'il a donnés au Roi ; il n'y a que le seul terme de Tribut que le Clergé ait pros crit : cependant c'est le terme le plus propre à exprimer

* Proc. verb. de l'Ass. pag. 13.

l'hommage que l'on rend au Roi en lui donnant des secours pour l'Etat.

Celui de Don gratuit est très-moderne pour le Clergé. Sous la première & la seconde race de nos Rois, les Ecclésiastiques, les Comtes, & les Barons apportent, ou envoient leurs dons annuels dans les assemblées générales de la Nation. J'ai déjà observé que ces dons prétendus étoient une vraie imposition; Hincmar de Rheims leur a donné le nom de Tributs, & le Clergé ne prétendoit pas qu'ils fussent libres, parce qu'ils étoient qualifiés dons annuels. Toutes les autres impositions avoient pour le Clergé les mêmes noms, que pour les Laïcs; ensuite on a appelé décimes les subsides Ecclésiastiques, parce qu'ils approchoient autant

qu'il étoit possible du dixième du revenu de l'Eglise ; le Clergé a puisé le terme de don gratuit dans l'usage des Etats Provinciaux ; s'il veut s'en servir dans la même acception , dans le même sens que les Etats Provinciaux lui donnent , on ne doit pas le lui contester. Les Etats ne prétendent pas être libres sur le Tribut qu'ils payent au Roi , quoiqu'ils lui donnent le titre de don gratuit ; ce titre peut exprimer la bonne volonté , & jamais la liberté de ceux qui aident l'Etat par devoir , autant que pour leur intérêt personnel.

Vanespén dit que les Etats de Brabant payent à leur Souverain une imposition appelée précaire , comme si elle étoit payée à la prière du Souverain ; mais elle n'en est pas plus libre , & les Ab-

bés de Brabant, qui forment le premier Ordre des Etats, en payent leur part, en vertu des Edits des Ducs de Brabant, & pour cette imposition ils sont confondus avec les Laïcs, ils payent comme eux. Le même Auteur ajoute, qu'en France on donne le nom de don gratuit au subside que le Clergé paye indépendamment des anciennes décimes pour distinguer ces différentes sortes de subsides. *

L'on s'est flatté d'intéresser la Religion dans l'exemption que le Clergé voudroit avoir des impositions, lorsqu'on a dit que le Roi a promis à son Sacre de conserver les Immunités de l'Eglise, & que les Evêques en recevant

* Vanespén de Immun. Bonor. Eccles. part. II. tit. XXXV. Num. XLIII. & seq. Choppin de Doman. lib. 3. tit. 23. n. 8.

l'onction sainte se sont engagés à les défendre. Cette objection est spécieuse ; la parole d'un Roi doit être inviolable ; quelle force ne doit pas avoir le serment qu'il a prêté à la face des Autels , & dans le jour solennel de son inauguration ! mais ce serment ne peut avoir pour objet qu'un acte essentiellement juste , un acte digne du Roi qui s'y oblige , digne de Dieu même qu'il prend à témoin de l'obligation qu'il s'impose.

Les Immunités personnelles des Clercs sont anciennes , elles sont constantes , elles ont été accordées par les Souverains pour honorer le caractère dont les Ministres des Autels sont revêtus , & pour ne pas les distraire du service divin ; que le Roi les conserve , son serment est exécuté &c

rempli ; quant à l'Immunité réelle , ou l'exemption des impositions , elle seroit injuste , en ce qu'elle détruiroit un droit de la Couronne également honorifique & utile , en ce qu'elle rejetteroit sur les Laïcs seuls tout le poids des impositions , en ce qu'elle renverseroit la possession constante où sont nos Souverains d'exiger & de recevoir des Ecclésiastiques des subsides proportionnés aux Biens qu'ils possèdent : l'Immunité réelle seroit donc illicite : elle blefferoit donc l'équité & les droits de la Couronne : elle ne peut donc être un objet légitime du serment que le Roi prête à son Sacre , & des engagements solennels que les Evêques contractent.

Le Clergé a cité dans ses Remontrances une multitude de

Conciles qui lui paroissent décisifs ; je ne repeterai pas ce que j'ai dit des Decrets des Conciles de Latran , de Constance & de Trente ; il me reste à discuter les dispositions de sept autres Conciles que le Clergé n'a fait que nommer , & dont il paroît qu'il ne devoit pas reclamer l'autorité. En général , ce ne sont que des Conciles Provinciaux , & presque tous étrangers à la France. Ils n'ont pas eu plus d'autorité sur le temporel des Rois , que les Conciles généraux ; mais leur multitude en impose , & quoique cette ressource soit foible , & même nulle , il est à propos de l'approfondir.

Le Concile de Trosly est le premier en datte ; il a dit , » Nous ordonnons que tous observent religieusement l'honneur

» & les égards que l'on doit aux
 » Eglises de Dieu , & que l'on
 » porte à leurs Immunités & à
 » leurs Ministres le respect dont
 » ils sont dignes. Il convient que
 » le Roi & les Princes affermis-
 » sent les privilèges qui ont été
 » accordés anciennement aux
 » Eglises de Dieu , & qu'ils les
 » fassent observer constamment ;
 » que les Eglises qui ont été ho-
 » norées & enrichies par les Pré-
 » décesseurs du Roi , conservent
 » tous leurs droits dans leur en-
 » tier , sans préjudice de ce que
 » l'équité demande. * Le reste

* “ Decrevinius , ut cultus atque honor Ec-
 „ clesiarum Dei in omnibus & ab omnibus
 „ religiosè custodiatur , & digna reverentia Im-
 „ munitatibus earum ac Ministris exhibeatur ;
 „ sed & Regem ac Principes concedet ut pri-
 „ vilegia ex antiquo Ecclesiis Dei concessa ro-
 „ borent & stabiliter observari jubeant , &
 „ quemadmodum ab antecedentibus Regibus
 „ honoratâ , vel rebus ampliâtâ , seu ditatâ
 „ fuerunt , ita de cætero sub omni integrita-

de ce Canon est une promesse de biens temporels & de victoires pour les Princes qui honorent l'Eglise, & une menace de punition temporelle pour ceux qui la méprisent.

Il n'est personne qui ne sousscrive sans peine à ce Canon. Respecter l'Eglise, c'est respecter la Religion, & Dieu même qui en est l'Auteur. Conserver les privilèges qui lui ont été accordés & qui sont anciens, défendre ses droits sans blesser l'équité, c'est le plus noble usage qu'un Roi puisse faire de son autorité; mais le Concile reconnoît que ces privilèges doivent être établis sur des concessions, *privilegia Ecclesis Dei concessa*; il ne parle que des privilèges connus à l'antiquité, & qui ne sont pas contraires

„ te, salvâ æquitatis ratione permanente. cap.
 „ 1. tom. IX. Conc. Lab. page 524.

à ce que l'équité exige d'un Souverain , *salvâ æquitatis ratione*. A ces conditions on ne reconnoît point l'exemption de toutes impositions , dont le Concile n'a pas même parlé , & dont il s'agit uniquement dans les Remontrances du Clergé.

Il est trop éclairé & trop juste pour adopter le 7^e. Canon du Concile tenu à Avignon en 1209 : non-seulement ce Canon défend aux Laïcs d'imposer la taille ou autres droits aux Eglises & aux maisons Religieuses ; mais encore il leur défend de s'immiscer sous prétexte de quelque usage dans l'administration & la garde d'une Eglise vacante , après la mort de l'Evêque , & il leur enjoint de conserver tous les revenus au successeur. Il paroît que le Concile d'Avignon a eu en vûe de condamner le droit de régale dont

le Clergé de France connoît la légitimité. Pourquoi citer un Concile , qui de l'aveu même du Clergé a excédé son pouvoir , & qui a voulu proscrire des droits très-légitimes , des droits auxquels le Clergé se soumet depuis longtems ?

Le Concile assemblé à Angers en 1365. ne condamne dans le Canon xxviii. que les nouveaux Tributs que l'on voudroit imposer sur les Eglises & sur les personnes Ecclésiastiques; n'est-ce pas reconnoître la légitimité des Tributs anciens , & autorisés par une longue possession : dans le vrai , ce Concile n'avoit pas plus d'autorité & de motifs pour condamner les nouveaux Tributs , que les anciens , & pour juger des droits temporels des Souverains.

Le Concile de Cologne dans l'endroit cité par les Remontrances du Clergé, ne parle que des précautions nécessaires pour conférer les Ordres sacrés. Le Concile de Milan recommande aux Souverains, & en particulier au Roi d'Espagne, alors Duc de Milan, les personnes, les Biens, & les Immunités Ecclésiastiques, mais il n'ordonne rien à cet égard. Le Concile de Bude ne condamne que ceux qui envahissent les Biens d'Eglise, & qui s'établissent par violence dans les Monasteres ; c'est l'unique objet des Canons qui ont été cités. Pour le Concile de Saltzbourg, il est vrai qu'il voudroit supprimer tous les subsides que l'on exige des Ecclésiastiques, & il renouvelle le Statut qui avoit été fait par un Evêque Italien, Légat

du Saint Siège. Le Clergé auroit pu se dispenser de citer des autorités si foibles.

Il est encore plus singulier que ses Remontrances rappellent un Capitulaire directement opposé à ses intentions. Dans les premiers siècles où les Eglises étoient pauvres , & où les Rois leur accordoit quelquefois des exemptions particulières , elles furent affranchies des impositions établies pour les réparations des ponts & des chemins. Le Clergé cite un autre Capitulaire qui exempta les Biens d'Eglise de toutes les impositions , excepté celle qui étoit destinée aux ponts & aux chemins , à laquelle les Biens d'Eglise demeurèrent soumis expressément. De ce Capitulaire il résulte , que dans les premiers siècles , les Rois exemptoient &

imposoient les Ecclésiastiques, comme ils le jugeoient à propos; que les exemptions particulieres données en faveur des Biens d'Eglise n'étoient pas irrévocables, & que lorsque le Roi vouloit les faire cesser, l'Eglise même s'y soumettoit avec le respect qu'elle doit aux ordres du Souverain en matiere temporelle.

Le Clergé a prétendu, que Philippe-le-Bel a reconnu dans l'une de ses Ordonnances la liberté des subsidés Ecclésiastiques, qu'il a avoué, » qu'ils » étoient l'effet d'une libéralité » toute volontaire, & d'un zèle » purement gratuit. * L'on ne devoit pas s'attendre à voir placer Philippe-le-Bel au rang des Protecteurs de l'Immunité réelle, lui qui a résisté avec tant de cou-

* Extr. du Proc. verb. de l'Ass. page 50.

rage au projet de Boniface VIII. mais l'on n'a pris dans l'Ordonnance de ce Prince qu'un mot qui paroît favorable aux vûes du Clergé, *devotionem gratuitam & gratitudinem liberalem*, & l'on a dissimulé tout ce qui leur est contraire.

Philippe adresse à l'Evêque d'Amiens des Lettres Patentes, où il dit, * que les Flamans rebelles sont entrés dans le Royaume; & y ont fait de grands ravages; qu'il veut aller en personne les réprimer & les châtier, que cette guerre l'expose à des dépenses excessives, qu'il a assemblé quelques Archevêques & Evêques, » & qu'il les a fait requérir » pour le soulager dans cette occasion, de lui payer promptement & en sa présence, la décime que ces

* Tom. 1. des Ordon. page 351.

Prélats lui avoient accordée pour la défense du Royaume, & que ces Prélats y ont consenti. Pour reconnoître leur zèle gratuit & leur libéralité, Philippe dit qu'il a remis aux Ecclésiastiques les droits d'amortissement qu'ils devoient pour les acquisitions antérieures à ses Lettres Patentes, & qu'il a dispensé pour cette fois les Prélats de se rendre à son armée de Flandres; il prie & il requiert l'Evêque d'Amiens de faire payer cette décime par tous les Ecclésiastiques de son Diocèse, de la faire lever à la manière accoutumée, & de l'envoyer promptement aux Trésoriers de Paris. Les Lettres Patentes finissent ainsi : » Nous ordonnons aux Bail-
 » lifs & à nos autres Officiers de
 » Justice qu'ils contraignent, s'il
 » est besoin, à votre réquisition

» les personnes Ecclésiastiques au
 » payement de cette décime,
 » dont les deniers vous seront
 » remis, & dont vous donnerez
 » des quittances munies de votre
 » sceau ; Nous mandons aussi
 » aux Baillifs & à nos autres Of-
 » ficiers de Justice, que, si quel-
 » ques Ecclésiastiques refusoient
 » d'obéir, ce que nous ne croyons
 » pas, ils prennent les mesu-
 » res nécessaires, afin que dans
 » une nécessité si pressante notre
 » Royaume ne demeure pas sans
 » défense, par le défaut de paye-
 » ment des subsides. Donné à
 » Longchamp, &c. *

* *Damus autem Baillivis & aliis nostris Justi-*
ciariis presentibus in mandatis, ut personas
Ecclesiasticas prædictas ad solutionem hujus-
modi decimæ, si opus fuerit, ad vestram requi-
sitionem compellant, & quod inde receperint;
vobis integrè liberent, & assignent Parentes
Litteras vestro munitas sigillo recepturis, quid,
quantum, & quando vobis crediderint contineri;

J'ai déjà expliqué dans quelle occasion Philippe - le-Bel avoit exigé cette décime. En 1302. il avoit obligé tous les Ecclésiastiques Séculiers & Réguliers de porter à la monnoye la moitié de leur vaisselle d'argent. En 1303. il leur a demandé une décime entiere, sans préjudice d'une demie décime qu'il se réservoir encore; il a qualifié ce subside de libéralité gratuite, mais a ordonné aux Baillifs & aux Officiers de Justice d'y contraindre les Ecclésiastiques » qui seroient » rebelles au paiement de cette » decime : & pour les soula-

res. Eisdem Baillivis & Justiciariis mandamus nihilominus, ut si quæ de personis Ecclesiasticis prædictis in solutione hujusmodi decimarum rebelles, quod absit, extiterint, circa hoc de remediis taliter provideant opportunis, ne in tantæ necessitatis articulo ob defectum subsidii Regnum nostrum remaneat indefensum. Actum apud Longum campum. &c.

ger

ger, il les a dispensé pour cette année seulement du Service militaire, auquel il les obligea l'année suivante rigoureusement, & par la saisie de leur temporel. Cet exemple devoit-il être choisi pour prouver la liberté prétendue des Biens d'Eglise?

Puisque le Clergé n'a pas craint de citer ces Lettres Patentes, il pouvoit également rappeler celles que Philippes - le-Bel adressa encore la même année à l'Evêque de Paris. Il s'agissoit d'une autre imposition bien plus forte que la première. Le Roi, après avoir déploré les malheurs de son tems & la nécessité inévitable où il étoit d'imposer sur son peuple des sommes extraordinaires, il dit, qu'il a consulté les Prélats & les Barons qui étoient à la Cour, & qu'il a ordonné que

» tous Archevêques , Evêques ,
 » Abbés & autres Prélats, Doyens,
 » Chapitres, Couvents, Collèges
 » & toutes autres manieres de
 » personnes d'Eglise , Religieux
 » & Séculars, exempts & non
 » exempts, Ducs , Comtes , Ba-
 » rons, Dames, Demoiselles &
 » autres Nobles du Royaume ,
 » entretenissent à l'Armée pen-
 » dant les mois de Juin, Juillet,
 » Août & Septembre, un Gen-
 » tilhomme bien armé & monté
 » à cheval de cinquante livres
 » Tournois » pour ceux qui n'a-
 voient que cinq cens livres de
 rente ; deux Gentilshommes ar-
 més, pour ceux qui avoient mille
 livres de rente , ainsi des autres
 à proportion.

Dans cette imposition qui étoit
 très-forte & indépendante des
 décimes, le Clergé a été confon-

du avec les Laïcs , il a été imposé en vertu d'une Ordonnance du Roi adressée à chaque Evêque : le Roi se réservoit de proposer des Officiers pour veiller à l'exécution de cette Ordonnance ; l'Evêque en étoit aussi chargé dans son Diocèse , & le Seigneur dans sa terre ; ils pouvoient ordonner des contraintes contre ceux qui refuseroient de se soumettre ; cependant Philippe le Bel dit , » qu'il recevroit » cette aide de grace. « Il le dit aux Laïcs autant qu'aux Ecclésiastiques ; mais cette clause ne rendoit pas l'imposition plus libre & plus gratuite.

L'on ne dira pas qu'en cette occasion les Ecclésiastiques ont été taxés en qualité de Vassaux de la Couronne. Il n'est pas dit un seul mot des fiefs que quelques

E 3 ij

Ecclésiastiques possédoient ; le Roi n'a exempté aucun des Ecclésiastiques de cette contribution ; les Couvens & les Collèges y étoient compris, il suffisoit d'être du Clergé, ou de la Noblesse, pour être obligé rigoureusement à donner au Roi autant de Cavaliers Gentilshommes que l'on avoit de fois cinq cens livres de rente ; c'étoit la seule regle de cette imposition, sans avoir égard à la qualité des biens que l'on possédoit ; d'ailleurs les maximes de Philippe le Bel sont trop connues pour croire qu'il ait pû révoquer en doute l'autorité qu'il avoit sur tout le temporel de son Royaume.

L'on doit juger sur le même principe de la déclaration que le Clergé attribue à Charles IX. * il

* Extr. du Proc. verb. de l'ass. page 54.

n'a pas dit dans qu'elle source il a puisé cette déclaration ; mais il ne seroit pas étonnant que Charles IX. eût défendu d'imposer le Clergé avec les autres sujets ; son imposition étoit séparée & fixée par un Contrat solennel, il payoit annuellement une somme de seize cens mille livres , dans un tems où la monnoye étoit à peu près à son prix intrinsèque, & où l'argent étoit fort rare en France ; il étoit encore chargé du rachat des Domaines engagés à l'Hôtel de Ville, on aliénoit des portions considérables de son temporel au profit de l'Etat ; l'équité ne permettoit pas d'ajouter à tant de charges celle des impositions ordinaires ; mais dire que Charles IX. a voulu autoriser l'exemption générale & absolue des Biens d'Eglise , c'est oublier qu'il a résisté au Concile

de Trente pour cette exemption même, & qu'il est l'Auteur des Contrats par lesquels le Clergé s'oblige à payer ses subsides, des Contrats où le Clergé ajoute à l'hypothèque tacite de l'Etat, l'hypothèque spéciale de tous ses biens, & les précautions les plus propres à assurer le payement de ses impositions.

Ce seroit du moins une satisfaction pour le Clergé d'avoir en sa faveur le témoignage de quelques illustres Magistrats ; il a voulu appuyer l'Immunité réelle sur l'autoirté de M. Dumesnil Avocat Général sous le regne de Charles IX. & du célèbre Jérôme Bignon ; mais M. Dumesnil n'a parlé au Lit de Justice de Charles IX. que de l'aliénation des fonds appartenans à l'Eglise, & il n'a point condamné des subsides qui

ne sont pris que sur les revenus des Ecclésiastiques. Si Jérôme Bignon a dit, que l'Eglise avoit une pleine Immunité, il a dit en même tems que nos Rois sont les Auteurs de cette Immunité, & qu'ils en ont donné l'exemple aux autres Souverains. Le Clergé adopte son sentiment sur l'étendue de l'Immunité, il le défavoue sur l'origine de l'Immunité. Selon le Clergé Jérôme Bignon a parlé en grand Magistrat, lorsqu'il a rendu témoignage aux privilèges des Ecclésiastiques ; mais il s'est trompé lorsqu'il les a établis sur les concessions de nos Rois ; il devoit les attribuer au droit naturel & Divin : ce qui est certain est que Jérôme Bignon a parlé en général des Immunités de l'Eglise, qui sont très-grandes, pour les personnes Ecclésiasti-

ques, & pour l'imposition & le recouvrement de leurs subsides; mais il étoit trop éclairé pour ne pas reconnoître que l'Eglise en est redevable à la pieté de nos Rois, & à la protection particuliere dont ils ont toujours honoré le Clergé.

On lui a dit dans tous les tems, qu'il ne peut être Juge de la nécessité des subsides, qu'il ne connoît pas assez les besoins de l'Etat, qu'il ne peut exiger qu'on lui en rende compte, & qu'il n'a ni les connoissances, ni l'autorité nécessaire pour fixer avec justice la quotité du subside, le tems de sa durée, & la maniere d'en faire le recouvrement. Le Clergé répond dans ses Remontrances * qu'il peut & qu'il doit secourir l'Etat, mais que c'est à lui à ju-

* Extr. du proc. verb. de l'ass. page. 59.

» ger, si ce qu'on lui demande
 » pour la Patrie ne porteroit pas
 » un trop grand préjudice au Cul-
 » te extérieur de la Religion.

Malgré ce détour, l'objection qu'on lui a faite reste dans toute sa force. Le subside est pour l'Etat, & il doit être proportionné aux besoins de l'Etat; on ne peut jamais juger de la nécessité & de l'étendue du subside que l'on ne décide des intérêts de l'Etat; il y auroit trop d'inconvéniens à les soumettre à la décision d'un corps très-nombreux, & qui fait profession de ne s'appliquer qu'aux fonctions saintes de son ministère; pour les frais du Culte extérieur, tous ceux des Eglises Paroissiales se font aux dépens des Laïcs & des fabriques, ceux des autres Eglises se font aux dépens de l'Etat, & sur des biens que

L'Etat a donnés à l'Eglise à cette intention ; nul inconvénient que la puissance publique juge de ce qui leur est nécessaire ; & que pour les biens temporels , elle fasse le partage de ce qui est dû à Dieu , & de ce qui est dû à César ; mais il y auroit trop d'inconvéniens à rendre le Clergé arbitre de la nécessité & de la quotité du subside qu'il doit payer. François I. Charles IX. & Henri III. en ont fait l'expérience , & ils ont été obligés d'avoir recours à la voye d'autorité.

Il ne faut pas même remonter jusqu'au regne de ces Princes, on en peut juger par ce qui s'est passé dans la dernière Assemblée ; elle a refusé tout ce que les Commissaires du Roi lui ont demandé , quoique les demandes

qui lui ont été faites fussent extrêmement justes , & même nécessaires pour le bien public.

1°. Il s'agissoit de payer une somme annuelle, destinée à acquitter les dettes de l'Etat, & spécialement les dettes personnelles du Clergé: 2°. Le Roi a jugé à propos que cette somme fût payée sur les revenus du Clergé, sans le charger d'un nouvel emprunt, mais en lui donnant toute l'autorité nécessaire pour l'imposition & pour le recouvrement de cette somme. 3°. Le Roi a renouvelé les ordres que le Clergé avoit sollicités lui-même autrefois, pour faire un nouveau département plus juste que l'ancien. 4°. Enfin on a demandé au Clergé les déclarations de ses revenus & de ses charges, déclarations absolument indispensa-

bles pour proportionner les subsides aux forces du Clergé , & pour fixer les taxes particulieres suivant le revenu & les charges des contribuables.

Le Clergé n'a répondu que d'une maniere vague & générale sur la prétendue liberté de ses dons. Après tout ce que j'ai dit pour faire connoître la foiblesse de ce prétexte , je dois me borner à établir l'équité , la nécessité même des demandes qui lui ont été faites.

Le payement des dettes de l'Etat est sans doute l'une des obligations des plus essentielles du Souverain & des sujets ; si ces dettes sont multipliées à l'excès , si elles sont embarrassantes même en tems de paix , si elles sont accablantes , lorsque la guerre exige des dépenses extraordinai-

res, l'Etat n'a point de besoin plus pressant que celui de les acquitter ; c'est une nécessité qui exclut toute délibération ; c'est l'une de ces circonstances où Boniface VIII. lui-même auroit dit, que
 » les Rois peuvent exiger des sub-
 » sides des Ecclésiastiques, » que
 » le Clergé est obligé de les payer,
 » & qu'un Souverain n'a à con-
 » sulter que sa conscience.

La forme que le Roi a établie pour le recouvrement de cette somme annuelle, est aussi juste, aussi nécessaire que le paiement même des dettes de l'Etat. Depuis long-tems le Clergé emprunte ce qu'il paye au Roi ; c'est un soulagement pour le moment présent, pour les Bénéficiers actuels qui ne payent que les arrérages du capital qu'il auroit dû payer sur ses revenus ; mais ces emprunts sont contre toutes le

regles de l'équité & d'une bonne administration. Si un usufruitier vouloit emprunter pour acquitter les charges courantes du fond dont il a l'usufruit, s'il entreprenoit de charger ce fonds des capitaux qu'il emprunte, s'il se borroit à en payer les arrérages, le propriétaire ne le souffriroit pas, & la Justice condamneroit l'usufruitier ; telle est cependant la conduite des Ecclésiastiques. Il est vrai qu'ils ont un grand avantage, c'est que jusqu'ici ils n'ont point eu de contradicteur. Le Corps du Clergé est propriétaire des Biens d'Eglise, il ne s'est jamais opposé aux décisions des Assemblées Générales, l'objet présent des Bénéficiers est de diminuer leurs charges ; le paiement des capitaux sera l'affaire de la postérité.

Mais si l'on augmente toujours

ces capitaux , il faut dans cinquante ans , ou que le Clergé ne puisse plus donner de secours à l'Etat , ou qu'il manque à ses Créanciers : sa conscience & son zèle pour la Patrie ne lui permettent pas de s'exposer à ces extrémités : & puisque le Clergé réunit la propriété des Biens d'Eglise, qui appartient au Corps du Clergé, & l'usufruit qui appartient aux particuliers , puisqu'il n'a point de contradicteurs sur ses emprunts ; c'est à l'autorité Royale à en arrêter le cours , pour ménager des ressources nécessaires à l'Etat, & pour veiller à la sûreté des créanciers du Clergé. Tous ces objets sont purement temporels, ils sont sans contestation du ressort de l'autorité Royale.

Quant à l'ancien département des impositions du Clergé, les

Assemblées de 1705. & de 1726, ont fait un aveu public de leurs défauts essentiels; elles ont même pris des mesures très-sages pour les rectifier, & pour établir une juste proportion entre tous les contribuables. L'Assemblée de 1750, en a reconnu encore la nécessité; elle a dit dans ses Remontrances, qu'il n'y a point de reproches à faire aux Bureaux Diocésains, pour les départemens particuliers des Diocèses; » mais à l'égard des départemens » Généraux, sur lesquels on fait » les impositions de Diocèse à » Diocèse, personne de nous, » dit le Clergé, n'ignore qu'ils » sont défectueux... l'égalité » ne se trouve plus dans le départe- » ment général.*

La conséquence naturelle de

* Extr. du Proc. verb. de l'ass. page 30.

cet aveu étoit de travailler efficacement à un département nouveau. L'Assemblée pouvoit se faire un mérite d'une obligation indispensable, & donner au Public une idée de son équité & de sa soumission, en acquiesçant à une demande dont elle reconnoissoit la justice ; cependant cette Assemblée s'est séparée, sans avoir pris des mesures pour le nouveau département, & elle s'est bornée à justifier les Assemblées précédentes de ce qu'elles n'y ont pas travaillé. On a dit que ce travail avoit été suspendu par les conseils d'un grand Ministre, que c'étoit un ouvrage de paix, que les deux dernières guerres l'avoient arrêté, que l'ancien département étoit devenu défectueux par les variations des tems, & par les changemens des

Bénéfices , sur-tout de ceux qui ont été ravagés dans les guerres de Religion.

Si j'avois à prouver que la négligence , ou le refus de faire un nouveau département est inexcusable , lorsqu'on reconnoît que l'ancien est devenu vicieux & injuste , il ne me seroit pas difficile de détruire les raisons que le Clergé donne pour se justifier. Je ne dirois rien de l'avis d'un Ministre qui n'est plus, mais j'observerois , que l'on se plaint de l'ancien département depuis plus de soixante ans. Il y a même plus d'un siècle que les guerres de Religion ont cessé , & que ces ravages qui suivent toujours ces malheureuses guerres , ont changé l'état de quelques Bénéfices ; dans un siècle on doit trouver des momens pour rendre justice

aux contribuables. A ne parler que des derniers tems , nous avons eu dans le siècle où nous sommes deux intervalles de paix considérables ; les deux dernières guerres n'ont pas même dû altérer la tranquillité du Clergé ; le Pays ennemi en a été le théâtre, & les Victoires du Roi ont éloigné de nous toutes les allarmes. Le Clergé avoit toute la liberté & la sûreté nécessaires pour calculer les revenus de chaque Diocèse , pour fixer la part qu'il doit porter dans les subsides ordinaires & extraordinaires : l'opération n'est pas difficile ; on peut en juger par cet exemple tiré du Procès-verbal de l'Assemblée de 1745.

Le Diocèse de Paris est un des plus grands , & il est peut être le Diocèse le plus riche du Royau-

me ; le Diocèse de Senez est sans doute l'un des plus petits & des plus pauvres. Sur le pied du département de 1641. rectifié en 1646. de vingt-huit parts de l'imposition générale , Senez n'en doit porter qu'une , & Paris doit porter les vingt-sept autres parts. Cependant au département de 62680 liv. fait pour les petites assemblées , Senez est imposé à 724 liv. 10 f. & Paris n'est imposé qu'à 599 liv. 13 f. Dans le département de 204451 liv. pour les grandes assemblées, Senez est taxé à 2303 liv. & la taxe de Paris n'est que de 2197 liv. Ainsi , suivant ces deux départemens , Senez paye plus que Paris , pour les frais des assemblées ; lui qui , de l'aveu du Clergé , ne doit payer qu'une part de vingt-huit , lorsque le Diocèse de Paris doit

porter les vingt-sept autres parts. Voilà une disproportion monstrueuse, & une disproportion que l'on pouvoit corriger par le calcul d'un instant, falloit-il attendre que le Roi eût donné la paix à l'Europe pour faire ce calcul ! falloit-il consulter le principal Ministre, & remettre à des tems éloignés la réformation d'un abus aussi criant ! l'on présume avec raison que le Clergé a des motifs particuliers, secrets, & très-presans pour la différer, & cette réformation ne peut être accélérée que par l'autorité Royale.

Le premier pas n'a-t'il point effrayé le Clergé ? ce sont les déclarations des revenus & des charges des contribuables. Il a dit dans ses Remontrances » qu'il » n'avoit ni la volonté de cacher » ses biens, ni intérêt à le faire. »

Rien ne doit donc suspendre les déclarations , dont la demande est fondée sur les motifs les plus indispensables. La prudence exige que le Roi connoisse les forces de son Royaume & les facultés des différens Ordres qui composent l'Etat, pour y proportionner les impositions ; pour fixer les secours que l'on peut demander dans le cours ordinaire de l'administration du Royaume , & pour juger des ressources que l'on doit espérer dans des malheurs , dans des besoins pressans. Ce que la prudence & l'équité exigent du Roi, la raison , la Religion , l'amour du bien public l'exigent de tous les Sujets , de tous les Citoyens ; & l'on ne peut jamais leur opposer ni privilège , ni exemption.

Le Roi a ordonné des Décla

rations que le Clergé même a jugées nécessaires. En 1727, il a supplié le Roi d'en faire une Loi expresse, & d'en imposer l'obligation à tous les Ecclésiastiques. La Loi a été portée, elle a produit une multitude de déclarations, & la Loi, & les déclarations sont tombées dans l'oubli. Le jugement du Public sur cet événement peut être faux, sans être téméraire. Il n'y a qu'un seul moyen de prouver que le Clergé » n'a ni la volonté de cacher ses » biens, ni intérêt à le faire. » C'est de donner ses déclarations.

L'étendue & la valeur de ses biens est encore une énigme. On les porte à un tiers, ou au quart des biens du Royaume. Le Clergé les réduit à une estimation bien plus médiocre. Si l'opinion du public est vraie, le Clergé n'a rien à

redouter , en exposant au grand jour toute l'étendue de ses biens; ils sont inaliénables, & la puissance publique les protégera toujours. Le Clergé ne perdrait que la satisfaction de parler de ses efforts & de son épuisement; il ne pourroit plus dire » que la Partie du » Clergé même la plus soulagée » porte des charges plus considérables que ne sont celles des autres ordres du Royaume; * mais il diroit la vérité, & il la préférerait toujours à un vil intérêt. Si les Biens du Clergé sont plus médiocres qu'on ne le croit communément, il aura toute la gloire des efforts qu'il a faits pour le secours de l'Etat, il se préparera des ménagemens & des égards dans l'imposition de ses subsides.

* Extr. du Proc. verb. de l'ass. pag. 59.

Quand

Quand même le Clergé ne seroit pas contribuable comme les autres Ordres de l'Etat , ce seroit encore un grand avantage pour lui de donner ses déclarations. Déposées dans les Bureaux diocésains , & dans ses Archives , elles seront autant de monumens propres à assurer l'état des Bénéfices , à constater leurs biens , à les conserver malgré la négligence des Bénéficiaires , & à mettre en sûreté des Copies authentiques de tous ses titres.

Le Clergé l'a reconnu ; il n'est pas possible de faire un département juste , sans ces déclarations justifiées par des titres , & soumises à la critique de ceux qui sont dépositaires de l'autorité pour les subside. Il y a certainement des Diocèses qui sont surchargés ; le seul délai d'un nouveau départ-

tement seroit une injustice , dont aucun Ecclésiastique ne voudra charger sa conscience. Les taxes particulieres qui ne sont pas faites sur des déclarations détaillées des revenus & des charges sont trop arbitraires ; & avec le plus grand desir de rendre la justice , il faut que les Bureaux diocésains imposent à l'aveugle sans ces déclarations , & que les Assemblées générales demeurent dans l'impossibilité de soulager les Diocèses les plus obérés & les plus chargés. Un nouveau département appuyé sur les déclarations fixera du moins pour un tems considérable la portion que chaque Ecclésiastique doit porter dans les décimes. Les Assemblées provinciales deviendront moins fréquentes. Les Assemblées générales éloigneront plus rarement les

Evêques de leurs Diocèses , où leur présence est toujours édifiante & utile. Les frais de toutes ces Assemblées toujours très-considérables & souvent inutiles , seront supprimés ou diminués. Le Clergé pauvre qui en paye les dépenses , sans en partager les agrémens , sera soulagé , & l'Etat n'en souffrira pas. Il y aura beaucoup moins de procès pour les impositions particulières. Les Chambres supérieures pourront en décider par appel avec une parfaite connoissance de cause , parce qu'elles seront instruites par les déclarations , & des revenus de tout le Diocèse , & des biens de tous les contribuables. Le Clergé recueillera le premier fruit de son nouveau département par l'égalité de ses impositions ; il conservera l'administra-

tion de ses subsides ; & les plaintes de ceux qui prétendent être opprimés , n'auront plus ni motifs ni prétextes.

Le Clergé n'a rien dit de l'abus qui regne dans ses subsides , & qui consiste à les payer par la voye de l'emprunt , au lieu de les payer par celle de l'imposition. Il a dit seulement , que depuis cinquante ans il a payé au Roi deux cens cinquante-six millions ; mais il est certain que le Roi n'en a pas touché cent quarante-deux , qui répartis en cinquante ans , ne font qu'environ deux millions neuf cens mille livres par an ; en sorte que de cette somme qui paroît être d'un grand secours , il y a eu 1140000000. payés par le Clergé en pure perte pour l'Etat , & absorbés par les intérêts , ou par le remboursement des capitaux ;

ce fait est frappant ; mais il est facile à vérifier ; on peut en juger par ces deux exemples.

En 1710. le Clergé a donné vingt-quatre million au lieu & place de la Capitation. Il a emprunté cette somme au Denier Douze , il a imposé deux millions pour les intérêts , & un troisième million pour rembourser le Capital en quatorze ans. Trois millions par an pendant 14. ans font quarante-deux millions , le Roi n'en a reçu que vingt-quatre ; le Clergé a donc payé dix-huit millions qui n'ont été utiles qu'à ses Créanciers , & qui n'ont point soulagé Louis XIV. sur la fin d'une guerre également longue, vive & ruineuse. En 1734. le Clergé a payé douze millions ; & pour en acquitter les capitaux & les intérêts , il a imposé un

million par an , pendant vingt-un an. Ainsi de vingt-un millions dont le Clergé porte la charge , l'Etat n'a profité que de douze millions ; il y en a eu neuf pour les particuliers qui ont prêté au Clergé ; tout Ecclésiastique zélé pour la Patrie doit souhaiter qu'un abus aussi énorme soit réformé , & que la totalité de ce qu'il paye tourne au profit de l'Etat.

Or il n'y a d'autre moyen pour y réussir , que de supprimer les emprunts , & de faire une imposition annuelle ; elle sera proportionnée aux forces du Clergé , connues par ses déclarations , elle sera répartie avec justice & par le Clergé lui-même ; les Bureaux Diocésains & les Chambres supérieures veilleront toujours à la justice des taxes particulières ;

ce sont les seuls privilèges dont il est en possession. Il seroit malheureux pour lui d'en avoir un qui s'opposât à la réforme des qui se sont glissés dans les subsides ; il seroit malheureux pour l'Etat de ne pouvoir profiter que d'une partie des secours qu'il a droit d'attendre du Clergé : & puisque tout subside est un droit de la Couronne , un droit purement temporel , il n'appartient qu'à l'autorité Royale d'en réformer les abus , & de lui prescrire des règles plus équitables & moins onéreuses à ses Sujets.

Non seulement le Clergé a voulu établir dans ses Remontrances qu'il a la liberté de refuser les subsides qu'on lui demande , mais encore il a prétendu qu'il avoit toute l'autorité nécessaire , pour en faire le dépar-

tement & le recouvrement. Le Promoteur de l'Assemblée a dit :
 » Il a paru qu'on vouloit ré-
 » duire les Immunités Ecclésiastiques au seul usage de faire la
 » répartition des secours offerts
 » au Roi , qu'on affecte même
 » de regarder comme une concession des Souverains & une
 » émanation de leur autorité. *

Les principes ne sont pas douteux en cette matière. Le droit d'imposition est un droit régalien qu'un Sujet ne peut jamais avoir sur un autre Sujet , & pour lequel il ne peut avoir qu'une autorité empruntée ; ce principe est de tous les Gouvernemens. Dans les Monarchies , la seule autorité Royale décide du Tribut & de la manière de le lever ; les Etats Provinciaux n'ont à cet

* Extr. du Proc. verb. de l'Assemb. page 13.

égard que le pouvoir que le Roi veut bien leur confier. Dans les Républiques, c'est le Sénat, c'est la Diète, ce sont les Etats Généraux qui fixent le Tribut, & qui prescrivent les loix du recouvrement; le Clergé ne peut avoir d'autre prérogative à cet égard, que celle que nos Rois lui ont accordée, & qu'ils pourroient supprimer, si elle entraînoit des abus.

Le Clergé n'a par lui-même aucune puissance coactive, & il en faut nécessairement pour le recouvrement des impositions. Autrefois on y obligeoit le Clergé sous peine des Censures Ecclésiastiques; mais n'étoit-ce pas abuser de ces peines redoutables, que de les appliquer à un intérêt purement temporel? n'étoit-ce pas les prodiguer & les avilir lors-

qu'on avoit tant d'autres moyens pour contraindre les Contribuables, & pour les obliger à obéir ?

D'ailleurs qui est ce qui impose les subsides sur le Clergé de chaque Diocèse ? Ce sont les Bureaux Diocésains ; ils font les taxes particulières, ils jugent les contestations que ces taxes font naître, & peut-être que l'équité demanderoit que les mêmes Ecclesiastiques qui ont imposé, ne fussent pas juges des taxes qui sont leur ouvrage ; ils sont encore chargés du recouvrement. Or les Bureaux diocésains ont été créés par nos Rois ; ils n'ont de pouvoir que celui que les Edits de création leur attribuent ; sans cette création, sans cette attribution, les Ecclesiastiques, qui composent les Bureaux diocésains ne pourroient s'assembler & for-

mer un Corps de juridiction, ils ne seroient que des personnes privées, destituées de tout caractère, de toute autorité pour imposer les autres Ecclésiastiques, & pour juger de leurs impositions. Je n'en excepte pas même les Evêques qui président à ces Bureaux; leur dignité est grande & respectable, ils la tiennent de Jesus-Christ; mais leur pouvoir est tout spirituel, & pour les subsides, ils n'ont pas plus d'autorité que de simples particuliers: j'avoue cependant que nos Rois ayant bien voulu donner au Clergé l'administration de ses subsides, il étoit décent que les Evêques fussent à la tête de cette administration. Cette distinction étoit due à leur dignité, & plus encore à leur vertu; il convenoit de donner l'inspection sur le subside à ceux qui doivent donner

l'exemple de la soumission aux Puissances que Dieu a établies.

Les Bureaux Provinciaux n'ont de même le pouvoir de juger par appel des taxes particulieres qu'en vertu des Edits qui les ont créés ; toutes les fois que les Assemblées générales du Clergé ont connu de quelques contestations plus importantes au sujet de ses subsides , elles n'en ont pris connoissance qu'après que ces contestations leur ont été renvoyées par le Conseil ; enfin qu'on lise les Edits de création des Bureaux Diocésains & Provinciaux , des Receveurs & des Contrôleurs des Décimes , on y verra que nos Rois ont parlé en Souverains , qu'ils ont décidé , qu'ils ont prononcé sur toute l'administration des décimes , & lorsque le Clergé a fait des Remontrances sur ces

fortes d'Edits , il n'a jamais fait difficulté de reconnoître l'autorité royale sur cette partie importante du Tribut public ; il l'a souvent implorée , il a demandé son secours & sa puissance coercitive pour faciliter le recouvrement de ses subsides. Les Mémoires du Clergé en donnent plusieurs exemples , celui des Lettres Patentes qu'il a demandées en 1727 , & négligées dans la suite , suffiroit pour prouver qu'il a cru lui-même n'avoir d'autorité en matière d'imposition , qu'autant que le Roi veut bien lui en confier.

Lorsque les décimes sont devenues ordinaires & annuelles , les Receveurs ont été obligés dans les premiers tems de présenter leurs cautions aux Bureaux des Trésoriers de France , & ils

étoient comptables à la Chambre des Comptes ; c'est une preuve sensible de l'autorité que la Puissance temporelle a sur les impositions du Clergé. Il n'a été affranchi de cette dépendance que par la bonté de nos Rois ; il a obtenu par degrés toute l'administration de ses subsides ; c'est encore une preuve qu'on pouvoit la lui refuser ou la modifier : au reste il n'y a point d'inconvénient à la conserver, s'il reconnoît cette vérité, qu'il n'a le droit d'imposer, de faire le recouvrement des impositions, & de juger des taxes particulieres que par la concession du Roi, & par la protection particuliere dont Sa Majesté veut bien l'honorer.

Il y a encore dans les Remontrances du Clergé un fait qui n'aura pas échappé à ceux qui

font un peu instruits des usages de l'Europe ; il a supplié le Roi de le traiter comme l'Empereur , le Roi d'Espagne , & le Roi de Pologne traitent le Clergé qui est sous leur domination ; mais l'Empereur ne jouit pas du droit d'imposer les Etats de l'Empire ; c'est la Diète qui fixe le contingent des troupes & les mois Romains ; c'est elle qui impose les Ecclésiastiques comme les Séculars , son autorité est purement temporelle ; si dans les mains de la Diète l'autorité temporelle a la force d'imposer même les Princes Ecclésiastiques de l'Empire , si tout le Clergé s'y soumet , pourquoi n'auroit-elle pas la même force dans les mains d'un grand Roi ? pourquoi le Clergé de France n'auroit-il pas la même docilité que celui de l'Em-

pire ? Le Roi d'Espagne a des droits considérables sur les Bénéfices de ses Etats , des droits qui se renouvellent à chaque mutation , des droits qui appartiennent à sa Couronne , il les exige sans préjudice des subides fréquens qu'il obtient du Pape , & sans demander le consentement du Clergé d'Espagne. On pourroit proposer la question , si le Clergé qui est contraint par la Cour de Rome à payer de grands subides , est traité plus favorablement , & s'il est plus libre que celui qui n'est soumis qu'à son Roi pour ses impositions. A l'égard du Roi de Pologne , il est notoire qu'il ne se mêle point des impositions de son Royaume.

Le choix de ces exemples n'est pas heureux ; mais si le Clergé jouissoit d'une Immunité géné-

rale & absolue dans quelques Etats de l'Europe , ce ne seroit pas une raison pour obliger nos Rois à adopter une loi & un usage étrangers. L'Empereur , le Roi d'Espagne & le Roi de Pologne n'ont pas le droit de régale ; c'est un droit personnel à la France ; c'est un droit unique dans tous les Etats Chrétiens. Si le Clergé supplioit le Roi de le traiter pour le droit de régale , comme l'Empereur & les autres Princes Catholiques traitent leur Clergé , on lui répondroit que chaque Couronne a ses droits , ses loix & ses usages ; que le droit de régale en France est fondé sur des titres très-autentiques , sur une possession très-ancienne & très-constante , que c'est un droit inaliénable , que si le Roi vouloit y renoncer , ses successeurs pour-

roient le rétablir ; la réponse seroit juste pour la régale ; elle l'est également pour les impositions du Clergé : au reste , la régale est elle-même la preuve la plus forte de l'autorité de nos Rois sur le temporel de l'Eglise , & une preuve pour laquelle le Clergé de France a combattu avec courage sous le Pontificat d'Innocent XI. tous les fruits des Evêchés vacans appartiennent au Roi ; s'il les employe au culte extérieur de la Religion , c'est un effet de sa piété ; s'il les donne au Successeur , c'est une libéralité ; il peut en disposer. Ce temporel n'est donc pas entièrement soustrait à l'autorité Royale. Il y a donc des circonstances où il l'a reconnoît ; mais il n'y en a point où il doive la reconnoître avec plus de justice , que dans les besoins de l'Etat , pour

secourir, & pour assurer la prospérité commune à l'Etat & à l'Eglise.

Le Clergé a prétendu soutenir ses Remontrances par des extraits des Procès-verbaux de ses anciennes Assemblées. Il se fera sans doute reproché dans le moment de la réflexion d'avoir mis à la tête de ces extraits le discours d'un Ecclésiastique peu respectueux pour son maître ; & d'avoir donné pour un exemple de la liberté cléricale l'indépendance que l'on affectoit dans les troubles du seizième siècle. D'ailleurs la plus grande partie de ces extraits n'a ni sens, ni suite ; si l'on avoit donné les actes dans toute leur étendue, l'on pourroit en juger, & l'on trouveroit sûrement dans les Archives même du Clergé une foule de preuves de

l'obligation rigoureuse qu'on lui a imposée de payer des subsides , dont la quotité & la durée ont été fixées par les Rois , du moins il faut retrancher de ces extraits tout ce que le Clergé a dit de sa prétendue liberté pour les impositions , tous les titres qu'il a voulu se donner à lui-même , tous les applaudissemens que les Commissaires des Rois ont donnés à son respect pour ses Maîtres , & à son zèle pour la Patrie.

Que restera-t-il de ces extraits ? Des preuves sans réplique , que dans tous les tems les Rois ont demandé au Clergé des subsides considérables & proportionnés aux besoins de l'État , que le Clergé n'a eu pour s'en dispenser que la voie des Remontrances , qui lui est commune avec les autres Ordres du Royaume , &

pour laquelle les Parlemens sont les organes de la Noblesse & du Peuple, qu'on lui a parlé aussi souvent de fidélité & d'obéissance, que de zèle & d'affection pour l'Etat, qu'en lui demandant des subsides; on lui a dit, de passer sur » ces vieilles questions préliminaires, s'il donneroit ou non, * & qu'on lui a soutenu dans l'Assemblée de 1745. que donner des secours à l'Etat, » ce n'est point » détourner à un usage prophane » ne le patrimoine des pauvres; » mais que c'est le consacrer à sa » plus noble destination **.

L'on a hazardé d'autres ouvrages en faveur de la prétendue Immunité réelle; ils ne demandent pas un examen sérieux, puisque la sagesse du Clergé n'a

* Extr. des Proc. verb. pag. 66.

** Ibid. pag. 105.

pas voulu les adopter; je donnerai cependant quelques échantillons de celui qui est intitulé: *Défense de l'Immunité des biens Ecclésiastiques*; ils suffiront pour juger de la confiance que cet ouvrage mérite.

Il n'est pas douteux que les Ecclésiastiques qui possèdent des fiefs mouvans de la Couronne doivent au Roi la foi & hommage & les droits utiles prescrits par les coutumes, dans le ressort desquelles les fiefs sont situés. Le Clergé auroit bien voulu contester ce droit, & s'y soustraire; mais on lui a démontré par une multitude d'actes qui sont à la Chambre des Comptes, que les Evêques & tous les Ecclésiastiques vassaux de la Couronne ont rendu la foi & hommage en personnes, lorsqu'ils en ont été requis; on a prouvé qu'ils étoient

obligés autrefois même au service militaire , à raison des fiefs qu'ils possédoient ; & ces preuves ont été si fortes , que malgré le préjugé des Ecclésiastiques sur l'indépendance prétendue de leur temporel , depuis longtems ils se bornent à demander des délais pour la foi & hommage , & pour donner leurs dénombremens , & ils ont reçu comme une grace les délais réitérés que nos Rois leur ont accordés dans les derniers tems ; il seroit donc inutile d'examiner , si les fiefs que l'Eglise possède sont soumis aux mêmes droits honorifiques & utiles que les fiefs des Laïcs. Nous reconnoissons tous que les fiefs de l'Eglise n'ont point de privilèges à cet égard.

Cependant de la soumission des Ecclésiastiques vassaux de la Couronne , & de leurs fiefs , il

naît un argument très-pressant contre la prétendue Immunité réelle de biens d'Eglise. Si les fiefs, qui sont les biens les plus distingués, doivent au Roi le même hommage, les mêmes droits utiles, le même service Militaire, entre les mains des Ecclésiastiques & des Séculiers, comment les biens de roture seront-ils affranchis de toute dépendance, de toutes les impositions, par cette raison seulement qu'ils sont de roture, & qu'ils appartiennent à l'Eglise? Si les fiefs ont passé aux Ecclésiastiques avec toutes leurs anciennes charges, par quel motif les autres biens seront-ils exempts de la charge primitive, la plus juste, la plus importante, la plus indispensable, qui est de donner des secours à l'Etat selon ses besoins, & dans la proportion fixée

fixée par la puissance publique ? Il n'y a certainement aucune disparité, & toute la subtilité de l'Ecole n'en a pû encore imaginer aucune.

Il n'est pas surprenant que ce raisonnement ait embarrassé le Défenseur des Immunités des biens Ecclésiastiques; il s'est flaté de se tirer de cet embarras en disant que . » lorsque les fiefs furent donnés à l'Eglise, on ne » changea pas de nature, on les » donna avec leurs charges & » avec leurs prérogatives, de » même que s'ils avoient été donnés à des Leudes; ainsi les Evêques furent obligés de conduire leurs vassaux à la guerre..... » comme il étoit d'usage parmi les Leudes *. Pour les autres biens d'Eglise, le Défenseur du Clergé soutient qu'ils ont changé

* Défens. des Immunit. des Biens Eccles. lettre 3. page 65.

de nature , parce qu'ils sont consacrés à Dieu.

Mais lorsque les Rois , & les autres Bienfaiteurs de l'Eglise , lui ont donné des fiefs , ils les ont autant consacrés à Dieu que les biens en roture ; ils les ont destinés également à l'entretien des Prêtres , à la décence du Culte divin , au soulagement des Pauvres. Si cette consécration & cette destination n'a pû affranchir les fiefs de leurs devoirs , la consécration & la destination des autres biens donnés à l'Eglise n'a pas plus de force & d'activité , elle en a même moins pour le Tribut , parce que c'est un droit plus honorable encore , plus utile , plus nécessaire au Souverain que les devoirs des fiefs.

Si les Evêques & les autres Ecclésiastiques vassaux de la Cou-

ronne n'ont pas cru autrefois être dispensés du service Militaire , à raison de leurs fiefs , quoique ce service fût incompatible avec leur état , ou du moins quoiqu'il fût très-indécent pour eux & qu'il les éloignât de leurs fonctions saintes ; quelle raison a pû les persuader qu'ils étoient exempts des impositions , dont la qualité de sujets leur prescrira toujours l'obligation ! Depuis que les Puissances de l'Europe demeurent armées en tems de paix , on n'oblige plus les Propriétaires des fiefs à faire le service Militaire en personne , ou par leurs hommes ; mais l'Imposition remplace ce service personnel , & les Ecclésiastiques dispensés du service comme les autres Seigneurs de fiefs ne peuvent l'être du Tribut , qui seul peut dédommager le

Souverain & l'Etat du service que l'on a supprimé.

Le Défenseur du Clergé a dit encore , que l'Etat est chargé de l'entretien des Ministres des Autels , & des frais du culte Divin. Les biens d'Eglise sont affectés à cette charge ; si l'on exige des contributions de ces biens , on fera , dit-il , un cercle vicieux , & l'on soumettra aux charges de l'Etat des biens dont les revenus sont destinés à remplir une obligation qui tient le premier rang parmi toutes les obligations du Souverain & de l'Etat.

Oui , c'est à l'Etat à donner la subsistance aux Ecclésiastiques qui travaillent , & à pourvoir à la Majesté du service Divin ; mais l'Eglise de France ne possède-t-elle que le nécessaire des Ecclé-

fiastiques & des Temples ; elle est dans l'opulence ; c'est de ses richesses dont elle doit aider l'Etat. Au reste , l'Etat ne doit rien aux Ecclésiastiques oisifs ; s'ils portent la plus grande partie du Tribut Ecclésiastique , il n'y aura point de cercle vicieux , une imposition juste n'entamera jamais ce qui est nécessaire à l'entretien décent des Ecclésiastiques qui travaillent , aux frais du service Divin , au secours des Pauvres ; que l'entretien des Ecclésiastiques n'absorbe pas ce qu'ils doivent à la Religion & à l'Etat ; tout sera dans la justice la plus exacte.

Dans la défense des Immunités l'on a distingué les contributions personnelles & les contributions réelles ; l'on a dit , que les Ecclésiastiques contribuent personnel-

G 3 iii!

sement par les fonctions apostoliques, & réellement par leurs aumônes, & que l'on ne pouvoit leur en demander davantage.

Lorsque les Evêques n'ordonnoient des Clercs que pour remplir les titres & les emplois vacans, on pouvoit dire, que tout le Clergé contribuoit personnellement. De nos jours une grande partie du Clergé est sans titres; sans fonctions, sans contribution personnelle. Les fonctions apostoliques sont le partage des Evêques, des Curés, & de quelques zélés Missionnaires; je ne considère qu'eux, & je dis, qu'un Militaire contribue de son sang, de ses travaux, de ses revenus à la défense de l'Etat: un Magistrat lui donne son tems & ses peines; leur contribution personnelle est forte, cependant ils ne sont pas

dispensés des contributions réelles. Ceux qui sont chargés des fonctions apostoliques sont utiles à la Religion, & par là même ils sont nécessaires à l'Etat; ils ne peuvent lui rendre de service plus signalé que de conserver la foi & les mœurs & de rendre à la Majesté divine l'hommage qui lui est dû. Leur récompense seroit-elle bornée à une exemption temporelle, que le Militaire & le Magistrat rougiroient de demander ! la raison veut, que tout Citoyen contribue personnellement & réellement au bien public.

Les Aumônes que quelques Ecclésiastiques répandent, ne sont pas un motif d'exemption des impositions; l'aumône & le subside sont deux obligations différentes le Chrétien, l'Ecclésiastique, l'homme même doit l'aumône,

& le Sujet doit le Subside. J'en appelle aux Casuistes. S'il reste quelque superflu au Laboureur & à l'Artisan, après avoir pris un nécessaire médiocre & avoir pourvu à l'éducation de sa famille, ils l'obligent à faire l'aumône, sans le dispenser du paiement des impositions, même par principe de conscience; & le Casuiste veut s'en dispenser, sous le prétexte de ses aumônes, qu'il appelle sa contribution réelle ! Il est bien dangereux de se rendre juge dans sa propre cause.

Je ne puis passer au Défenseur des Immunités une idée encore plus singulière; il dit dans sa seconde Lettre : *. Celui la n'est pas
 » véritablement tenu de payer le
 » Tribut, qui ne peut le payer
 » que des deniers d'autrui, ou

* Page 21.

» des biens consacrés au soula-
 » gement des pauvres , ou en pre-
 » nant sur sa propre subsistance.
 » Dans les deux premiers cas ,
 » il commettrait une injustice
 » manifeste , & dans le troisième
 » il préjudicieroit au droit pri-
 » mitif qu'il a a sa propre con-
 » servation.

Ce raisonnement tend à prou-
 ver , que le Clergé ne peut dans
 aucune circonstance payer des
 subsides au Roi pour l'Etat , qu'il
 ne peut pas même lui offrir des
 Dons gratuits ; en effet il n'est
 jamais permis de faire un Don du
 bien d'autrui , & de préjudicier a
 sa propre conservation. A quelles
 extrémités veut-on réduire le
 Clergé ! il faut qu'il devienne in-
 juste envers le prochain & envers
 lui même , si l'on veut qu'il aide
 l'Etat ; il s'est même rendu coupa-

ble de ces crimes énormes toutes les fois qu'il a payé des subsides ; c'est du moins le principe de son défenseur. Pour l'adopter , il faut supposer un Tribut injuste , & des impositions assés excessives pour faire languir les Ecclésiastiques dans la misere , pour leur arracher le nécessaire , Pour les faire périr ; mais malgré les impossitions , le haut Clergé vit dans l'opulence , & les Ecclésiastiques dont la fortune est médiocre n'ont à souhaiter qu'un département juste , que l'on refuse , ou que l'on difere sans raison.

On ne sera pas plus touché d'une autre déclamation pathétique du défenseur des immunités ; c'est , dit-il , » la dureté des Laïcs » qui a jetté les Ecclésiastiques » dans l'obligation d'avoir des » biens fonds , dans l'apprehen-

» sion que les Pauvres, les Or-
 » phelins, les Vierges, & les Veu-
 » ves ne manquaissent des choses
 les plus nécessaires à la vie. * » Ce
 sont les Laïcs, & sur-tout les Rois
 qui ont doté & enrichi l'Eglise ;
 elle est redevable de ses biens à
 leur libéralité, & s'ils avoient tou-
 jours eu cette dureté dont Saint
 Chrifostome se plaignoit, la Sou-
 veraineté de plusieurs Provinces
 ne formeroit pas aujourd'hui le
 patrimoine de Saint Pierre, les
 Evêchés d'Allemagne, de Fran-
 ce, & d'Espagne, ne seroient pas
 aussi opulens ; les Ordres de Saint
 Benoit, de Saint Bernard & de
 Saint Bruno, ne posséderoient pas
 des biens immenses dans tous les
 Etats Catholiques. Il ne falloit
 pas appliquer au dix-huitième
 siècle ce que Saint Chrifostome a

dit au commencement du cinquième , dans un temps ou les Eglises étoient encore pauvres , & ou malgré leur pauvreté elles payoient les impositions ; témoin la loi de Théodose le jeune pour la Capitation des Ecclésiastiques. Il ne falloit pas reclamer l'autorité d'un pere de l'Eglise , qui a porté le désintéressement jusqu'à souhaiter que l'Eglise n'eut point d'immeubles, pour prouver qu'elle doit avoir ces immeubles exempts de toutes charges.

Au reproche que le défenseur des Immunités a fait aux Bienfaiteurs de l'Eglise , on pourroit opposer la parabole de l'Evangile , du voyageur blessé sur le chemin de Jéricho ; on pourroit renouveler l'apologue de Menenius-Agrippa ; on pourroit dire , que dans les tems les plus heureux de l'Eglise ,

ses revenus étoient partagés en différentes portions , suivant leur destination différentes. Les uns étoient affectés a l'entretien des Ecclésiastiques , l'équité & la nécessité le demandoient; d'autres revenus étoient mis en dépôt pour les réparations des Eglises, & pour le soulagement des pauvres; les Bénéficiers se sont tout approprié; il n'est pas douteux que pour les revenus destinés aux réparations des Eglises , les Paroisses étoient privilégiées; il a fallu que les Laïcs y suppléassent , en établissant & en dotant les Fabriques. La part des pauvres a disparu , elle a été confondue avec les autres revenus dont les Bénéficiers disposent a leur gré; & si les Laïcs n'y avoient pas suppléé encore par une multitude de fondations, s'ils ne répandoient pas tous les jours

des aumônes abondantes, s'ils avoient la dureté qu'on leur reproche, & qui dit-on, a forcé les Ecclésiastiques a acquérir, ou en feroient les pauvres !

L'on peut, dit-il, s'en rapporter à la Sagesse du Clergé sur l'usage de son superflu. Il y a dans le Clergé beaucoup d'hommes vertueux & d'une grande piété ; mais quelques vertueux que soient les Sujets, les Rois ne doivent point s'en rapporter à eux pour les droits de leur Couronne. Si l'on s'en étoit toujours rapporté au Clergé pour ses prétendus droits, les Rois pourroient être déposés par les Evêques ; & les Officiaux auroient encore la juridiction sur presque toutes les affaires Civiles. Les maximes du Clergé sur le Tribut sont trop opposées à l'autorité Souveraine, & au bien de l'Etat,

pour que l'on ait en lui une confiance aveugle à cet égard ; il la mérite pour tout ce qui appartient à la Religion, il en jouit, sa vertu doit s'en contenter.

Je ne rappellerai pas les motifs qui obligèrent le Concile général de Vienne à exclure les Ecclésiastiques de l'administration des Hôpitaux, dont ils faisoient des Bénéfices; c'est dit M. Fleury *
 » l'origine des administrateurs
 » Laïcs auxquels on a confié les
 » biens des Hôpitaux à la honte
 » du Clergé. » Tous ces faits sont peu édifiants, & propres à scandaliser ceux qui ont plus de piété, que de lumières. S'ils sont connus du défenseur des immunités, il pouvoit s'abstenir de parler de la dureté des Laïcs envers les pauvres, il pouvoit supprimer cette pieuse hiperbole; que tout ce que

* Hist. Ecclési. liv. 91. Nomb. LX.

l'on donne à l'Eglise, c'est à dire aux Ecclésiastiques, on le donne à la charité & à la vertu même, & que tous les biens que l'on enlève aux Laïcs, on les arrache à la cupidité & au vice.

Je pourrois attaquer tous les principes du défenseur des immunités, & sur tout ce qu'il a dit des deux Puissances, dont il a parlé avec peu d'exactitude; mais ses principes sont détruits par les maximes du droit public que j'ai établies, & par toute l'histoire du Tribut Ecclésiastique; la foiblesse de la défense de l'immunité se sent de la foiblesse de l'immunité même; ce n'est pas à l'Auteur que je prétends l'attribuer.

Je n'ai pas eu occasion dans le cours de cet ouvrage de faire quelques autres réflexions, qui peuvent être importantes pour

la question de l'Immunité réelle. Imposerez-vous les Dixmes? disent les Ecclésiastiques; elles sont de droit divin, elles ne peuvent être ni supprimées, ni diminuées par l'autorité temporelle.

Il n'y a que l'entretien des Ecclésiastiques qui soit de droit naturel & divin; il est juste que celui qui sert à l'Autel, vive de l'Autel, & selon l'expression de Saint-Paul, que celui qui répand les Biens spirituels, moissonne les Biens temporels qui sont nécessaires à sa subsistance? mais la Dixme spécialement n'est pas de droit divin; la loi qui l'avoit établie dans l'ancien Testament étoit une loi d'administration que les Chrétiens ne sont pas obligés d'adopter; la discipline de la primitive Eglise en est une preuve; dans les premiers siècles

la dixme n'étoit pas d'obligation ; elle n'étoit que de conseil , c'étoit une offrande , une libéralité purement gratuite de la part des Fideles. Je n'examine pas comment elle a passé en obligation rigoureuse , elle subsiste , elle fait partie du revenu de plusieurs Eglises, on ne pourroit la supprimer sans injustice ; mais elle est une portion des revenus temporels du Royaume , qui sont tous affectés au secours de l'Etat , & elle peut être imposée comme les autres biens du Clergé.

Si la Dixme étoit de droit divin, tous les Chrétiens seroient obligés de la payer ; cependant nous avons en France des Provinces entieres où la Dixme n'est pas de droit commun , parce que les Eglises y ont été dotées d'autres Biens , & que cette dote suffit

pour remplir l'obligation que le droit divin impose aux fideles , de quelques Biens qu'elle soit composé , & pourvü qu'elle soit suffisante pour la subsistance des Ministres des Autels.

La dixme est naturellement le salaire des Pasteurs Spirituels ; mais elle est souvent entre les mains des Abbés, ou des Religieux, qui n'ont point de charge d'ames ; quelquefois même entre les mains des Laïcs, lorsqu'elles ont été inféodées. La quotité de la Dixme varie parmi les Chrétiens, elle dépend des Coutumes, elle peut se prescrire ; il y a des ordres entiers de Religieux qui en sont exempts ; lorsque Charles IX. demanda au Pape d'autoriser l'aliénation de quelques biens du Clergé de France, le Pape permit expressement l'aliénation des

Dixmes ; toutes ces circonstances prouvent que la dixme n'est pas de droit divin , qu'elle n'est pas d'une obligation indispensable & qu'elle doit entrer dans les revenus du Clergé , lorsqu'on les pésera , & qu'on les mesurera , pour fixer son subside.

La confiance du Clergé pour sa prétendue exemption est fondée principalement , sur ce que plusieurs de nos Rois ont demandé aux Papes la permission de lever des Décimes , sur les égards que les Rois ont eus pour lui dans quelques occasions , de régler de concert avec lui les conditions de ses subsides , sur l'attention qu'il a eue lui même de les qualifier de dons gratuits , & d'insérer dans ses contrats des expressions propres à prouver une liberté dont il n'a jamais joui , & qu'il ne doit pas avoir.

Philippe Auguste demanda au Pape de légitimer les enfans qu'il avoit eu d'Agnès de Meranie pendant son divorce avec Ingelburge de Dannemarck, Le Pape en lui acordant cette légitimation ne put s'empêcher d'avouer que le Roi pouvoit légitimer ses Enfans, sans l'autorité du Saint Siège, & parcequ'un Roi a bien voulu se soumettre au Pape pour une affaire purement temporel, pour une grace qui ne devoit émaner que de l'autorité Royale, a-t'on dit aux successeurs de Philippe Auguste, que le Pape devoit intervenir dans la légitimation de leurs Enfans? On ne l'a pas dit, & on l'auroit dit en vain. Un Roi ne peut jamais préjudicier à sa Couronne & à ses Successeurs. Le Clergé reconnoît lui même l'inutilité du consentement du Pape

pour les Subſides Eccléſiaſtiques ; il eſt plus éclairé que ſes Prédéceſſeurs qui croyoient , ou qui feignoient de croire que ce conſentement fût néceſſaire ; c'eſt une erreur dont on eſt revenu , & le Clergé ne voudroit pas établir ſon exemption ſur une erreur.

Les ménagemens que l'on a eu quelquefois pour lui , ne ſont pas devenus un devoir pour les Souverains ; on les a eus dans des occasions moins preſſantes , & lors que le Clergé étoit diſpoſé à donner des ſecours convenables : mais François Premier , Charles IX. , Henry III. ſe ſont fait obéir lors que l'intérêt de l'Etat l'a exigé , & il l'exige plus que jamais dans une circonſtance où il s'agit d'établir l'ordre dans ſes ſubſides , de les rendre moins onéreux pour lui , & plus utiles à l'Etat.

Les Déclarations de 1711 celle de 1726 non enregistrées ne peuvent être des titres irrévocables. On a toujours la liberté d'examiner, s'il est juste que le Clergé jouisse d'une exemption générale, & de prouver que cette exemption seroit contraire à la loi & à l'équité. Ce n'est pas ici une contestation ou l'on puisse proposer des fins de non recevoir. Les droits du Roi sont les mêmes qu'ils étoient avant ces Déclarations ; ils sont inaltérables, & pour leur conservation on peut s'en rapporter au Parlement qui en est dépositaire.

Les protestations que le Clergé a faites sur sa liberté, ne peuvent conserver de prétendus droits toujours attaqués & toujours détruits par le fait ; il a transigé souvent en payant ce qu'on lui a de-

mandé, & comme on la demandé: Ses tranſactions ſont autant de titres qui s'élevent encore contre ſon exemption; reunies avec le précepte de Jeſus - Chriſt, avec les loix positives des Empereurs Romains & des Rois de France, avec des exemples de tous les ſiècles, elles demontrent que le Clergé eſt contribuable, autant que les autres ordres de l'Etat.

Cette propoſition ne craint pas la censure du Clergé; elle eſt fondée ſur la tradition conſtante des onze premiers ſiècles, ſur le témoignage de pluſieurs Peres de l'Egliſe, ſur l'autorité des Jurifconſultes les plus célèbres. Le Clergé ne pourroit la condamner ſans envelopper dans la condamnation la Décrétale du Pape Urbain, & ſans flétrir la mémoire de ce Pontife. Il a rendu à la vé-

rité le témoignage le plus solem-
 nel & le plus désintéressé, il a dit
 à toute l'Eglise, que Pierre avoit
 payé le Tribut » parce que l'E-
 » glise doit le payer de ses biens
 » extérieurs & temporels; » il a
 reconnu de bonne foi que l'exem-
 ple & le précepte de Jesus-Christ
 étoient pour les Ecclésiastiques,
 autant que pour les séculiers; il a
 proposé au Clergé les motifs pres-
 fants de son intérêt personnel, &
 de la reconnoissance qu'il doit aux
 Souverains. » L'Eglise, a t'il dit,
 » doit payer le Tribut aux Em-
 » pereurs, afin qu'ils nous def-
 » fendent & qu'à l'ombre de leur
 » puissance, nous jouissions de la
 » paix & de la tranquillité; de
 » *exterioribus Ecclesiæ, quod cons-*
 » *titutum antiquitus est, pro pace*
 » *& quiete quâ nos tueri & defen-*
 » *sare debent Imperatoribus persol-*
 » *vendum est.* H 3

Le Clergé mérite des distinctions, il en a de grandes, mais qu'il ne prétende pas l'exemption du Tribut à laquelle sa qualité de Sujet ne lui permet pas d'aspirer; on peut lui dire d'après Théodose le Jeune » qu'il ne faut pas abuser de la faveur que l'Eglise mérite, » pour accabler la République de » tout le poids des impositions, » *nec externorum gravamine Tributorum in publicam Ecclesiasticam nominis abusione lædendam.*

Je ne renouvellerai pas le conseil que François Premier donna au Clergé de son tems » de ne » point entrer en marchandise » avec lui qui avoit les moyens » pour le réduire à la raison. » C'est l'équité, c'est la religion même du Clergé qu'il faut attester. Il n'anéantira pas cette ancienne maxime de nos Jurisconsultes

François, que pour le temporel, les Ecclesiastiques sont soumis au droit commun. Après tout, il s'agit ici d'un droit de la Couronne, & d'un droit purement temporel; c'est au Roi seul à en décider.

E I N.



